

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PAUVRETÉ ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN BOLIVIE :
DE L'EFFICACITÉ DES POLITIQUES PRÉCONISÉES PAR LA BANQUE MONDIALE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
LEILA ZOUHIR

FÉVRIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je tiens à remercier énormément Mr Daniel Holly, mon directeur, professeur à l'UQAM, spécialiste des Organisations internationales, qui a été mon repère tout au long de mon cursus universitaire et sans qui ce mémoire n'aurait jamais abouti.

Ensuite, je voudrais saluer tout mon entourage amical universitaire, dont les membres se reconnaîtront, pour tous les bons moments passés ensemble, pour les nombreux débats partagés et pour la richesse des idées échangées ainsi que leur apport à l'évolution de ma vision des choses sur le monde.

Enfin, je tiens à remercier mes proches, pour leur patience et leur soutien, et plus particulièrement ma mère, sans qui rien n'aurait été possible et à qui je dois tout.

TABLE DES MATIÈRES

LA TABLE DES MATIÈRES	ii
LISTE DES ABRÉVIATIONS	iv
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE I	
PAUVRETÉ ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UN SURVOL.	12
 1.1. L'état des lieux	13
1.2. Un état de fait permanent	21
1.2.1 Capitalisme et soumission des économies dans les régions conquises	21
1.2.2 Le pillage colonial: l'Amérique latine dans le maëstrom de l'économie mondiale	23
1.2.3 Indépendance et statu quo	24
1.2.4 Des PVD sous le joug d'un pillage continu	27
1.3 Les stratégies d'éradication de la pauvreté et la question du développement	29
1.3.1 L'action des OI, notamment de l'ONU	32
1.3.2 Le rôle prépondérant de la BM	35
 CHAPITRE II	
LA BOLIVIE DANS L'ECONOMIE MONDIALE : UNE INSERTION PRODUCTRICE DE PAUVRETÉ	40
 2.1. L'extraversion organisée	40
2.2. L'extraversion maintenue	42
2.2.1 Une économie exportatrice de matières premières	42

2.3 La situation des masses populaires	44
2.3.1 Une misère généralisée	46
2.4. L'alignement sur la norme mondiale	48
2.4.1 La montée du néolibéralisme	48
2.4.2 La crise de la dette	51
2.4.3 Le nouveau rôle des institutions financières internationales	54
2.5 Les PAS ou le mécanisme de renforcement de l'insertion dans l'économie mondiale	55
2.5.1. Le contenu des PAS	55
2.5.2. Les PAS boliviens et leurs effets	57
2.6. La montée de la pauvreté	61
2.6.1. L'effet des coupures budgétaires	62
CHAPITRE III	
2001-2005 : LA POLITIQUE D'ÉRADICATION DE LA PAUVRETÉ	
EN BOLIVIE : UN BILAN	67
3.1. Les DSRP : une nouvelle stratégie de développement ?	68
3.1.1. Une réponse à la crise du développement	68
3.1.2. Le contenu type des DSRP	70
3.2. Le DSRP bolivien : une lutte à finir à la pauvreté et à l'exclusion ?	73
3.3. Essai de bilan provisoire	87
3.3.1. Le DSRP bolivien: un PAS «masqué»	87
3.3.2. Des résultats révélateurs	90
CONCLUSION	99
BIBLIOGRAPHIE	103

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AID	Association du développement international
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BRI	Banque des règlements internationaux
CCI	Cross-cutting issues
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COB	Centrale ouvrière bolivienne
COMIBOL	Consortium public pour l'extraction minière de la Bolivie
CPE	Constitution politique de l'Etat
DSRP	Document stratégique de réduction de la pauvreté
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAS	Facilité d'ajustement structurel
FMI	Fonds monétaire international
FS	Fonds spécial
FSTMB	Fédération syndicale des travailleurs miniers de la Bolivie
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
IDE	Investissements directs étrangers

IFD	Programme d'intégration des femmes au développement
IMF	Institutions de micro-financement
INS	Instituts normaux supérieurs
ISI	Industrialisation substitutive des importations
MIP	Mouvement de renouvellement national
MNR	Mouvement révolutionnaire socialiste, Bolivie (Movimiento nacional revolucionario)
MSE	Petites et moyennes entreprises (Micro and small enterprises)
MYRAs	Multiyears rescheduling agreements
NPE	Nouvelle politique économique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEPC	Organe d'examen des politiques commerciales (appartient à l'OMC)
OI	Organisation internationale
OIT	Organisation internationale du travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement et l'industrie
PAN	Program of attention to children
PAS	Programme d'ajustement structurel
PEAT	Programme élargi d'assistance technique

PED	Pays en développement
PEN	Noyaux des projets éducatifs (Proyectos educativos de nucleo)
PETA	Programme technique pour l'éducation des adultes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Pays pauvres très endettés
PRONER	Programme national de l'électrification rurale
PRONTER	National rural telecom program
PSI	Infrastructures productives et sociales
PSOE	Parti socialiste ouvrier espagnol
PVD	Pays en voie de développement
SDN	Société des Nations
SEDUCA	Service départemental de l'éducation
SFI	Société financière internationale
SIBTA	Système bolivien de technologie agricole (<i>sistema boliviano de tecnologia agropecuaria</i>)
SIMECAL	Système de mesure de la qualité de l'éducation
SNC	Service routier national
SUMI	Assurance universelle pour la santé de la mère et de l'enfant (<i>Universal mother and child health Insurance</i>)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
YPFB	<i>Yacimientos petroliferos fiscales bolivianos</i>

RÉSUMÉ

Le présent mémoire tente de porter un regard critique sur les politiques de la Banque mondiale en matière de lutte contre la pauvreté. La lutte contre la pauvreté devient dans les années 1990 le nouveau visage du développement économique, à la suite de l'échec des politiques de développement suivies jusque là. C'est par le biais des DSRP que la Banque mondiale tente de résoudre la question de l'éradication de la pauvreté. A travers une analyse documentaire des politiques suivies par la Banque mondiale, reposant sur des publications et des rapports annuels, nous nous pencherons sur les programmes de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale, en particulier dans le cas de la Bolivie, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. La pertinence de cette étude de cas tient du fait que la Bolivie fait partie des pays qui ont adopté un DSRP en Amérique latine.

Nous cherchons à montrer que les politiques de lutte contre la pauvreté mises en place par la Banque mondiale, s'inscrivent par le biais des DSRP, dans la lignée des PAS.

Selon la Banque mondiale, les DSRP seraient la réponse à la lutte contre la pauvreté. Nous montrerons, au contraire, que les DSRP sont un nouveau moyen de renforcement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale. Nous soutenons que l'objectif premier des politiques de la Banque mondiale est d'insérer les PVD en général, et la Bolivie en particulier, dans l'économie mondiale, ce qui nous éloigne de l'objectif premier recherché, à savoir la lutte contre la pauvreté. Nous estimons que les effets du DSRP bolivien sont limités, dans la mesure où le DSRP ne prend pas en considération le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Les programmes adoptés ne répondent pas aux besoins des populations pauvres, mais ils sont plutôt tournés vers l'adoption de politiques néolibérales.

Nous soutenons dans ce mémoire que le DSRP bolivien ne peut pas éradiquer la pauvreté dans le pays, dans la mesure où il ne s'attaque même pas au problème des inégalités. Suite à toutes ces considérations, nous défendrons l'idée que le DSRP bolivien ne fera pas sortir le pays de sa situation de sous-développement, contrairement à ce qu'affirment les Organisations internationales à travers leurs politiques.

Mots clés : Bolivie, pauvreté, Banque mondiale, DSRP, économie mondiale

INTRODUCTION

La pauvreté est un objet de préoccupation internationale directement liée à la question du développement. Phénomène historique, la pauvreté ne cesse de persister dans l'absolu. Les inégalités entre les pays du Nord et ceux du Sud, ainsi qu'au sein même des pays du Sud sont assez révélatrices de cet état des choses. D'où l'attention que leurs portent les organisations internationales, en particulier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). De nombreux auteurs, parmi lesquels Michel Chossudovsky, Joseph Stiglitz, Jean-Pierre Cling et Gilbert Rist, entre autres, se sont intéressés à la question de la pauvreté afin de saisir les failles des politiques imposées par les organisations internationales en général et la Banque mondiale en particulier.

La lutte contre la pauvreté devient dans les années 1990 le nouveau visage du développement économique vu l'échec des politiques de développement suivies jusque là. D'où l'intérêt à se pencher sur l'action de la Banque mondiale, pour en prendre la juste mesure et en dégager la signification. Nous nous intéressons, dans cette analyse des programmes de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale, au cas de la Bolivie, l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. La persistance d'inégalités profondes dans ce pays nous interpelle. L'étude de la Bolivie est pertinente dans la mesure où ce pays appartient au groupe des cinq pays d'Amérique du Sud à avoir adopté un Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) et qui, selon l'opinion de la Banque mondiale et du FMI, serait sur la voie d'un développement durable. Ce pays serait-il une exception ?

Il faut noter que la Bolivie a longtemps été l'un des pays les plus pauvres d'Amérique du Sud. Le pays a acquis son indépendance en 1825. A partir de 1985, le gouvernement bolivien s'engage dans une politique visant à « combattre l'inflation » et à « éliminer les déséquilibres intérieurs et extérieurs ». Dans ce but, les autorités ont suivi les stratégies imposées par le FMI dans le cadre des Programme d'ajustement structurel (PAS) soit : dévaluation monétaire, unification du taux de change et libéralisation du marché. Il s'en est suivi des

compressions des dépenses publiques ainsi que des licenciements massifs qui ont débouché sur une grève générale forçant les autorités à décréter l'état d'urgence.

L'application des réformes économiques de 1985 a affecté tous les secteurs de la société, en particulier l'éducation et la santé. En plus de l'augmentation du taux de chômage, Chossudovsky souligne que « le programme du FMI de 1985 a contribué à la stagnation de tous les secteurs de l'économie nationale (mines, industries, agriculture) à l'exception de l'économie illégale du coca et du secteur des services urbains. »¹ Sur le plan de l'économie rurale, les répercussions ont été encore plus graves dans le sens où « 97% de la population est au-dessous du seuil de pauvreté, entre 48 et 77% vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. »² Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont donc mené à la faillite de l'économie agricole, les exportations de produits ayant considérablement chuté face à l'augmentation des importations. Du coup, l'économie de la drogue a été favorisée.

En outre, la Bolivie a dû privatiser de nombreux secteurs tels que l'aéronautique, la téléphonie, les chemins de fer, l'électricité ou encore le pétrole. A partir de 1999, le pays connaît un ralentissement de la croissance économique à cause d'une politique budgétaire déficiente et des répercussions de la crise asiatique. Ceci contribue à freiner considérablement les politiques de lutte contre la pauvreté. En 2000, la Bolivie connaît de nouveau des troubles sociaux suite à la privatisation des eaux. On peut affirmer que, le cas de la Bolivie s'adapte bien aux politiques de lutte contre la pauvreté de la Banque mondiale. Pour tenter de réduire la pauvreté, ce pays élabore un DSRP en 2001 qui entend s'attaquer au problème des inégalités en promouvant une politique de redistribution des revenus.

L'orientation en faveur des pauvres apparaît clairement dans certains des objectifs du DSRP bolivien : l'augmentation des emplois et l'ouverture des opportunités, la mise en place des capacités productives des pauvres, l'augmentation de la sécurité et de la protection, la promotion de l'intégration

¹ Chossudovsky, Michel. 2004. *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre économique mondial*. Nouv. Ed. rev. et augm. Paris : Ecosociété. p. 223.

² *Ibid*, p. 224

sociale et la participation populaire. D'autres fins sont également poursuivies en matière, par exemple, d'environnement, d'égalité entre les sexes et entre les groupes ethniques, d'institutionnalisation de la démocratie, du développement rural, d'aides aux micro et petites entreprises, de l'assistance technique, du développement des infrastructures, de l'éducation, des soins de santé primaires, des services sanitaires, de lutte à la corruption etc...

Mieux. Des actions décisives sont prises par les autorités boliviennes déterminées à tout faire pour arriver à leurs fins. Ainsi, dans le domaine de l'éducation, de nouvelles zones éducatives sont créées et la formation des maîtres promue au rang de priorité. En ce qui concerne la santé, un secteur marqué par un taux élevé de mortalité infantile, la malnutrition etc., une Assurance nationale de maternité et de l'enfance est instaurée.

A première vue, c'est cette détermination active et les résultats atteints jusqu'ici qui expliquent l'optimisme des stratèges de la Banque et leur désignation de la Bolivie comme pays modèle dont le DSRP a réussi bien que ces résultats s'expliquent en partie par le fait que

in all Latin America, Bolivia receives the greatest official development assistance. In 1998, this assistance accounted for 7.5 per cent of gross natural product, 33.5 per cent of central government expenditures 25.2 per cent of imports of goods and services and 36.6 per cent of gross domestic investment.³

Faut-il accepter ce verdict? N'y a-t-il pas lieu de contester pareil optimisme, vu le court laps de temps écoulé depuis la mise en œuvre de ce plan, d'une part, et les réserves, voire les critiques, formulées par maints auteurs, des DSRP et de la possibilité de mettre ainsi un terme à la pauvreté, d'autre part ?

Ceci d'autant plus que l'application fidèle des mesures macroéconomiques préconisées par les institutions financières internationales par la Bolivie n'a pas débouché sur le développement durable du pays ni permis l'éradication de la pauvreté.

³ Worldvision International, 2002. *Masters of their own development ? Prsp and the prospects for the poor*, p.115.

Le pays a connu d'importants problèmes internes qui l'ont mené à la limite du chaos et les populations les plus démunies ont été plongées davantage dans la précarité.

La Banque mondiale ne serait-elle pas davantage préoccupée par le développement de l'économie mondiale que du développement économique des PVD ? Son insistance sur l'intégration de ces derniers dans l'économie mondiale et sur le rôle des investissements étrangers dans le développement économique en serait-elle un indice ?⁴.

Nous le pensons. En effet, des développements théoriques confortent ce questionnement qu'il est intéressant de présenter, notre réflexion dans ce mémoire s'en inspirant grandement. Mentionnons en premier lieu l'apport de Craig N. Murphy. Dans son livre *International Organization and Industrial Change, Global Governance since 1850*, ce dernier s'efforce à montrer le rapport étroit entre les activités des Unions Administratives, ces premières Organisations internationales, et la promotion/développement de l'économie mondiale à la fin du XIXe siècle :

« By the end of the first decade of the twentieth century every industrialized country in Europe had become home to Second Industrial Revolution firms that depended on the continental market in industrial goods create and secured by the Public International Unions...The Unions helped, create their most important constituencies within civil society: the private firms that would not have existed without the services the Unions performed.”⁵

Pour cet auteur dont le livre établit de manière magistrale cette réalité, il ne fait aucun doute que les Organisations internationales à vocation économique sont des mécanismes de type particulier dont le fonctionnement est intimement lié au mouvement profond de l'économie mondiale. La production de certains états et situations propices est leur finalité principale :

« Intergovernmental Organizations have played a role in the growth and development of industrial society for over a century. In periods of peace and prosperity they have acted as part of what some social theorists call the “social

⁴ cf. par exemple Banque mondiale, Rapport annuel 1992, Washington D.C, p.5.

⁵ Cf., Craig N. Murphy. 1994. *International Organization and Industrial Change, Global Governance since 1850*, New York, Oxford University Press, p.127.

structures of accumulation” or “modes of regulation” that have allowed capitalist industrialism to work as well as it sometimes has.”⁶

On doit également retenir, bien que dans une perspective non économique, la contribution de certains chercheurs et plus particulièrement de James N. Rosenau, un des chefs de file de l'école de la gouvernance sans gouvernement. Leur thèse s'articule autour de quatre propositions, selon la présentation qu'en a fait Daniel Holly :

« a) Tout système confronté à des menaces tant internes qu'externes, doit remplir certaines fonctions pour assurer sa survie; b) Certains systèmes, notamment le système international, sont caractérisés par l'absence d'une autorité gouvernementale suprême; c) ils sont, malgré tout, soumis à la nécessité d'organiser leur survie ; et d) Cela se fait généralement par la mise en place d'un « système de direction » (system of rule) ou de mécanismes de régulation (regulatory mechanisms) non dotés d'autorité formelle, au nombre desquels se retrouvent les Organisations internationales. »⁷

Il semble bien, à en juger par les développements précédents que les Organisations internationales doivent être pensées et étudiées comme des organismes de régulation du système mondial, en général, et du système de l'économie mondiale, en particulier. Et, ce n'est pas par hasard que James N. Rosenau a écrit que : « les institutions internationales et régimes mis en place par les acteurs du système, tels que Bretton Woods, le COMECON et les Nations Unies, sont autant d'éléments des arrangements qui rendent possible la reproduction de l'ordre global. »⁸

Mais il revient surtout à Daniel Holly d'avoir, selon nous, fait avancer considérablement la réflexion théorique sur les Organisations internationales et défini du même coup leur rapport à la reproduction du système mondial sur fond de domination mondiale du capitalisme. Dans son étude sur l'UNESCO⁹, il a très bien montré la relation qui existe entre les activités et politiques de cette

⁶ Cf., Craig N. Murphy. *op.cit.* p.9.

⁷ Daniel A. Holly. 1999. *L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (1967-1995)*, Paris, L'Harmattan, p.7.

⁸ Cité par Daniel Holly dans *Ibid*, p.7.

⁹ Cf. Daniel A. Holly, 1981. *L'Unesco, le Tiers-monde et l'économie mondiale*, Montréal/Genève, Les Presses de l'Université de Montréal/Institut Universitaire des Hautes Etudes internationales.

institution et la promotion de certains états dans le monde propices à l'essor de l'accumulation du capital.

« La production d'un discours sur le développement/sous-développement et sur le rôle central de la science dans le développement économique, de même que l'exécution de programmes dans le Tiers-Monde visant à concrétiser dans les faits ce projet général deviennent des instruments importants de la reproduction d'une situation internationale favorable au plus grand développement des moyens de production...A nous en tenir strictement aux propositions qui constituent l'essentiel de la théorie du développement de l'UNESCO et aux implications qu'elles charrient, nous sommes autorisés à conclure que ce n'est pas de développement économique de la périphérie qu'il s'agit. Ce que l'UNESCO essaie de faire et, avec elle, les autres organismes des Nations Unies, c'est d'articuler les intérêts du capital de telle façon que sa reproduction élargie soit assurée ainsi que sa domination sur le capital des pays sous-développés. »¹⁰

Bien que dans une perspective différente, on ne saurait ignorer l'apport d'autres auteurs qui, à leur façon, ont attiré l'attention sur la signification profonde des activités/interventions de la Banque mondiale et/ou du Fonds Monétaire International. Pour ceux-ci c'est bien la promotion du développement de l'économie mondiale l'objectif poursuivi par ces organisations. Ainsi, Jacques Adda fait remarquer, à propos des mesures structurelles promues par le FMI dans ses relations avec les pays en voie de développement, que :

« celles-ci ont en principe pour objet de promouvoir l'offre par une libéralisation des marchés extérieurs...un démantèlement des obstacles aux échanges extérieurs et une réduction du poids de l'État dans l'économie...

...Les Institutions de Bretton Woods devinrent l'instrument de la réforme des économies débitrices exigée par les créanciers, autrement dit de leur transformation ...en un espace ouvert à la diffusion du capitalisme. »¹¹

¹⁰ *Idem*

¹¹ Cf. Jacques Adda. 1997. *La mondialisation de l'économie, 2.Problèmes*. Paris, La Découverte, p.91.

Teresa Hayter¹² et Cheryl Payer¹³ pour ne mentionner que ces deux auteures n'ont pas posé différemment le problème de la contribution de la Banque et du FMI au développement de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale.

Toutefois, l'indice le plus probant de cette orientation particulière des actions de la Banque dont il est question nous est fourni par les Statuts mêmes l'Institution. N'y lit-on pas à l'article 1^{er} que la Banque a pour objectifs :

« De promouvoir les investissements privés à l'étranger au moyen de garanties ou de participation aux prêts et autres investissements effectués par les fournisseurs privés de capitaux ; et, à défaut de capitaux privés disponibles à des conditions raisonnables, de compléter l'investissement privé sous des modalités appropriées et en fournissant à des fins productives des moyens financiers tirés de son propre capital, des fonds qu'elle s'est procurés et de ses autres ressources. »

« De promouvoir l'harmonieuse expansion, sur une longue période, des échanges internationaux et l'équilibre des balances des paiements, en encourageant les investissements internationaux consacrés au développement des ressources productives des États-membres, contribuant par là à relever, sur leurs territoires, la productivité, le niveau d'existence et la situation des travailleurs. »¹⁴

Il n'y a pas de doute, les fins poursuivies par la Banque concernent bien le développement de l'économie mondiale sur la base d'une action en appui à l'accumulation du capital des pays dominants. Et on ne devrait pas s'étonner de constater à quel point, malgré les déclarations à l'effet contraire, l'élimination de la pauvreté n'est pas un objectif prioritaire, voire stratégique. Le discours sur la pauvreté n'est qu'un leurre destiné à masquer les véritables objectifs poursuivis par l'institution.

A en juger sur la base des développements précédents, il n'est pas exagéré d'affirmer que le resserrement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale est encore à l'ordre du jour. Les trois axes à partir desquels s'articulent les DSRP le laissent bien voir :

une politique économique basée sur l'ouverture et les incitations de marché, destinée à créer une croissance rapide, fortement consommatrice de main-

¹² Cf. Teresa Hayter. 1971. *Aid as Imperialism*, Penguin Book.

¹³ Cheryl Payer, *The World Bank, A critical Analyses*, New York. Monthly Review.

¹⁴ Cf. Banque mondiale. 1965. *Statuts de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement*, Washington D.C, Banque Mondiale, p.1.

d'œuvre ; une politique consistant à assurer aux pauvres un minimum de services sociaux, parmi lesquels les soins de santé primaire, le planning familial, la nutrition et l'enseignement primaire ; enfin un combat total contre la pauvreté nécessitait que ces stratégies soient complétées, pour les personnes fragilisées individuellement ou collectivement par des actions ciblées de mise en place de filets de Sécurité ¹⁵

D'une manière générale, les DSRP suivent les objectifs fixés par les PAS en s'inscrivant dans leur continuité. Ils sont un nouveau moyen de renforcement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale tout en favorisant l'action au bénéfice des pauvres.

L'ouverture sur le monde et les incitations de marché, voilà des thèmes chers à la Banque, incessamment promus par elle particulièrement depuis la crise de la Dette et qui rejoignent les contraintes exercées par l'économie mondiale sur les Etats depuis l'irruption de la mondialisation. Il ne s'agit rien de moins que d'aligner les PVD sur la logique de la mondialisation à partir d'une action en remodelage de l'Etat périphérique : l'accumulation du capital ne peut qu'en bénéficier et le capital privé conforté dans son rôle. Là ne s'arrête pas cependant la contribution des DSRP au renforcement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale.

En effet, la mobilité du capital aujourd'hui, déjà très grande, exige, au nom de son plus grand déploiement, que soient levées, certaines barrières particulièrement en ce qui concerne la productivité du travail et la disponibilité d'une force de travail satisfaisante en nombre et en qualité. La rentabilité des investissements en dépend grandement. Une main-d'œuvre abondante et bien formée non seulement contribue à cette fin mais élargit davantage les possibilités de profits par les effets exercés (à la baisse) sur les salaires. On comprend alors l'inclusion dans les DSRP de clauses sociales concernant l'accès élargi à l'éducation et aux services de santé pour les pauvres. Le développement des forces productives ne sera que plus facilement atteint. Il est nécessaire de prendre acte également d'une autre dimension des DSRP. Pour un auteur comme Jean-Pierre Cling, le DSRP est un

¹⁵ Cling, Jean-Pierre. 2003. *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*. Paris : Economica, 2^e édition, p.71.

moyen de conférer une « légitimité démocratique » aux gouvernements des pays en voie de développement puisqu'ils font participer leurs populations à leur élaboration, contrairement aux programmes d'ajustement structurel.

En gros, les DSRP reprennent deux éléments centraux des PAS. N'y retrouvons-nous pas, selon Cling, les actions suivantes : « des mesures de stabilisation financière ; des réformes structurelles visant à faciliter le fonctionnement des marchés et à favoriser la croissance ; des réformes sectorielles, des réformes institutionnelles. »¹⁶ Le mouvement de l'économie mondiale et le renforcement de sa dynamique demeurent, dans la nouvelle stratégie de la Banque, des priorités. Toutefois, l'on ne saurait ignorer l'autre dimension de la stratégie, à savoir la sollicitude pour les pauvres.

Malgré tous les efforts fournis par la Banque mondiale au titre des DSRP, on ne peut que constater que ces stratégies ont des effets limités, vu la persistance de la pauvreté dans les pays du Sud. Ce qui a soulevé un certain nombre de critiques.

De l'avis de nombreux spécialistes, les DSRP ont des effets limités à plusieurs niveaux : au plan économique, au niveau du désengagement de l'Etat, ainsi qu'au niveau des politiques fiscales. A cela s'ajoute le fait que les DSRP ne prennent pas en considération le caractère multidimensionnel de la pauvreté. Les programmes adoptés ne sont pas conformes aux besoins des populations pauvres, car ils sont principalement tournés vers la mise en place de politiques néolibérales.

Il faut noter en premier lieu qu'en se concentrant sur la croissance pour diminuer la pauvreté, la Banque mondiale néglige certains facteurs macro-économiques, comme par exemple l'impact global des inégalités entre les individus. En effet, les effets de la croissance économique sur la pauvreté dépendent des inégalités initiales. Il ne peut pas y avoir de croissance élevée si les pauvres se situent initialement trop en dessous du seuil de pauvreté. Ce problème n'est pas considéré par les DSRP qui ne prennent pas en considération le seuil initial de pauvreté des individus, alors que c'est un élément important. Sans y faire référence, les DSRP se concentrent uniquement sur la croissance économique alors qu'il faudrait d'abord s'attaquer au problème des inégalités.

¹⁶ Cling, *op.cit.*, p.204.

Il faut également constater que « le processus de désengagement de l'Etat que les DSRP souhaitent poursuivre, n'est pas propice à l'instauration de politiques de redistribution en faveur des pauvres. »¹⁷ Ainsi, le recouvrement des coûts (l'obligation de payer certains services comme par exemple dans le secteur de la santé) revient aux principaux bénéficiaires, sans tenir compte de leur situation sociale. On comprend bien l'impact du recouvrement des coûts sur les populations les plus pauvres qui se voient automatiquement exclues, faute de pouvoir bénéficier de certains services, ce qui a pour principale conséquence de renforcer les inégalités entre les riches (qui peuvent s'offrir ces services) et les pauvres (qui n'en ont pas les moyens). En adoptant de telles mesures, l'Etat peut se décharger de certaines obligations sociales, tout en réduisant les efforts au niveau de la mise en place d'infrastructures sociales.

Les développements précédents ne laissent planer aucun doute, les DSRP ne sont pas la recette qui fera sortir les PVD de leur sous-développement. Malgré les prétentions ou les affirmations de la Banque mondiale, il est fort douteux, et c'est là notre hypothèse, que les programmes de lutte contre la pauvreté de la Bolivie, parviennent à réduire notablement la pauvreté dans ce pays.

Parce que ces programmes reprennent en grande partie les objectifs des Programmes d'ajustement structurel (ouverture économique sur le monde, privatisation...), il est plus probable que par-delà la rhétorique sur la réduction de la pauvreté, le resserrement de l'insertion des économies des PVD concernés soit l'objectif réel (non avoué) de cette stratégie.

Le présent travail est en trois chapitres. Le premier brosse un tableau général de la pauvreté dans le monde et tente une explication de cette situation, comme arrière-plan de la discussion du DSRP bolvien. Le deuxième se propose de décrire, toujours dans le même esprit, l'état de misère généralisée qui prévaut en Bolivie. Il fait également le point sur les résultats décevants des politiques de réduction de la pauvreté mis en œuvre, entre autres, à l'initiative des Organisations internationales, notamment de la Banque mondiale. Il entend établir que ces interventions, loin de promouvoir le développement économique et

¹⁷ Cling, *op.cit*, p.212.

l'allègement consécutif de la pauvreté, ont plutôt aggravé cette dernière et renforcé l'insertion de la Bolivie dans l'économie mondiale. Le troisième chapitre enfin fait le point sur le DSRP bolivien et les résultats atteints.

CHAPITRE I

PAUVRETÉ ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UN SURVOL

Le premier chapitre du mémoire brossera un rapide tableau de la pauvreté et de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Ceci pour mieux donner une idée précise de la situation actuelle et mieux cadrer la discussion des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté.

Dans la perspective du propos du mémoire, le premier chapitre permet de saisir l'importance de la question de la pauvreté dans le monde, ainsi que la gravité de la situation. L'abondance des données statistiques disponibles dans diverses publications spécialement celles des organisations internationales sont d'un apport considérable et donnent une idée réelle de la pauvreté dans le monde.

A partir de ces données, nous présenterons dans une première partie, un état des lieux de la pauvreté en utilisant les principaux indicateurs de pauvreté tels que l'analphabétisme, l'éducation, la malnutrition, l'égalité des sexes, la mortalité infantile, les soins de santé, le développement économique etc... La deuxième partie du premier chapitre fera ressortir un fait généralement oublié dans la discussion, à savoir que la pauvreté est un état de fait permanent dans les pays dominés depuis plusieurs siècles. Une perspective historique est indispensable si on veut bien comprendre ce qui se passe sur le front de la lutte contre la pauvreté. Ici, il s'agira essentiellement de démontrer que c'est l'expansion du capitalisme qui, en destructurant les économies des territoires conquis, est à l'origine de la pauvreté.

La troisième partie du chapitre se rapportera aux stratégies d'éradication de la pauvreté et à la question du développement. Nous passerons en revue les grandes

phases de l'aide au développement pour souligner, entre autres, l'importance de l'aide économique et l'inanité de cette dernière.

1.1 L'état des lieux

La pauvreté dans le monde est un phénomène historique. De tout temps il y a eu des inégalités entre les individus et entre les peuples. L'expansion de l'Europe dans le monde et l'émergence du capitalisme accentuent les écarts de richesse entre les États et régions. Des structures relationnelles sont mises en place qui créent des pôles de richesse, d'un côté, et de pauvreté, de l'autre. S'il est possible, en effet, de repérer l'existence de poches de pauvreté dans tous les États, il est évident que les pays en voie de développement comptent en général un plus grand nombre de pauvres que les pays développés. En fait, cette situation des pays dominés est si flagrante que l'expression pays pauvre est souvent utilisée comme synonyme de pays en développement (PVD). Ceci s'explique en partie par des rapports de domination entre les différents États, la plus ou moins grande disponibilité de richesses naturelles, les colonisations et les régimes politiques en place. Cette situation persiste encore aujourd'hui.

En général, la pauvreté dans le monde actuel s'évalue en référence à de nombreux indicateurs : le taux d'analphabétisme, le manque d'accès à l'éducation, le taux de mortalité infantile, l'insalubrité générale, le manque de moyens financiers à la disposition d'une majorité des populations vivant dans les pays en voie de développement. Voyons ce qu'ils nous révèlent de la situation des PVD.

D'une manière générale, la population analphabète mondiale est évaluée à 876 millions d'adultes¹⁸, dont les deux tiers sont des femmes¹⁹. L'analphabétisme touche

¹⁸ PNUD 2006. "Les chiffres de la pauvreté".

<http://www.teamstoendpoverty.org>

¹⁹ *Idem*

particulièrement les pays en voie de développement (PVD), et plus particulièrement les zones rurales de ces régions. Si l'on brosse un tableau de répartition de la pauvreté dans le monde, on s'aperçoit que l'Afrique subsaharienne est la plus touchée par la pauvreté extrême, ce qui n'exclut pas l'Amérique latine, l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, l'Asie et l'Europe de l'Est. Ceci est confirmé par les estimations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui montrent, dans un rapport publié en 1986, que « 90% des pauvres sont localisés au Brésil, en Amérique centrale, en Chine, en Indochine, en Mongolie, en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. »²⁰ On peut noter que l'Amérique du Sud n'est pas la région la plus pauvre du monde avec environ 25% de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour. Sur le continent américain, ce sont surtout les populations d'Amérique centrale avec des taux de 60% de pauvres qui sont les plus touchées²¹. Aujourd'hui, la Banque mondiale estime que 1,2 milliard²² de personnes considérées comme extrêmement pauvres vivent avec moins d'un dollar par jour, alors qu'environ 3 milliards²³ de personnes vivent avec deux dollars par jour.

Cette situation est certainement alimentée en partie par l'analphabétisme ambiant. Le manque de scolarité ou sa durée limitée forme un obstacle au développement. En général, les personnes analphabètes, ne peuvent pas trouver d'emplois en raison de leur manque d'instruction, ce qui a nécessairement des répercussions au plan financier donc en ce qui a trait aux ressources monétaires des pauvres. Par ailleurs, les pauvres ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école car en général ces derniers doivent aider leurs parents en travaillant pour améliorer leurs conditions de vie et le revenu familial. Dans les cas les plus extrêmes, cela est une question de survie. Dans la majorité des cas, de nombreux enfants scolarisés ne peuvent pas aller au-delà du

²⁰ BIRD.1996. *Poverty reduction and the World Bank*. Washington D.C:World Bank publications.
<http://www.bird.org>

²¹ *idem*

²² Banque mondiale,2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001, combattre la pauvreté*. Washington D.C: World Bank publications.

<http://www.worldbank.org>

²³ *idem*

niveau élémentaire. Les données du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ne trompent pas : « un enfant sur cinq n'a pas accès à l'éducation primaire. »²⁴ Ces estimations n'ont pas beaucoup changé dans les pays en voie de développement, si nous les comparons à celles de la fin des années 1960, alors que dans les pays industrialisés actuels, la tendance s'est inversée. A cette époque, par exemple, il y avait en France 275 habitants²⁵ par maître et 9 habitants²⁶ par élève inscrit en 1967, alors que le Nigéria en comptait respectivement 1057²⁷ et 34²⁸. En Haïti, il y avait 705 habitants²⁹ par maître et 16 habitants³⁰ par élève inscrit. On peut donc constater que la situation alors qu'elle a considérablement changé dans un sens positif dans les pays riches, s'est détériorée dans les PVD.

Les communautés les plus pauvres vivent souvent dans des zones rurales, généralement très retirées, et dû au manque de ressources des gouvernements locaux, il n'y a pas assez d'écoles dans ces zones. Cela ne fait qu'aggraver la situation des populations locales car souvent les écoles, là où il y en a, ne sont pas dotées du matériel pédagogique adéquat, comme le constate le PNUD :

les fournitures et le mobilier scolaires sont insuffisants, la technologie moderne inexistante, il y a trop d'enfants par classe, et les professeurs sont mal payés ou mal formés. Tous ces éléments sont préjudiciables à l'éducation des membres de la communauté.³¹

Il faut également souligner que de nombreuses écoles sont excentrées, ce qui empêche de nombreux enfants vivant dans des zones pauvres de pouvoir s'y rendre.

²⁴ Banque mondiale, *op.cit.*
<http://www.worldbank.org>

²⁵ Jalée, Pierre. 1971. *Le tiers monde en chiffres*. Paris : Maspero. P.94.

²⁶ *idem*

²⁷ *idem*

²⁸ *idem*

²⁹ *idem*

³⁰ *idem*

³¹ *idem*

Certains endroits sont certes dotés d'écoles privées, mais les pauvres ne peuvent y accéder. Les effets de cette situation résident en partie dans le fait que le manque d'instruction limite considérablement les offres d'emplois, ce qui engendre souvent une situation de chômage ou de sous-emploi, voire éventuellement d'exclusion sociale. Un emploi à faible revenu ou le chômage empêchent les populations pauvres de satisfaire leurs besoins vitaux. A cet égard, le PNUD constate que « sans un emploi et un revenu suffisant, il est pratiquement impossible d'améliorer ses conditions d'existence et sortir de la pauvreté. »³²

Pour le PNUD:

le manque d'instruction et d'information fait que les pauvres ne savent pas toujours gérer la production agricole d'une manière appropriée, ce qui peut provoquer une baisse de leur revenu et une perte de leur rendement productif. Le manque d'instruction peut également les empêcher de commercialiser leurs produits de manière optimale, ce qui aura des conséquences négatives sur leur revenu.³³

Les pauvres sont cantonnés dans leur pauvreté, situation qu'aggrave leur quasi inaccès aux nouvelles technologies de l'information. Il n'est pas étonnant que pour le PNUD la solution au problème de la pauvreté passe par « l'alphabétisation, la gratuité de l'éducation primaire et supérieure et de la formation professionnelle (ces mesures) sont les fondements de toute stratégie visant à créer des emplois et des moyens de subsistance. »³⁴ Pour cela, il est indispensable que les gouvernements prennent les mesures nécessaires pour permettre aux populations les plus pauvres d'améliorer leur niveau de vie.

Le manque d'éducation a de lourdes conséquences en matière sanitaire. En effet, comme souligné plus haut, sans éducation, les pauvres ne peuvent pas avoir accès à un travail bien rémunéré. Voilà qui limite considérablement leur accès aux soins

³² PNUD.2006. *op.cit.*

<http://www.teamstoendpoverty.org>

³³ *idem*

³⁴ *idem.*

médicaux. Ceci est vrai aussi bien dans les pays pauvres que dans les pays industrialisés, mais l'importance des populations pauvres dans les PVD fait de l'accès aux services de santé un véritable drame humanitaire.

En outre, les difficultés d'accès à l'information sont un handicap à la prévention et à la guérison des maladies telles que la malaria, le SIDA (principale cause de mortalité en Afrique subsaharienne) ou encore le paludisme etc. Les maladies, on le sait, freinent considérablement la productivité des individus et aggravent souvent la précarité des familles pauvres. La situation de certaines catégories de la population en matière de santé est particulièrement grave dans les PVD. Ainsi, le taux de mortalité des femmes « est jusqu'à 18 fois supérieure dans certains pays en développement par rapport à ce qu'elle est dans le pays industrialisé le plus sûr »³⁵ ; plus de « 500 000 femmes meurent chaque année durant leur grossesse ou en couche »³⁶ et « plus d'une femme meurt en couche chaque minute. »³⁷ Dès lors, il n'est pas surprenant que le taux de mortalité infantile soit très élevé dans les pays en voie de développement : « chaque jour, 30 000 enfants de moins de cinq ans meurent de maladies qui auraient pu être évitées. »³⁸ Les conséquences sont que « plus d'un enfant sur dix n'atteindra pas l'âge de cinq ans. »³⁹ Les taux de natalité et de mortalité entre 1960 et 1968 étaient respectivement de 42⁴⁰ pour mille et 23⁴¹ pour mille en Afrique centrale. En Amérique du Nord, ces taux s'élevaient à 20⁴² pour mille et 9⁴³ pour mille. En Amérique du Sud tropicale, ils étaient de 43⁴⁴ pour mille et 12⁴⁵ pour

³⁵ Pnud. *Op.cit.*

³⁶ <http://www.teamstoendpoverty.org>

³⁷ *idem*

³⁸ BIRD, *op.cit.*

³⁹ <http://www.bird.org>

⁴⁰ *idem*

⁴¹ *idem*

⁴² Jalée, Pierre. *op.cit.*, p.18.

⁴³ *idem*

⁴⁴ *idem*

⁴⁵ *idem*

⁴⁶ Jalée, Pierre. *op.cit.* p.18.

mille, en Amérique du Sud tempérée ils représentaient 27⁴⁶ pour mille et 8⁴⁷ pour mille.

En ce qui concerne le SIDA, sur les 42 millions de personnes qui sont infectées dans le monde, 39 millions⁴⁸ vivent dans les PVD, plus particulièrement en Afrique subsaharienne. Les personnes les plus affectés sont les femmes (contaminées par les hommes) et les enfants. Du fait du prix élevé des médicaments, ces populations ne peuvent pas recevoir les soins adéquats. Le manque d'information et l'ignorance ne permettent pas de mettre un terme à la propagation de la maladie. Force est de constater que ce fléau décime des populations entières, ce qui porte préjudice au processus de développement dans ces régions.

Un autre indicateur essentiel de pauvreté est la malnutrition. Ce problème touche gravement l'ensemble des régions en développement. Selon les estimations du PNUD, en Afrique subsaharienne, «une personne sur trois souffre de faim chronique.»⁴⁹ Ceci limite considérablement la capacité de travailler des populations pauvres, tout en menant les enfants scolarisés vers un échec scolaire, en raison du manque de concentration engendré par la malnutrition.

A la malnutrition s'ajoute le problème de l'accès à l'eau potable, qui affecte près d'un milliard⁵⁰ de personnes dans le monde.

Au vue de ces données, on comprend dès lors que le PNUD insiste sur le fait qu'

une formation en matière de soins de santé et de nutrition, les campagnes de vaccination gratuites, la fourniture d'eau potable et l'installation de systèmes sanitaires pour tous, sont des éléments clés de la réduction des carences en matière de santé.⁵¹

⁴⁶ Jalée, Pierre. *op.cit.* p.18

⁴⁷ *idem*

⁴⁸ Bird, *op.cit.* p.11.

<http://www.bird.org>

⁴⁹ *ibid*, p.13

⁵⁰ *idem*.

⁵¹ *idem*

Dans ce domaine, il y a encore beaucoup à faire de la part des institutions internationales, ainsi que des gouvernements et des municipalités locales. Il est impératif de permettre aux populations les plus pauvres d'avoir accès aux soins de santé et de bénéficier de traitements adéquats. Il faut souligner que dans ce domaine, les couches de populations les plus touchées sont les femmes et les enfants. Il est d'ailleurs impératif que ces derniers bénéficient d'une attention toute particulière en matière de soins, parce que ce sont les plus vulnérables. A ce propos, il ne faut pas oublier également le nombre important d'orphelins dans les pays en voie de développement, qui sont livrés à eux-mêmes, donc qui doivent être protégés en priorité. A l'heure actuelle, il devient urgent pour les gouvernements d'adopter et de financer des politiques publiques, non discriminatoires, pour résoudre ces problèmes et ainsi pouvoir espérer mettre un jour un terme à la pauvreté.

En ce qui concerne la pauvreté des femmes, les statistiques sont éloquentes : « 80% des réfugiés sont des femmes et des enfants. »⁵² A compétence égale, celles-ci gagnent 25%⁵³ de moins que les hommes. Ce sont également elles qui souffrent le plus du manque d'éducation, (« La pauvreté empêche plus de 100 millions d'enfants, pour la plupart des filles, d'aller à l'école »⁵⁴). Dès leur plus jeune âge, on les empêche d'aller à l'école, dans le but d'aider leurs familles à survivre. Les filles doivent souvent « céder leur place » aux garçons de la famille, en matière de scolarisation, ce qui les oblige dans certains cas à devoir travailler tôt pour soutenir financièrement la scolarisation des garçons. Le fait que les femmes soient plus touchées par la pauvreté s'explique par le fait qu'elles aient

⁵² PNUD, *op.cit.*

<http://www.worldbank.org/INTPRSI/resources/383606>

⁵³ *idem*

⁵⁴ BIRD, *op.cit.* p.13

<http://www.bird.org>

« un accès inégal à l'instruction, aux moyens de production et à la propriété au contrôle des biens, ainsi que dans certains cas, aux droits inégaux au sein de la famille et dans la société. En effet, ceci a une influence négative sur le foyer tout entier, particulièrement sur les enfants, et, par conséquent, sur la communauté entière. »⁵⁵

Il faut noter toutefois, que cette discrimination, bien qu'à des degrés significatifs et moins prononcés n'est pas spécifique aux pays pauvres. Dans les pays industrialisés, ce problème existe également et se traduit par exemple par des inégalités salariales ou des inégalités d'embauche. Cette situation historique est accentuée aujourd'hui par l'irruption de la mondialisation et l'aggravation de la pauvreté qui en a découlé au cours des dernières décennies. D'où l'augmentation des écarts entre les riches et les pauvres, situation d'ailleurs (le creusement de ces écarts) qui n'est pas unique, car elle s'observe également dans les PVD.

Force est donc de constater qu'il y a une existence historique de groupes de pauvres numériquement importants dans les pays riches. Lorsque les pays commencent à suivre les lois du marché en privatisant, les avantages immédiats liés à la libéralisation des échanges laissent place à une économie réelle qui a souvent des effets dévastateurs sur les populations locales. Ceci est vrai pour l'ensemble des régions économiques du monde:

La plupart des pays qui ont connu ces vingt dernières années une croissance économique satisfaisante ont pratiqué des politiques gouvernementales actives de développement dans le cadre d'une économie de marché, notamment en Asie orientale et, à un moindre degré dans l'Union européenne. Le contre-exemple est évidemment l'érosion de la compétitivité et l'endettement massif des États-Unis ainsi que la détérioration du niveau de vie de la plupart des Américains, à la suite des politiques ultralibérales injustes, imprévoyantes et fortement imprégnées d'idéologie des années 1980.⁵⁶

Ainsi aux États-Unis, l'une des premières puissances économiques mondiales, une portion relativement élevée de population vit dans la pauvreté. Seule une minorité de

⁵⁵ BIRD, *op.cit.* p.13.

⁵⁶ Castells, Manuel. 1996. *La société en réseaux*. Paris, Fayard. p.119

la population américaine bénéficie des retombées économiques du pays. Ceci confirme bien les statistiques des Organisations internationales qui estiment que « 20% de la population mondiale détient 90% des richesses. »⁵⁷

1.2 Un état de fait permanent

Ce qui suit tentera d'établir que c'est l'expansion du capitalisme qui, en destructurant les économies des territoires conquis, est à l'origine de la pauvreté massive des PVD.

Une première section mettra en lumière la relation entre l'expansion du capitalisme et la soumission/destruction des économies des régions conquises. Une seconde section discutera du pillage colonial. Nous utiliserons en particulier l'exemple de l'Amérique latine de la conquête espagnole à la période qui suit les indépendances. L'objectif est d'établir un fait, à savoir la continuité du pillage de cette région. En dernier lieu nous discuterons des formes contemporaines du pillage.

1.2.1 Capitalisme et soumission des économies dans les régions conquises

C'est dans un souci de développement, qu'à la fin du XIXe siècle, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont conquis des régions « extra-européennes. » Comme le constate Rist « le système colonial de l'époque reposait très largement sur les intérêts commerciaux, symbolisés par le *Pacte colonial* qui réservait à la métropole l'exclusivité des échanges. »⁵⁸ Les métropoles européennes

⁵⁷ PNUD, *op. cit.*.

<http://www.worldbank.org/INTPRSI/resources/383606>

⁵⁸ Rist, Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de sciences po, p.84

ont voulu coloniser de nouvelles terres afin de promouvoir le développement du capitalisme tout en s'enrichissant. Le développement économique des métropoles coloniales impose la destruction des économies des régions conquises. C'est ce constat que souligne A.Smith en affirmant que:

« le monopole du commerce des colonies opprime l'industrie de tous les autres pays, et principalement celle des colonies sans ajouter le moins du monde à celle du pays en faveur duquel il a été établi, mais au contraire en la diminuant. »⁵⁹

Il est certain que dans l'esprit des colonisateurs, le colonialisme est un moyen de développement industriel. C'est cette idée qui est reprise par la Doctrine mise en place par Jules Ferry en 1885 et qui reposait sur trois idées :

- L'expansion coloniale permet d'atteindre une croissance économique tout en accumulant davantage de capitaux.⁶⁰
- Les races supérieures ont des droits sur les races inférieures et doivent notamment partager avec elles les bienfaits de la science et du progrès. De plus, l'administration coloniale permet d'imposer plus de lumière, d'ordre, de vertus privées et publiques⁶¹
- La colonisation est nécessaire pour que la France conserve sa place dans le concert des nations et ne s'engage pas sur le grand chemin de la décadence. De plus, si la France se replie sur elle-même et s'abstient de coloniser, d'autres nations le feront à sa place.⁶²

Ainsi, les grandes puissances renforcent leurs assises politique et économique, au détriment des colonisés qui assistent impuissants à la destruction de leur économie. Débute alors un processus de transfert de richesses produites localement, au profit des

⁵⁹ A.Smith, 1976.*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations*, Paris, Gallimard, p.315.

⁶⁰ Rist, *op.cit*,p.89

⁶¹ *idem*

⁶² *idem*

colonisateurs. Véritable pillage, il faut noter, en rapport avec notre mémoire, le cas particulier de l'Amérique latine, première à être colonisée.

1.2.2 Le pillage colonial : l'Amérique latine dans le maëstrom de l'économie mondiale

En Amérique latine, ce sont les Indiens qui ont dû livrer leurs terres et leur force de travail pour permettre aux métropoles de se développer. La structure de classes de l'Amérique latine a résulté de la structure coloniale imposée par les métropoles ibérique, anglaise et nord-américaine. Les métropoles ont ainsi réussi à « transformer les peuples de cette région en producteurs et fournisseurs de matières premières et de capital pour le processus productif mondial qui a donné le développement économique métropolitain. »⁶³

Une structure sociale est mise en place qui appuie cette orientations des « relations économiques extérieures » des colonies. A. Gunter Frank l'a bien décrit:

l'extraction minière, l'agriculture tropicale, la pêche, la chasse, l'exploitation forestière (activités qui sont toutes fondamentalement reliées au commerce d'exportation) ont été les branches développantes dans les économies coloniales et, en tant que telles, ont attiré les ressources humaines et le capital disponible(..) Les groupes ayant des intérêts dans les activités d'exportation étaient composés de marchands et de propriétaires disposant de revenus élevés, et de hauts dignitaires de la Couronne et de l'Eglise. Ces secteurs de la population (..) constituaient à la fois le marché colonial interne et la source de l'accumulation de capital(..) Plus la concentration de richesses aux mains d'un petit groupe de propriétaires, de marchands et de politiciens influents était grande, et plus importante était la propension à obtenir des biens de consommation manufacturés et durables de l'étranger (...) Ainsi, la nature même du secteur d'exportation interdisait la transformation du système dans son ensemble(...) (et constituait) l'obstacle fondamental à la diversification de la structure

⁶³ Gunter, Frank André. 1972. *Le développement du sous-développement: l'Amérique latine*. Paris :Maspero. p.34 9

productive interne et partant, à l'élévation conséquente des niveaux techniques et culturels de la population, au développement des groupes sociaux liés à l'évolution des marchés internes, et à la recherche de nouvelles voies d'exportation qui soient indépendantes de l'autorité métropolitaine. »⁶⁴

Tout ce qui était utilisable pour le développement de la métropole, était orienté vers les entreprises agricoles, minières ou de transport pour l'exportation vers la métropole. Toutes les productions répondaient aux besoins colonialistes de la métropole. Les rapports de production n'avaient aucun rapport avec l'importation des institutions féodales ibériques.

Ce sont les exigences (au niveau de la production et du commerce) du système capitaliste mercantiliste colonial ou impérialiste qui ont façonné la structure de classes essentiellement capitaliste des régions agricoles et d'exportation minière.⁶⁵

Au cours de l'ère coloniale du développement capitaliste, le capital étranger fut donc, en premier lieu, un complément et un stimulant au pillage des ressources, à l'exploitation du travail, et au commerce colonial qui fut à l'origine du développement de la métropole européenne qui se produisait en même temps que le sous-développement des satellites latino-américains.⁶⁶

1.2.3 Indépendance et statu quo

L'indépendance des pays latino-américains au lendemain des guerres napoléoniennes ne change pas fondamentalement cet état de choses. L'Angleterre remplace l'Espagne comme puissance dominante. Elle réoriente, à son profit, le pillage des ressources de la région. Malgré la volonté de certains groupes d'industriels de promouvoir l'industrialisation des pays de la zone et de générer ainsi le

⁶⁴ Gunder Frank André, *op.cit*, pp.341-342

⁶⁵ *Ibid* p.343

⁶⁶ *idem*

développement économique. La bourgeoisie comprador maintient l'extraversion des pays de la région, comme le constate Gunder Frank :

orientées vers la métropole par le moyen de l'import-export, et leurs alliés des secteurs nationaux minier et agricole (les secteurs traditionnels) s'opposèrent à ce développement capitaliste autonome dans la mesure où il se déroulait sous la protection douanière, aux dépens de leurs intérêts d'import-export ; et ils purent combattre et vaincre les industriels provinciaux et nationaux qui défendaient les droits des Etats fédéraux au cours des guerres civiles fédéralistes/unitaristes des années trente et quarante.⁶⁷

Les métropoles (l'Angleterre surtout) continuent d'exercer leur mainmise sur le commerce extérieur des pays latino-américains. Toute l'Amérique latine s'est trouvée plongée dans un processus de « sous-développement capitaliste ». Le capitalisme et le libre-échange s'implantent durablement dans la région, entraînant dans leur sillage un flux de capitaux étrangers.

La demande de matières premières attire ainsi une « abondance » de capitaux privés et publics dans la région, pour permettre l'expansion de l'infrastructure propice à la production. Toute une infrastructure est ainsi implantée (comme par exemple les voies ferrées ou les ponts) pour assurer l'exportation et l'importation des produits en Amérique latine. Les réseaux ferrés et électriques sont reliés entre eux pour permettre l'acheminement des produits entre les ports d'entrée et de sortie reliés à la métropole.

Les détenteurs de capitaux étrangers en profitent pour acheter des concessions nationales. Les gouvernements mis en place dépendent entièrement de l'extérieur, contribuant dès lors au développement des centres métropolitains, tout en encourageant le financement des investissements étrangers. André-Gunder Frank souligne à ce propos que :

En Amérique latine, ce même commerce et ce même financement impérialiste provoquèrent un accroissement énorme du volume de la production, du

⁶⁷ A. Gunder Frank *op.cit*, p.344.

commerce et des profits. Près de dix milliards de dollars y furent accumulés sous forme d'investissements.⁶⁸

L'objectif poursuivi par l'Angleterre vise l'accumulation du maximum de capital pour assurer son expansion.

L'impérialisme « usa de l'État pour envahir l'agriculture mais encore il s'empara de la presque totalité des institutions économiques et politiques afin d'intégrer l'économie tout entière au système impérialiste. »⁶⁹

Les conséquences d'un tel état de choses sont importantes : surproduction des ressources naturelles et des matières premières et dépendance économique qui engendre un accroissement de la pauvreté. Gunter Frank a raison d'affirmer :

Avec le développement de l'impérialisme au XIXe siècle, l'investissement étranger en vint à jouer un rôle presque aussi important que celui du commerce extérieur dans l'entreprise qui consistait à atteler l'Amérique latine au char du développement capitaliste et à transformer son économie, sa société et sa politique jusqu'à ce que la structure du sous-développement y fût solidement implantée.⁷⁰

Cette situation générale, cependant, est marquée par des conjonctures qui affaiblissent un temps les rapports de domination et créent des opportunités de changement/modification dont certains pays tentent de profiter. Trois conjonctures de crises sont importantes à ce titre : les deux Guerres mondiales, qui opposent entre elles les principaux centres de domination mondiale et la crise économique de 1929.

Ces crises marquent un affaiblissement notable des liens économiques et financiers entre les métropoles et l'Amérique latine. Il faut garder à l'esprit que les empires coloniaux sont une réalité jusque dans les années 1960. La région s'est donc forcément tournée vers la production de produits manufacturés pour le marché

⁶⁸ A. Gunter Frank, *op.cit*, p.347

⁶⁹ *Idem*.

⁷⁰ *ibid*, pp.348-349

domestique. Du coup, s'est instaurée une industrialisation substitutive d'importations sous contrôle, à l'origine, d'une fraction des bourgeoisies locales.

Ce développement industriel a des limites. D'un côté, il faut reconnaître que la répartition du revenu et la structure de la demande sont des freins à l'industrialisation. Sans transformation de la structure des classes, le processus d'import-substitution ne pouvait pas vivre longtemps. De l'autre, il fallait importer des métropoles outils et biens de production, creusant ainsi la dépendance technologique de la région.

La fin de la Deuxième Guerre Mondiale, voit le retour en force de la domination, une domination qui met en évidence la prépondérance américaine sur le continent américain et dans les régions sous obédience occidentale. Le mouvement de décolonisation des années 1960 ne remet pas en cause les rapports de domination dans le monde. Des mécanismes sont en place qui assurent la reproduction du pillage du Tiers-monde. Echange inégal, détérioration des termes de l'échange, dette extérieure et rapatriement de profits dûs aux investissements étrangers sont autant de moyens utilisés jusqu'à nos jours. Pour un temps (jusqu'à 1960) l'Amérique latine est la première intéressée. Mais par la suite c'est l'ensemble des PVD qui est dans cette position. Aussi, n'est-il pas sans intérêt, compte tenu de l'objet propre de ce mémoire, de présenter rapidement deux de ces mécanismes, notamment l'échange inégal et la détérioration des termes de l'échange.

1.2.4 Des PVD sous le joug d'un pillage continu

Nous serons brefs, l'essentiel de ces questions étant traité abondamment dans la littérature spécialisée. La baisse de la valeur des exportations entre le Tiers monde et les pays industrialisés, engendre une divergence des prix des produits exportés par les pays en développement. Les conséquences de cette situation posent le problème de l'échange inégal. Les exportations des pays industrialisés vers les pays du tiers monde sont plus profitables aux pays riches, alors que les pays du tiers monde sont

perdants. Ceci nous mène au problème des « termes de l'échange ». Ce concept est défini comme « le rapport entre la valeur unitaire moyenne des exportations et la valeur unitaire moyenne des importations. »⁷¹ Cela signifie que le Tiers monde paye ses importations à des prix majorés tout en devant dévaluer les prix de ses exportations. Il y a donc détérioration des termes de l'échange.

L'échange inégal découle de la théorie de la loi de la valeur de Marx qui souligne que « la valeur d'une marchandise exprime la quantité de travail socialement nécessaire pour la produire(. ..) Mais une même quantité de travail, à productivité supposée égale, n'a pas la même valeur dans un pays développé et dans un pays sous-développé. »⁷² Ainsi, lorsque deux marchandises sont échangées entre un pays industrialisé et un pays en voie de développement, ce sont les quantités de travail inégalement rémunérées qui sont échangées. Jalée cite Philippe Simmonot pour montrer que

cette formule va profiter d'abord aux firmes étrangères installées dans les pays pauvres, plus aptes que leurs concurrentes locales à profiter de l'ouverture des marchés des pays riches. Les firmes multinationales pourront profiter à la fois des bas salaires des pays pauvres en tant que coûts de production, et des hauts salaires des pays riches en tant que pouvoir d'achat. Mais en outre, les préférences, étant sélectives, accentueront la distribution des activités économiques à l'échelle planétaire. Tandis que les pays pauvres seront de plus en plus cantonnés, dans les activités industrielles pauvres, comme le textile, les pays riches se spécialiseront davantage dans les secteurs technologiquement les plus avancés, les plus lourds en capital et les plus enrichissants.⁷³

Les conséquences sur les PVD sont énoncées par l'ONU:

Comme les exportations de produits de base représentent généralement une part importante de la production totale dans les pays peu développés et contribuent dans une large mesure à accroître le revenu national, l'instabilité des marchés des produits de base a de graves répercussions sur l'économie de ces pays. Si elles ne sont pas contrebalancées par des mesures gouvernementales, les

⁷¹ Jalée, Pierre. *op.cit*, p.79.

⁷² *ibid*, p.82.

⁷³ *Ibid*, p.90.

fluctuations des recettes d'exportation entraînent des variations correspondantes dans le revenu national qui mettent en difficulté les producteurs et faussent la structure de la consommation et de l'investissement(...) En outre, placés devant la baisse du pouvoir d'achat de leurs recettes d'exportation, les gouvernements se trouvent souvent dans la nécessité de réduire leurs importations. Quand cette réduction porte sur les importations de machines et d'équipements ou d'autres produits d'importance stratégique, c'est-à-dire sur les éléments de la formation du capital pour lesquels les pays les moins développés sont fortement tributaires des importations, les plans de développement économique en sont inévitablement compromis. »⁷⁴

Cet état de fait caractéristique, on peut l'affirmer sans risquer de déformer la situation, de l'ensemble des PVD, a été à l'origine de la mise en œuvre d'initiatives destinées à y apporter des solutions. Qu'en a-t-il été? Et, qu'en a-t-il découlé?

1.3 Les stratégies d'éradication de la pauvreté et la question du développement

Contrairement à l'impression qu'on pourrait tirer des pages précédentes, cette misère généralisée des pays dominés n'a pas laissé les gens indifférents. Les métropoles coloniales y ont été sensibles dès la fin du XIXe siècle. En effet, des problèmes humains apparaissent dans les colonies, des problèmes causés par le pillage des ressources naturelles par les colons, par les rapports de domination ainsi que par l'instauration de politiques économiques inappropriées. La pauvreté des populations indigènes devient à ce point général que se développe un sentiment de responsabilité envers les populations « non-civilisées ».

Ces préoccupations ne quitteront plus l'agenda de la communauté internationale. C'est au nom du développement économique que s'organisera cette « lutte à la pauvreté ». Mais, disons-le tout de suite, comme le montrent les développements ci-dessus, il y a loin entre les intentions déclarées et les effets atteints. Le

⁷⁴ ONU. 1962. *Etude sur l'économie mondiale*. Paris, Eska.

développement économique promis comme moyen de lutte à la pauvreté ne s'est pas matérialisé. Et, selon les critiques, il n'y a rien d'étonnant à cela. Mais, toujours est-il que cela a mobilisé beaucoup d'énergie et donné lieu à bien des interventions. Ce sont ces efforts que nous nous proposons de considérer dans les pages qui suivent.

Bien qu'il faille attendre l'après-Deuxième Guerre Mondiale pour assister à l'essor des programmes d'aide au développement, il est utile de noter que la « lutte à la pauvreté » est en quelque sorte inscrite dans le Pacte de la Société des Nations (SDN). La SDN devient ainsi la première organisation internationale à s'occuper de questions de pauvreté.

Cette préoccupation transparaît aux articles 22 et 23 du Pacte de la Société des Nations (SDN) qui instituent le système des mandats et confient la responsabilité administrative des colonies des États vaincus aux États membres de la SDN. L'objectif était de développer et de civiliser les populations des territoires colonisés. La notion de degré de développement apparaît ainsi pour la première fois dans le Pacte de la SDN qui hiérarchise les différentes nations. Notons, toutefois à la suite de Gilbert Rist, que la mission impartie à la Société des Nations légitime l'intervention (colonisation, entre autres dans les pays extra-européens)⁷⁵, intervention destinée à servir prioritairement les intérêts des puissances coloniales. La sollicitude pour les pays pauvres, toutefois, s'exprimera avec force après 1945.

L'article 55 de la Charte des Nations unies est explicite. Elle vise à favoriser le relèvement « des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social. » Entendant par là un « relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et des conditions de stabilité économique. » Ainsi l'un des principaux objectifs de l'Organisation vise entre autres choses le développement des régions insuffisamment développées.

Pour le Secrétaire général de l'ONU d'alors (1947) la coopération pour le développement est la conséquence de l'interdépendance des États :

⁷⁵ Rist, Gilbert.*op.cit*, p.413.

« Alors que les gouvernements nationaux ou métropolitains se considéraient naguère comme les principaux bénéficiaires de ce développement, il est maintenant admis qu'en fait tous les Etats-membres de l'ONU bénéficient du développement et du progrès de l'un quelconque d'entre eux. »⁷⁶

D'ailleurs au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, le président des Etats-Unis Harry Truman fait un discours, qui dans son point IV, ouvre la voie à l'ère du développement, en présentant une nouvelle vision du monde. Dans ce discours, les concepts de développement et de sous-développement sont explicités. Le développement est présenté comme « un phénomène intransitif qui se produit sans qu'on y puisse rien changer. »⁷⁷ Il se caractérise par « un état d'abondance, par des richesses qui ne cessent de croître et sont inépuisables, des ressources qu'il suffit de mobiliser et d'engager. »⁷⁸ Par contre, le sous-développement désigne la forme embryonnaire du développement. Il représente « l'idée d'un changement possible en direction d'un état final, mais surtout la possibilité de provoquer ce changement. »⁷⁹ C'est « l'état de pauvreté qui constitue un handicap et produit des victimes opprimées par la faim, la maladie et le désespoir. »⁸⁰ Truman propose donc une nouvelle interprétation de la réalité. « A partir de 1949, plus de deux milliards d'habitants de la planète (...) vont changer de nom »⁸¹ et devenir des « sous-développés ». Dorénavant, seules la croissance et l'aide sont capables de remédier à la situation. Et les institutions internationales créées à l'époque devront y contribuer.

Il est utile de rappeler que les Nations Unies sont, dès l'origine, une institution fondée en partie sur la coopération économique. La conjoncture économique d'après guerre et la crainte d'un retour aux pratiques économiques de l'Entre-Deux Guerre

⁷⁶ Rucz, Claude. 1983. *Le conseil économique et social de l'ONU et la coopération pour le développement*. Paris, Economica. P.27.

⁷⁷ *Ibid*, p.122.

⁷⁸ *ibid* p.126.

⁷⁹ *Ibid*, p.122

⁸⁰ *ibid*, p.126

⁸¹ *ibid*, p.131

poussent à l'institutionnalisation de la coopération économique. C'est ce que C.Rucz souligne lorsqu'il écrit :

alors que l'ordre économique antérieur reposait sur un réseau de relations bilatérales, il s'appuie désormais sur un ensemble de conventions multilatérales dont la mise en œuvre est attribuée à des organisations économiques spécialisées (FAO, FMI, GATT...) Dans ce contexte nouveau, la création du Conseil économique et social acquiert une signification novatrice.⁸²

Le Conseil économique et social, notons-le est « un organe intergouvernemental doté d'une compétence générale dans le domaine économique et social. »⁸³ Le Conseil doit contribuer, à travers ses interventions au maintien de la paix et de la sécurité. D'une manière générale, il y a une répartition spécifique des compétences dans le système onusien : l'ONU détient la compétence générale, alors que les institutions spécialisées ont des domaines d'action spécialisés.

Voyons ce qu'il en est de l'action des Organisations internationales du système onusien. Nous serons brefs. Seules les grandes lignes de cette action nous retiendront l'attention.

1.3.1 L'action des Organisations internationales, notamment de l'ONU

Cette action est d'abord le fruit d'initiatives de l'ONU. Sous l'égide du Conseil économique et social des programmes d'aide sont progressivement mis en place dès les années 1950, programmes qui se multiplient et gagnent en complexité. Les États-membres de l'Organisation ne subissent pas passivement ces interventions. L'arrivée de nouveaux États dans les enceintes de l'ONU à la suite du mouvement de décolonisation crée une dynamique interactive qui presse l'Organisation de multiplier

⁸² Rucz, Claude, *op.cit.*, p.9.

⁸³ *ibid.*, p.10.

et d'intensifier ses efforts. Ceux-ci dans un premier temps se concentrent sur l'assistance technique.

Dès 1949, Truman avait donné le ton :

Nous devons mettre en œuvre un programme nouveau et hardi(disait-il dans son fameux discours), pour faire bénéficier l'amélioration et le développement des régions retardataires des avantages de nos progrès scientifiques et industriels ...Ceci devrait être une entreprise où toutes les nations travailleraient ensemble, par l'intermédiaire des Nations Unies et de leurs organismes spécialisés chaque fois que cela serait possible.⁸⁴

Le Programme Élargi d'Assistance Technique (PEAT) est mis en place par l'ONU en 1956. L'assistance technique se présente sous trois formes. Des équipes internationales d'experts sont organisées qui conseillent les gouvernements au niveau de leurs programmes de développement économique. L'assistance comprend également l'octroi de bourses à des ressortissants des PVD pour leur permettre de recevoir une formation à l'étranger. Enfin, la formation de techniciens locaux par l'intermédiaire d'experts et d'organisation d'institution technique. Notons que des services de soutien sont accordés aux gouvernements pour recruter le personnel adéquat, ainsi que le matériel et les technologies nécessaires.

Très vite, on s'est rendu compte des limites de cette approche. Le Rapport de 1950 de la Sous-commission du développement économique de l'ONU note à ce sujet :

qu'il existe un certain nombre de pays insuffisamment développés où la concentration du pouvoir économique et politique est entre les mains d'une minorité attachée avant tout à la défense de ses intérêts et de ses privilèges, ne permet pas d'espérer de grands succès économiques aussi longtemps qu'aucune révolution sociale n'aura modifié la répartition du revenu et du pouvoir.⁸⁵

⁸⁴ Rucz, Claude.*op.cit*, p.122.

⁸⁵ *Ibid*, p.44

Les énormes besoins des PVD exigeaient davantage. En particulier dans le domaine du financement. La Banque mondiale, très conservatrice, résiste aux demandes des pays pauvres pour une plus grande accessibilité à ses ressources. La création en 1956 de la Société Financière Internationale (SFI), orientée vers le financement des entreprises privées, n'est pas un apport réel. Sous la pression du Tiers-monde, est créé, en 1958, le Fonds spécial (FS) « pour financer des opérations de préinvestissement, de manière à créer des conditions matérielles susceptibles d'encourager l'investissement productif. »⁸⁶

En 1964, PEAT et FS sont fusionnés donnant naissance au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au nom d'une plus grande cohérence et efficacité.

En général, les ressources des programmes d'aide de l'ONU proviennent soit des crédits budgétaires, soit des contributions volontaires, soit des deux.

La Conférence de Genève sur le commerce et le développement (CNUCED)(1964) marque une tentative de rupture avec la période précédente, dans la mesure où l'assistance opérationnelle n'ayant pu permettre le développement des PVD, ce sont les mécanismes du libéralisme qui sont remis en question. Désormais, l'analyse du sous-développement prend une autre tournure. Le sous-développement est perçu comme la conséquence « d'une situation induite, du moins partiellement par les pays qui ont réussi à se développer les premiers, en grande partie grâce à l'utilisation qu'ils ont su faire du reste du monde. »⁸⁷ Ainsi, l'organisation internationale veille à la mise en place de l'action opérationnelle, tout en permettant aux pays développés et aux pays en développement de dialoguer entre eux. Ces fonctions peuvent se compléter au sein de la CNUCED puisqu'elle exerce une activité opérationnelle dans la mesure où elle exécute les programmes du PNUD.

A coté de l'action de l'ONU en matière d'aide au développement économique et donc de lutte à la pauvreté, il faut retenir celle des Institutions spécialisées. Qu'il

⁸⁶ Rucz Claude, *Op.cit*, p.44

⁸⁷ *idem*

s'agisse du Groupe de la Banque mondiale, de l'UNESCO, de la FAO, de l'OIT ou de l'OMS et de l'ONUDI, ces organisations du système onusien sont toutes engagées dans des programmes similaires à ceux dont il a été question jusqu'ici. La plupart d'entre elles n'ont pas une grande autonomie financière du côté de leur budget opérationnel. Jusque dans les années 1980, elles ont été chargées de l'exécution des projets du PNUD. Certes, elles ont été capables d'en concevoir certains et de les exécuter à même leurs ressources propres. Mais, dans l'ensemble, leurs interventions n'ont pas, en général, été autonomes.

De toutes les Institutions spécialisées, celle dont l'action a pesé vraiment lourd dans le domaine du développement économique c'est la Banque mondiale. Sa structure organisationnelle a évolué avec le temps pour répondre aux demandes de ses membres, mais également à l'égard de sa consœur, le Fonds Monétaire International (FMI), pour mieux appuyer le mouvement de l'économie mondiale et faciliter l'accumulation du capital. Entre 1956 et aujourd'hui pas moins de quatre filiales sont créées : la Société financière internationale (SFI), l'Association du développement international (AID), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Disposant de ressources énormes, la Banque mondiale est en position d'imposer ses politiques aux PVD et ne s'est pas interdit de le faire⁸⁸.

1.3.2 Le rôle prépondérant de la Banque mondiale

A sa création, le rôle initial de la Banque mondiale était surtout de remettre sur pied les économies des pays européens dévastés par la guerre et d'aider au développement des ressources productives des pays pauvres. Toutefois, à partir de 1947, cette institution spécialisée de l'ONU, avec aujourd'hui 184 pays membres,

⁸⁸ Zaki Laidi. 1990. *Enquête sur la Banque mondiale*. Paris :Seuil.P.34.

finance essentiellement des projets de développement, dans le but de mettre un terme à la pauvreté⁸⁹.

Peu à peu, son rôle a évolué à tel point que son action porte principalement sur le financement du développement.

Ses activités se concentrent essentiellement sur le financement de projets propices à l'expansion économique des pays en développement : « la Banque est, (note C.Garrier), à la fois une institution de développement et une institution financière, et tout projet auquel elle apporte son concours doit satisfaire à cette double vocation. »⁹⁰ Elle intervient au niveau de la conception et de la supervision des projets, tout en posant les conditionnalités de versement des prêts. Son action n'est pas sans conséquences comme en témoigne l'importance des prêts accordés aux PVD depuis sa création.

Le Rapport annuel 2001 de la Banque mondiale fournit les informations suivantes : au 30 juin 1999 la BIRD (première filiale du Groupe de la Banque mondiale) avait prêté le total de 338,532 millions de dollars aux PVD⁹¹. Parallèlement, l'AID mettait à la disposition de ses États-membres les plus pauvres 454,4152 millions de dollars pour la même période. Ces montants impressionnants traduisent bien la centralité de l'institution dans l'aide au développement et le poids qu'elle représente dans ses rapports avec ses membres. On peut noter une « accélération » de l'aide de l'organisation aux PVD dans la période post-guerre froide. Les statistiques montrent en effet que les prêts accordés entre 1990 et 2001 s'élèvent à 188 546 millions de dollars. L'allocation de cette aide est, en général, assez variée et privilégie certains secteurs.

⁸⁹ Elle regroupe cinq organisations qui sont la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), l'International Development Association (IDA), la Société Financière Internationale (SFI), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI) et le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI).

⁹⁰ Rucz, *op.cit*, p.50.

⁹¹ Banque mondiale. 2001.*Rapport annuel de la Banque mondiale 2001*. Washington D.C :World Bank publications

<http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

En effet, une analyse de la ventilation des prêts au cours de la période 1990-2001 montre que les secteurs agricole (18 435,3 millions de dollars entre 1990 et 2001), de l'économie (20 624,3 millions de dollars), des finances (22 105 millions de dollars) ont été choyés ; alors que les secteurs de la santé (7149 millions de dollars), de l'éducation (11 461 millions de dollars) et du développement urbain (8960 millions de dollars) ont reçu moins de prêts⁹².

Ces conclusions valent pour toute la période d'activité de la Banque. Ainsi, au 30 juin 1999, les secteurs les plus favorisés étaient ceux de l'agriculture (50843 millions de dollars) et des transports (49668 millions de dollars)⁹³. Avec seulement 17 049 millions de dollars, l'éducation est nettement moins favorisée. Pour la même année, l'Amérique latine et les Caraïbes ont le plus reçu d'aide (108965 millions de dollars) par rapport aux autres régions du monde. Ceci se confirme également pour la période s'échelonnant de 1990 à 2001, puisque le total est de 62054 millions de dollars⁹⁴.

En outre, si l'on se penche sur l'aide octroyée par l'AID, on peut noter que l'Amérique latine est l'une des régions qui en a le moins bénéficié (4498 millions de dollars), contrairement à l'Afrique (42809 millions de dollars) et à l'Asie du Sud (44918 millions de dollars) qui ont eu les crédits les plus importants⁹⁵.

Il est essentiel de noter que l'aide de la Banque mondiale n'est pas « innocente ». Elle vise des fins particulières qu'elle tente d'obtenir en recourant à une conditionnalité. Parmi les conditions imposées par la Banque mondiale, celle de l'expansion du capitalisme par le biais de l'adoption d'une économie de marché, est la plus importante. Ceci permet d'assurer la reproduction du système mondial. Plus spécifiquement, la Banque mondiale promeut, entre autre choses, le libre-échange, la

⁹² Banque mondiale. 1999. *Rapport annuel de la Banque mondiale 1999*. Washington D.C : World Bank publications

⁹³ <http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

⁹⁴ Banque mondiale. 2001. *op.cit.*

⁹⁵ <http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

⁹⁶ Banque Mondiale, *op.cit.*

⁹⁷ <http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

⁹⁸ *idem*

privatisation des entreprises publiques, la bonne gouvernance et, chose importante, le remboursement de la dette extérieure. Cet ensemble de mesures devrait donc favoriser la croissance des PVD et permettre une réduction des inégalités et un développement durable. D'où, comme le fait remarquer Garrier, l'importance accordée « aux investissements qui peuvent améliorer le bien-être des masses pauvres des pays en développement : l'objectif primordial est de rendre ces populations plus productives et d'en faire des partenaires actifs dans le processus de développement économique. »⁹⁶

L'effort est notable, à en juger par l'importance des sommes concernées. D'autant plus qu'en matière d'aide au développement, l'analyse doit aussi prendre en considération les milliards de dollars alloués par les pays développés à une économie de marché aux PVD.

Toutefois, un constat s'impose : le sous-développement persiste et la pauvreté n'a pas reculé. L'action en promotion du développement est un échec patent. Tous les efforts entrepris n'ont pas permis d'améliorer de façon durable et sur grande échelle le niveau de vie des pauvres dans la majorité des PVD. Aussi confrontée à ces échecs et à la persistance de la pauvreté, l'ONU a décidé d'organiser une rencontre internationale avec les principaux membres et institutions de l'organisation. Cette rencontre avait pour objet d'énoncer les objectifs à suivre pour remédier à la situation. Ce programme est présenté comme les objectifs du Millénaire. La rencontre s'est faite dans un esprit presque solennel, un moment historique qui marquait l'entrée dans un nouveau siècle. L'objectif était de définir une stratégie pour mettre un terme à l'extrême pauvreté en définissant un ensemble d'objectifs du Millénaire avec comme date d'échéance l'année 2015.

Ces objectifs du Millénaire sont les suivants :

- éradiquer l'extrême pauvreté et la faim

⁹⁶ Banque Mondiale, *op.cit.*

<http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

- assurer l'éducation primaire pour tous
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- réduire la mortalité infantile
- assurer un développement économiquement viable
- instaurer un partenariat mondial à l'appui du développement

Indice plus probant encore, notons que depuis décembre 1999, la Banque mondiale a mis en place une nouvelle stratégie d'un commun accord entre les Conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI : l'élaboration par les PVD de Documents stratégiques pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Ces documents sont devenus obligatoire pour les pays pauvres très endettés (PPTE). Ces DSRP ont été adoptés par une soixantaine de pays⁹⁷ et sont devenus « le cadre de référence des politiques de développement de ces pays. »⁹⁸ Nous y reviendrons plus loin pour prendre la mesure des résultats atteints dans le cas du DSRP bolivien, notre principal objet d'analyse. Mais avant, tournons-nous vers la situation de la pauvreté dans ce pays au fil de son histoire.

⁹⁷ Cling, *op.cit.*, p.201

⁹⁸ *idem*

CHAPITRE II

LA BOLIVIE DANS L'ECONOMIE MONDIALE : UNE INSERTION PRODUCTRICE DE PAUVRETÉ

Ce deuxième chapitre du mémoire s'attachera à montrer que l'extraversion et la désarticulation de l'économie bolivienne sont un puissant facteur de pauvreté. Cette extraversion imposée historiquement par le colonisateur répond essentiellement à la nécessité de satisfaire une demande étrangère. Ce système relationnel, malgré l'importance des ressources naturelles du pays, a produit au bout du compte, pauvreté et précarité de la population locale. Il n'est pas étonnant dès lors que le maintien de l'extraversion économique au cours des nombreux siècles ait rendu impossible tout développement. Trois points seront développés. Un premier sera consacré à la conquête et à ses effets. Une attention particulière est accordée à l'organisation économique. Le deuxième tracera brièvement l'histoire de la Bolivie. Le troisième enfin, axé sur la période actuelle, établira, nous l'espérons, la permanence de la pauvreté dans le pays, à partir d'une prise en compte des effets des éléments contemporains : alignement sur la norme mondiale, crise de la dette, les PAS et leurs effets sur la montée de la pauvreté.

2.1 L'extraversion organisée

Nous l'avons vu au chapitre précédent, l'organisation économique instaurée par les Espagnols est axée sur la destruction des systèmes économiques des colonies.

L'objectif est d'insérer la région dans l'économie mondiale. Ce qui est privilégié c'est l'enrichissement de la métropole au détriment de celui des colonies.

Pendant une longue période, le système du monopole limite la liberté de commercer. Et, les activités sont essentiellement concentrées sur le secteur minier. Seuls les Espagnols sont autorisés à commercer avec les colonies. C'est que les taxes sur les articles de commerce sont une source de puissants revenus. C'est la Casa de Contracion⁹⁹ qui supervise ce monopole. Elle contrôle également les départs des colons. Le développement économique des colonies n'est pas un objectif.

L'Espagne se charge du commerce interne et intercontinental. Seuls les navires de la couronne ou ceux qui naviguent pour elle, sont autorisés à transporter les marchandises. Ce qui affecte incontestablement toute la région et notamment le territoire de l'actuelle Bolivie, c'est-à-dire la zone de Charcas¹⁰⁰.

Le Pacte colonial fondé sur l'imposition d'une spécialisation des échanges avec la métropole est à l'origine d'une division internationale du travail pénalisante pour les colonies, situation qui pèsera lourdement sur le destin de l'Amérique latine en général et de la Bolivie, en particulier.

La production locale est principalement destinée à l'exportation. Ceci répond aux besoins des métropoles, au détriment des populations locales qui vivent dans la misère. Voilà qui maintient l'extraversion.

Les colonies espagnoles importent des produits manufacturiers venant de la métropole, en échange de matières premières.

Si l'on fait un bilan de la conquête et de ses effets aux niveaux économique et politique, on peut constater que les colonies sont bien intégrées à l'économie mondiale à partir de la désarticulation des systèmes économiques précolombiens et de l'extraversion économique. Ce sont les populations indiennes qui pâtissent de cette situation dans la mesure où elles sont marginalisées, asservies et appauvries.

⁹⁹ Pacheco Loma. 1948. *Resumen de la historia de Bolivia*, Ed. La escolar, p.237.

¹⁰⁰ *Idem*

Cette situation crée inévitablement des tensions et des résistances. A long terme, cela provoque un désir d'affranchissement et d'indépendance qui se manifeste dans des rebellions qui déboucheront sur l'indépendance des colonies espagnoles et donc de la Bolivie.

2.2. L'extraversion maintenue

Nous serons brefs. L'objectif n'est pas de retracer l'histoire de la Bolivie depuis son accession à l'indépendance, une histoire d'ailleurs longue, mouvementée et complexe. Dans la perspective de notre étude, nous nous proposons surtout de montrer la permanence d'un état de fait jamais véritablement remis en question malgré l'indépendance. État de fait au fondement de la pauvreté généralisée des masses, en grande partie composée d'autochtones.

L'indépendance de la Bolivie le 6 août 1825 ne change absolument pas le mode d'insertion du nouveau pays dans la division internationale du travail.

2.2.1 Une économie exportatrice de matières premières

L'orientation vers le marché mondial sur fond d'acceptation de la spécialisation imposée au pays, comme à toute la région, se voit dans la composition des exportations de la Bolivie. Le pays, pendant toute la période indépendante exporte surtout des matières premières et des produits alimentaires :

la demande internationale oriente le choix des activités productives les plus rentables (...) comme les cultures tropicales ou les métaux précieux. Ainsi, dès le début était apparue une dichotomie entre le secteur lié à l'exportation et celui des

activités destinées à l'autoconsommation ou à des marchés locaux, de rentabilité beaucoup plus faible.¹⁰¹

Notons que dans le domaine agricole, la modernisation permet d'augmenter la production à partir des années 1950. Entre 1960 et 1970, dans un effort d'accroissement de la production agricole, les pays andins, dont la Bolivie, mettent en place des unités familiales d'exploitation (campanización). Malgré ces changements, les paysans sont maintenus dans une situation d'infériorité et de pauvreté. La population agricole totale des pays andins (Bolivie, Equateur, Pérou, Colombie et Venezuela) s'élève à 23,4 millions¹⁰² en 1980. Elle représente 32%¹⁰³ de la population totale de la région. En Bolivie, l'agriculture contribue à hauteur de 20%¹⁰⁴ à la formation du PIB dans les années 1980.

Certes, à cette époque, de nouvelles stratégies économiques axées sur la promotion de l'industrialisation substitutive d'importations (ISI) sont adoptées par les pays latino-américains. Toutefois, dans le cas de la Bolivie, les exportations de produits agricoles et de matières premières occupent encore une place importante dans les échanges internationaux du pays.

Selon les chiffres avancés par l'Institut national bolivien de statistiques¹⁰⁵ : en 1980, le soja représente 47 595 millions de tonnes alors que pour 1982 il est de 86 305 millions de tonnes. Le volume du café exporté est de 20 540 millions de tonnes en 1980 et de 21 179 en 1982. Le cacao est de 2 260 millions de tonnes en 1980 et de 2 342 millions de tonnes en 1982. La coca est de 25 750 millions de tonnes et de 47 490 en 1982 pour atteindre le chiffre de 108 000 millions de tonnes en 1984. Ces chiffres illustrent bien la reconduction de l'extraversion.

¹⁰¹ José del Pozo, *op.cit.*, p.63.

¹⁰² *Ibid*, p.54. Cf. également La documentation française.1985. *Problèmes d'Amérique latine, Industrie, emploi et agriculture*.3^e trimestre, No 4788, p.56.

¹⁰³ *idem*

¹⁰⁴ José del Pozo, p.54. Cf. également La documentation française.1985. *Problèmes d'Amérique latine, Industrie, emploi et agriculture*.3^e trimestre, No 4788, p.56.

¹⁰⁵ Bolivia, 1985.*Instituto nacional de estadística*, la Paz, Bolivie.p.48

Cet accroissement de la production repose sur l'augmentation des surfaces cultivables dans l'ensemble de l'Amérique latine : 50 millions¹⁰⁶ d'hectares en 1950, 106 millions¹⁰⁷ en 1975 et 120 millions¹⁰⁸ en 1980 ; s'ajoutent à cela des techniques plus adéquates, comme par exemple l'utilisation de tracteurs ou de pesticides.

Il faut noter cependant, et c'est important, que dans les années 1970 les exportations de produits miniers occupent le premier rang des exportations du pays : minéraux et hydrocarbures fournissent 90%¹⁰⁹ des exportations, dont 45%¹¹⁰ essentiellement d'étain. Selon Jalée, les exportations en 1967 totalisent 174¹¹¹ millions de dollars dont 91 millions¹¹² de minerai d'étain, 37 millions¹¹³ d'autres minerais et 1,7 millions¹¹⁴ pour le pétrole. Les principaux clients sont les Etats-Unis (41%), le Royaume-Uni (39%) et l'Argentine (7,5%).

Le maintien de l'extraversion économique profite surtout à l'élite, au sein de laquelle la bourgeoisie compradore occupe une place prépondérante pendant très longtemps. Et, tout cela, au détriment des masses populaires, qui continuent de vivre dans la misère.

2.3 La situation des masses populaires

En 1846, la Bolivie compte 1,4 millions d'habitants dont 11%¹¹⁵ vivent dans des conglomérats de blancs et de métis hispanophones qui gouvernent et administrent le pays. La majorité des indigènes vivent dans les campagnes, sont analphabètes, parlent

¹⁰⁶ Bolivia, 1985. *Instituto nacional de estadística*, la Paz, Bolivie. p.48

¹⁰⁷ *idem*

¹⁰⁸ *idem*

¹⁰⁹ *ibid*, p.116

¹¹⁰ *idem*

¹¹¹ Jalée, *op.cit*, p.113.

¹¹² *idem*

¹¹³ *idem*

¹¹⁴ *idem*

¹¹⁵ *Ibid*, p.68.

une seule langue et doivent payer le tribut à l'Etat. L'on doit noter également, dans les basses terres orientales l'existence pendant un temps de 760 000 « sauvages »¹¹⁶ indépendants qui ne sont pas intégrés au pays. Toutefois, l'indépendance met un terme à l'esclavage des noirs.

Pour les indigènes, auxquels il faut ajouter les noirs, la pauvreté perdure. Avec l'indépendance, le tribut colonial certes est aboli, conformément aux décrets de Bolivar, mais quelques années plus tard, il réapparaît pendant quelques décennies, sous le nom de la « contribution des indigènes ». José del Pozo note à ce propos que :

la contribution indigène fut réintroduite avant 1830, et jusqu'en 1882, année de son abolition définitive, elle représenta un pourcentage important des revenus du gouvernement : en 1832, les indiens payèrent à cet effet 695 000 pesos boliviens, l'équivalent de 45% du budget de la nation : en 1979 les chiffres donnaient 688 000 pesos et 24,7%. A la fin du siècle cet impôt disparut, puisque les Indiens perdaient le contrôle de leurs terres et n'avaient pas de quoi payer.¹¹⁷

La situation des masses populaires n'est pas en définitive, différente de la période coloniale, ajouté à cela que le régime de la grande propriété porte atteinte aux indigènes qui se font, souvent, confisquer leurs terres. Voilà qui entraîne inévitablement des mouvements contestataires des indigènes et des noirs, qui dénoncent la domination de la minorité blanche. En 1871¹¹⁸, par exemple, des milliers de communautaires assiègent la Paz pour renverser le président. La même année une loi est adoptée pour annuler les ventes et rendre le droit de propriété aux indigènes sur leurs terres. La *Ley de exvinculacion* de 1880 propose de nouveau la redistribution des terres communales en propriétés individuelles entre ses membres. Cependant, ceci ne met pas un terme à leur misère. Pauvreté et exclusion, telles sont les caractéristiques de leur situation générale.

¹¹⁶ Jalée, *op.cit.*, p.65.

¹¹⁷ José del Pozo. *Op.cit.*, p.68.

¹¹⁸ *Idem.*

Les indigènes vivent dans des conditions déplorables. Ils sont contraints de travailler dans les mines, sans avoir accès à l'éducation et de plus leur influence politique est faible, sinon inexistante.

2.3.1 Une misère généralisée

L'industrialisation que connaît la région à la faveur des crises mondiales (crise de 1929 et Deuxième Guerre mondiale) ne réussit pas à changer de manière fondamentale l'économie des pays latino-américains. La misère y est toujours généralisée.

La très inégale distribution des revenus à l'intérieur du monde rural s'est maintenue. Cette inégalité est liée à la fois au phénomène foncier et aux formes très concentrées de modernisation et de fonctionnement du système commercial agricole. Les agriculteurs ayant accès aux crédits bancaires, aux nouvelles technologies, aux bénéfices des infrastructures construites par l'Etat, à des conditions favorables de prix pour leurs profits et à des conditions satisfaisantes de commercialisation, ne sont qu'un petit nombre de l'ensemble du monde rural.¹¹⁹

La répartition du revenu national, est elle aussi très inégalitaire. La part accaparée par les classes dominantes est très supérieure à celle des ouvriers qui bénéficient d'un salaire très faible. Toutefois, c'est à la campagne que cet écart est le plus accusé :

la combinaison d'une importante force de travail dépendante de l'agriculture et de la faible participation de cette dernière au PIB explique que le revenu moyen par actif agricole soit presque partout en Amérique latine, très inférieur à celui des actifs non agricoles.¹²⁰

¹¹⁹ La documentation française, *op.cit*, p.57.

¹²⁰ *idem*

L'inégalité caractéristique du secteur agricole montre que la pauvreté en Amérique latine est surtout un phénomène rural. En Bolivie, en 1950, sur 2,7 millions de Boliviens 2,06 millions sont des ruraux, parmi lesquels un million travaillent dans des haciendas. Le régime salarial est quasi-inexistant puisque seuls 62 000 travailleurs sont rémunérés sur tout le territoire en 1950¹²¹. La réforme agraire de 1953 apporte un changement à la situation, ce qui engendre la mise en place d'une agriculture paysanne et d'une agriculture latifundiaire.

Dans l'Altiplano, 3000 communautés indigènes disposent de 7 millions d'hectares, cultivant seulement 170 000 hectares de la superficie totale. Les petits exploitants agricoles indépendants contrôlent 2/3 des superficies et 80%¹²² des terres cultivées. En 1950, ce sont 60 000 agriculteurs indépendants qui contrôlent 20%¹²³ de la superficie cultivée.

C'est sur cette toile de fond que naît le syndicalisme bolivien. Tour à tour sont créées la Federación sindical de Trabajadores de Bolivia, puis en 1952 la Central Obrera boliviana. Les syndicats sont le fer de lance de la lutte des masses pour le changement politique et économique. Ils sont à l'avant-plan des luttes politiques. Ils dénoncent, ainsi, entre autres choses, l'abandon des paysans indiens dont les problèmes n'ont pas été résolus malgré la réforme agraire.

La mobilisation syndicale est un aspect de l'importante crise politique que connaît le pays à partir des années cinquante. De nombreux coups d'Etat jalonnent l'histoire bolivienne empêchant véritablement toute solution durable des problèmes qui affligent le pays, en particulier celui de la pauvreté des masses. Et, ceci à un moment où des développements internationaux menacent la « liberté d'action » du gouvernement dans le domaine économique. La montée du néolibéralisme dans l'économie mondiale n'augure, en effet, rien de bon pour les PVD en général et la

¹²¹ La documentation française, *op.cit.*, p.65.

¹²² *idem*

¹²³ *idem*

Bolivie, en particulier. Ces pays devront désormais s'aligner sur la norme mondiale triomphante.

2.4 L'alignement sur la norme mondiale

2.4.1 La montée du néolibéralisme

C'est à la faveur de la crise économique de 1974, que prend essor le néolibéralisme dans l'économie mondiale. Les tenants de cette idéologie économique soutiennent que les dépenses sociales sur fond d'interventionnisme d'Etat et les syndicats ouvriers sont responsables de cette situation. Ils préconisent des politiques axées sur le maintien d'un Etat fort, capable de rompre la force des syndicats et de contrôler strictement l'évolution de la masse monétaire. Ils croient également que la stabilité monétaire doit constituer l'objectif suprême de tous les gouvernements. Il faut donc, entre autres, affaiblir les syndicats en diminuant les dépenses sociales. En outre, compte tenu du rôle moteur des entreprises privées dans l'économie, il faut affaiblir le secteur public pour renforcer la concurrence. La privatisation des entreprises publiques devient le maître mot de cette stratégie. C'est ce programme qui sera mis en œuvre par l'ensemble des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE).

En 1979, l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Angleterre est l'occasion de tenter d'imposer cette nouvelle ligne politique : « la valeur centrale de la doctrine de Thatcher et du néolibéralisme lui-même est la notion de concurrence – concurrence entre les nations, les régions, les firmes et bien sûr entre les

individus. »¹²⁴ Ainsi, l'Angleterre devient le premier pays capitaliste à appliquer les politiques néo-libérales.

Les conséquences des politiques néolibérales en Angleterre sont on ne peut plus révélatrices : « entre 1979 et 1994, le nombre d'emplois dans le secteur public en Grande-Bretagne a été réduit de 7 millions à 5 millions, une chute de 29% »¹²⁵

En 1980, Ronald Reagan est élu président des Etats-Unis. La politique menée par Reagan diffère de celle de Thatcher, dans le sens où les Etats-Unis se trouvent dans un contexte de Guerre froide avec l'URSS. Reagan préconise donc une course aux armements avec l'URSS, dans l'objectif stratégique d'anéantir l'économie soviétique et de renverser son régime. Cette compétition, qui nécessite d'importantes dépenses, va à l'encontre des politiques budgétaires préconisées, et engendre un important déficit de la balance des paiements aux Etats-Unis.

En politique interne, Reagan « réduit les impôts en faveur des riches, élève les taux d'intérêt et écrase l'unique grève sérieuse qui marque son mandat, celle des contrôleurs aériens. »¹²⁶ Les effets du néolibéralisme aux Etats-Unis se font vite ressentir : « pendant la décennie des années 80, les 10% les plus riches des familles américaines ont vu augmenter leur revenu familial moyen de 16%, les 5% les plus riches de 23% »¹²⁷ Le néolibéralisme favorise donc les riches au détriment des pauvres qui passent d'une moyenne de 4 113 \$ annuels à 3 504 \$¹²⁸.

A l'analyse il apparaît que les politiques néolibérales établies par R.Reagan et M.Thatcher visent essentiellement l'internationalisation des échanges et la maximisation des profits dans un contexte d'accumulation du capital. En effet, les

¹²⁴ George Susan, 1999. *Une courte histoire du néo-libéralisme: vingt ans d'économie de l'élite et amorce de possibilité d'un changement structurel.*

[Http/p: www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm](http://www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm)

¹²⁵ George Susan, *op.cit.*

[http://: www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm](http://www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm)

¹²⁶ *idem*

¹²⁷ George Susan, *op.cit.* P.16.

[Http/p: www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm](http://www.attac.org/fra/toil/doc/georgefr.htm)

¹²⁸ *idem*

principales caractéristiques du néolibéralisme sont : la généralisation du libre-échange, le renforcement des sociétés transnationales, l'intensification du mouvement des capitaux ainsi que l'imposition de modèles de développement homogènes.

Les autres pays développés à économie de marché suivent le mouvement déclenché par les politiques de Ronald Reagan et Margaret Thatcher à partir des années 1980 : l'Allemagne, en 1982, avec l'arrivée au pouvoir d'Helmut Kohl, puis le Danemark quelques années plus tard avec la coalition de droite de Poul Schlüter, mouvement que suivront la majorité des pays Nord-européens, mis à part la Suède et l'Autriche. Les pays européens adoptent les politiques monétaires et fiscales, même si certains, la France et la Grèce notamment, sont loins de restreindre les dépenses sociales. Bientôt c'est l'ensemble des pays de l'OCDE qui suivent le mouvement.

A partir de 1980, les pays latino-américains entrent dans une nouvelle étape de leur histoire. On doit noter que les PVD ne disposent pas d'une grande marge de manœuvre dans la mesure où le courant néolibéral triomphe dans de nombreuses Organisations internationales telles que le FMI, la BM ou l'OMC qui imposent cette doctrine aux pays du Sud par le biais de l'ajustement structurel.

Rappelons que, sur le plan international, les néo-libéraux favorisent trois choses : le libre commerce des biens et services, la libre circulation des capitaux et la liberté d'investissement¹²⁹. Ces orientations seront « imposées » aux pays du Sud, par l'intermédiaire des politiques économiques préconisées par le FMI. L'Amérique latine servira de laboratoire aux politiques néo-libérales, dans la mesure où elle est le « témoin de la première expérience néo-libérale appliquée de façon systématique »¹³⁰

Le premier pays à adopter une politique néolibérale est le Chili. Le Chili de Pinochet privatise les entreprises d'Etat, qui avaient été nationalisées sous Salvador Allende. Les principes du libéralisme (déréglementation, antisindicalisme, chômage élevé, redistribution de la richesse aux riches, privatisation) sont adoptés et le pays

¹²⁹ George, Susan, *op.cit*, p.16.

¹³⁰ Perry Anderson, *op.cit*. p.46.

réussit à s'intégrer au marché international sans subir de crise profonde. Dès lors, le Chili apparaît comme une référence en matière de développement économique.

Mis à part le Chili, d'autres pays latino-américains suivent le mouvement. C'est le cas de la Bolivie dont les réformes instaurées à partir de 1985, sont testées par l'économiste américain, Jeffrey Sachs. A ce propos, Perry Anderson note que :

En Bolivie, l'imposition du plan d'ajustement structurel ne nécessita pas l'écrasement d'un mouvement ouvrier puissant comme ce fut le cas au Chili. Mettre fin à l'hyperinflation était l'objectif premier déclaré. Le régime politique (...) ne prit pas la forme d'une dictature. Il se situait dans l'héritage du parti populiste qui avait dirigé la révolution de 1952.¹³¹

Par la suite, le Mexique en 1988, l'Argentine et le Venezuela en 1989, le Pérou en 1990, adoptent également des politiques néolibérales.

Toutefois, c'est à partir de la Crise de la dette des PVD que l'exigence d'alignement se fait plus pesante. Les organisations financières mondiales (FMI et BM) auront alors beau jeu d'imposer leurs conditions aux pays dominés.

2.4.2 La crise de la dette

Cette crise de la dette éclate en 1982, année où le Mexique se déclare en état de cessation de paiements et où d'autres pays, le Brésil notamment, sont à la veille de le faire. Elle est le résultat de l'endettement considérable de nombre de PVD dans la foulée de hausse du prix du pétrole.

Dans le cas de l'Amérique latine, dans les années 1970, des prêts provenant de banques privées sont octroyés aux pays de la région.

¹³¹ Perry Anderson, *op.cit*, p.33.

Les deux grandes hausses du prix du pétrole, en 1973 et 1979, rendirent possible cette nouvelle situation, qui entraîna la création de grands capitaux disponibles pour l'investissement, offerts à des taux d'intérêt bas et sans stipuler à quoi on devait les employer. Sans exception, les pays en voie de développement, sur tous les continents, contractèrent de grands emprunts, mais ce fut l'Amérique latine qui le fit sur la plus grande échelle.¹³²

C'est en général pour financer leur développement que les PVD empruntent massivement à cette époque. Leur endettement ne fait qu'augmenter depuis les années 1970. Comme le constate Michel Chossudovsky :

la dette à long terme des pays en développement était d'environ 62 milliards de dollars en 1970. Elle fut multipliée par sept durant les années 1970, pour atteindre 481 milliards de dollars en 1980. La dette totale des pays en développement, incluant la dette à court terme, se situait à plus de 2000 milliards de dollars en 1997 : c'est-à-dire plus de trente fois le montant de la dette en 1970.¹³³

L'endettement touche toute la région latino-américaine. En Bolivie, c'est à partir de cette période, durant la dictature militaire, que la dette extérieure du pays augmente fortement. Ceci provient du fait que les crédits sont contractés à des taux d'intérêts élevés et à court terme. Entre 1970 et 1980, la dette extérieure de la Bolivie est multipliée par six.

La dette extérieure est de 2 702 millions de dollars en 1980, 4 275 millions de dollars en 1990 et de 4 682 millions de dollars en 2001. Le montant de la dette extérieure atteint 4,8 milliards¹³⁴ de dollars en 1999, dont 3,2 milliards¹³⁵ de dette multilatérale. Un tiers¹³⁶ des exportations de la Bolivie est consacré au remboursement de la dette. La dette extérieure totale de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1980 représente 257 374 millions de dollars ; en 1990 elle est de 475 374 millions de dollars et en 2001 elle s'élève à 764 880 millions de dollars.

¹³² José del Pozo, *op.cit.*, pp.232-233.

¹³³ Chossudovsky, Michel. *op.cit.*, p.61.

¹³⁴ *L'actualité bolivienne en 2000* <http://www.abc-latina.com/bolivie/actualités/2000.htm>

¹³⁵ *L'actualité bolivienne en 2000* <http://www.abc-latina.com/bolivie/actualités/2000.htm>

¹³⁶ *idem*

Toutefois, pour prendre la mesure du fardeau que représente cette dette extérieure, il faut prendre en compte aussi la hausse des taux d'intérêts mondiaux. Cette hausse profite surtout aux banques privées et aux organisations internationales mais n'aide pas les PVD à sortir de la pauvreté. Ainsi,

entre 1982 et 2000, l'Amérique latine a remboursé en service de la dette 1 452 000 millions de dollars soit plus de quatre fois le stock total de sa dette qui s'élevait à 333 200 millions de dollars en 1982. De ce fait l'endettement a poursuivi sa croissance.¹³⁷

Cette situation est intolérable. Elle grève énormément les finances publiques des Etats de la région latino-américaine qui se retrouvent bientôt objectivement en état de cessation de paiement. Et, quand le Mexique se déclare en état de cessation de paiement en 1982, cela crée une onde de choc dans l'économie mondiale. Le spectre d'une crise majeure du système bancaire mondial ne peut pas être écarté.

L'ampleur du désastre annoncé impose des mesures d'urgence. Il ne s'agit pas uniquement de parer au plus pressé. Des interventions décisives sont inévitables et la situation des PVD doit être redressée de façon à assurer une reprise satisfaisante du service de la dette, mécanisme on ne peut plus important de transfert des richesses de la périphérie. Mieux. Cette conjoncture sera mise à profit pour pousser à des réformes dont l'objectif est de renforcer l'insertion des PVD dans l'économie mondiale selon les exigences du moment. Les principes du néolibéralisme sont promus activement.

Les PVD doivent s'adapter aux exigences imposées par l'évolution de l'économie mondiale, ainsi qu'à l'internationalisation des échanges. Cette tâche est confiée aux institutions financières internationales, le FMI et la BM. D'autres institutions y jouent également un rôle important, notamment le G7 et le Club de Paris. Ceci n'est pas sans conséquences graves, comme nous le verrons par la suite.

¹³⁷ Source : Les autres voix de la planète, trimestriel du CADTM (www.cadtm.org), mai 2006

2.4.3 Le nouveau rôle des institutions financières internationales

Nous l'avons noté, à partir du début des années 1980, le FMI et la BM prennent la relève des banques privées et des investisseurs, pour assurer la continuité des flux de capitaux en direction des PVD. Selon le G7, ce changement est un moyen de « venir à la rescousse des pays pauvres. » En réalité, cela permet au FMI d'encaisser le service de la dette au nom des créanciers. Et c'est précisément par l'octroi des nouveaux prêts à l'ajustement structurel que les institutions financières (...) ont obligé les pays pauvres d'Afrique et d'Amérique latine à rembourser.¹³⁸

Le FMI est convaincu que « les déséquilibres des balances des paiements étaient avant tout le reflet de politiques inadéquates »¹³⁹ et qu'un rapprochement avec la BM est nécessaire pour résoudre ces déséquilibres. Désormais,

les problèmes des balances des paiements ne seront plus seulement perçus comme des problèmes macroéconomiques, mais également comme des problèmes d'offre dont la résolution demanda que les mesures macroéconomiques habituelles s'accompagnent de réformes structurelles.¹⁴⁰

Le renforcement de l'intégration des économies des PVD à l'économie mondiale est l'objectif recherché, dans la conjoncture, par les institutions de Bretton Wood qui coopèrent plus étroitement qu'auparavant. Christian Deblock relève que, avec cette crise, le FMI est propulsé

à l'avant scène internationale en faisant de lui l'intermédiaire obligé, sinon incontournable, entre les pays créanciers et les pays débiteurs, d'une part, et entre les banques privées et les gouvernements, d'autre part. Ensuite (...) le développement sera désormais perçu (...) comme un problème d'inadaption des structures productives et un défaut de gouvernance. Enfin (...) les deux institutions privilégieront l'adoption par les pays en voie de développement de mesures susceptibles d'attirer les investissements étrangers et de favoriser leur intégration compétitive dans l'économie mondiale.¹⁴¹

¹³⁸ Chossudovsky, Michel. *op.cit*, p.68

¹³⁹ Deblock, Christian. *op.cit*, p.22

¹⁴⁰ *idem*

¹⁴¹ Deblock, Christian. *op.cit*, p.23.

Ainsi, l'intervention des Institutions de Bretton Woods, à en croire C.Deblock, vise essentiellement le renforcement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale. Et l'alignement sur la norme mondiale est l'instrument privilégié de cette stratégie.

C'est dans ce contexte que de nouvelles politiques de développement sont mises en place, en particulier, par le biais des politiques d'ajustement structurel (PAS).

2.5 Les PAS ou le mécanisme de renforcement de l'insertion dans l'économie mondiale

2.5.1 Le contenu des PAS

La stratégie des PAS repose sur deux éléments : d'une part la « stabilisation économique à court terme qui comprend la dévaluation, la libéralisation des prix et l'austérité fiscale »¹⁴² ; d'autre part, « la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes structurelles plus fondamentales. »¹⁴³

Plus concrètement, les PAS préconisent la dévaluation de la monnaie, la dollarisation des prix, le contrôle de la masse monétaire, la désindexation des salaires, la libéralisation des prix, la privatisation des entreprises publiques, une réforme de la fiscalité, la privatisation des terres et la libéralisation des mouvements de capitaux.

L'objectif des PAS vise la stabilisation des économies des pays endettés, par le biais de la privatisation et de l'alignement des PVD sur la norme mondiale afin de renforcer l'accumulation du capital.

Les réformes mises en place par les PAS sont adoptées pour mettre fin à la fois, à la stagnation et au chaos économique, ainsi que pour lutter contre la pauvreté et

¹⁴² Chossudovsky, *op.cit*, p.71

¹⁴³ *idem*

l'instabilité politique. Ces réformes, dans la courte durée, permettent de mettre fin aux tourments politiques ainsi qu'à la déstabilisation économique. Les nouvelles politiques transforment les relations entre le gouvernement central et le marché, tout en établissant de nouvelles règles économiques et sociales. Ainsi, les politiques néolibérales introduites par les PAS boliviens permettent, selon l'avis des experts du FMI, de rompre

avec la tradition vieille de décennies de capitalisme d'Etat de la Bolivie, éliminant les contrôles de prix et de taux d'intérêts, unifiant le taux de change, libéralisant le commerce, permettant aux banques d'opérer dans des monnaies étrangères, augmentant les tarifs du secteur public.¹⁴⁴

L'expérience bolivienne joue un rôle significatif dans le débat sur les réformes stratégiques des petites économies latino-américaines. La communauté internationale exerce un droit de regard sur l'exécution de ces réformes et finance une partie du programme. Cette stratégie vise l'implantation du néolibéralisme pour encourager les initiatives adoptées depuis l'adoption des PAS. Le but poursuivi est de stimuler l'investissement étranger et la croissance économique, tout en encourageant la participation économique des pauvres.

Les objectifs des PAS, notamment les privatisations et l'ouverture des marchés, sont en fait des caractéristiques centrales de la mondialisation. En effet, le rôle des PAS est de fournir

une aide financière (sous forme de prêts) qui permet aux pays de couvrir leurs importations, de réorienter leurs activités économiques vers l'exportation et de mieux s'intégrer à l'économie mondiale.¹⁴⁵

Leur imposition aux PVD d'Amérique latine a d'ailleurs des effets très nets d'alignement sur les normes mondiales et, en conséquence, sont un moyen puissant

¹⁴⁴ FMI.2005. *Bolivia: Ex Post Assessment of longer-term Program Engagement-Staff Report and Public Information notice on the executive board discussion*. En ligne:

<http://internationalmonetaryfund.com/external/np/seminars/fr/2005/famm/pdf/johnso.pdf>

¹⁴⁵ Deblock, Christian. *op.cit*, p.38.

d'insertion dans la mondialisation. C'est, entre autres, le point de vue d'Oscar Ugarteche :

Virtuellement, tous les pays d'Amérique latine ont appliqué des politiques d'ajustement structurel basées sur la théorie néoclassique de l'efficacité des marchés et de la distorsion de ceux-ci produite par l'intervention de l'Etat. La manière dont le changement a été opéré, le passage d'un développement dirigé par l'Etat au développement dirigé par le marché, est directement attribuable aux pressions des organismes internationaux.(...) La réalité indique de manière évidente que les politiques d'ouverture ont débouché sur des déficits croissants de la balance commerciale qui sont couverts en partie par des capitaux placés à court terme, par des investissements boursiers, par des crédits à court terme et, en partie par des capitaux à long terme attirés par les privatisations. Il n'y a aucune preuve évidente que le taux d'investissement réel remonte comme résultat des nombreux investissements étrangers. Les critiques du modèle néoclassique mis en pratique dans la région varient, mais la question de l'Etat est centrale. Tant qu'on ne réhabilite pas le rôle de l'Etat et qu'on laisse le marché déterminer la conduite de l'économie, les résultats économiques seront incertains. Une logique perverse est en marche. »¹⁴⁶

A côté des effets d'insertion des PAS dans l'économie mondiale, le risque d'aggravation de la situation économique des pays et de la pauvreté des populations est plus que certain. En fait, il n'est pas exagéré de penser que la situation des masses paupérisées empire sous l'emprise des PAS. Le cas bolivien l'illustre parfaitement.

2.5.2 Les PAS boliviens et leurs effets

Nous avons noté précédemment que la dette extérieure de la Bolivie passe de 2 702 millions de dollars en 1990 à 4 275 millions de dollars en 1999 et à 4 682 millions de dollars en 2001. Pour une économie de petite taille, c'est colossal. Aussi, le pays est-il considéré par les instances internationales comme faisant partie du groupe des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et à ce titre bénéficie d'un allègement de sa dette au titre de la décision du G7 au Sommet de Lyon en 1996. Cette initiative

¹⁴⁶ Ugarteche, Oscar. 1997. *El falso dilema*. Caracas: Nueva sociedad, pp.145-147

n'efface pas la dette. Elle vise seulement à la rendre soutenable. Et Damien Millet n'a pas tort d'affirmer que :

la différence est de taille : on va annuler juste ce qu'il faut pour (les) faire payer au maximum de leurs possibilités (...) L'initiative PPTE est avant tout destinée à garantir la pérennité des remboursements et à dissimuler le renforcement de l'ajustement structurel sous une apparence de générosité.¹⁴⁷

Durement affecté par la crise de la dette, la Bolivie ne peut pas assurer le service de sa dette, ouvrant ainsi la porte à l'intervention du FMI.

C'est dans ce contexte que les PAS sont mis en place en Bolivie en août 1985, dans le cadre de la Nouvelle politique économique (NEP), premier programme de réforme néolibérale instauré par le FMI dans un cadre d'expérimentation des politiques néolibérales en Amérique. Le PAS se veut une réponse à la situation générale du pays qui est catastrophique, situation marquée par une hyperinflation et la pauvreté d'une partie importante de la population. Cette politique est en vigueur pendant une quinzaine d'années jusqu'à ce que soit mise en place la nouvelle stratégie du FMI, soit les Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) en 2000. C'est Paz Estensoro (chef du Mouvement nationaliste révolutionnaire) qui promulgue lors de sa présidence, en 1985, le Décret 21060, conformément aux prescrits des PAS.

Les politiques établies par Paz Estensoro favorisent, comme on doit s'y attendre, la privatisation/rationalisation des entreprises publiques, entre autres mesures, ce qui met à pied 25 000 personnes, essentiellement des ouvriers et des mineurs. Entre 1986 et 1989, le ministre de la planification, Sanchez de Lozada, applique une thérapie de choc à la Bolivie, conformément à la demande des Etats-Unis, dans le cadre des PAS et de la privatisation. Plusieurs milliers de personnes perdent leur emploi.

L'exemple le plus frappant de ces privatisations est celui de Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos (YPFB), un monopole d'Etat qui transférait entre 75

¹⁴⁷ Damien, Millet. *Op.cit.*

et 85%¹⁴⁸ de ses revenus au Trésor de la Nation. Pour les responsables du FMI, cette situation a pour effet d'affaiblir l'économie bolivienne, de ralentir l'exploitation et la production, ainsi que de paralyser la construction des réseaux de distribution de gaz à l'intérieur du pays. D'où l'aggravation de l'endettement de l'entreprise. Ce constat sert de prétexte pour dénoncer la mauvaise gestion des entreprises étatiques. A travers les PAS, la privatisation de YPFB est préconisée comme solution à la crise. C'est chose faite entre 1993 et 1997. Cela permet du même coup d'annuler le monopole de l'Etat pour différentes étapes du traitement des hydrocarbures et d'ouvrir la voie aux investissements étrangers dans ce secteur. Depuis, jusqu'aux dernières mesures du gouvernement d'Evo Morales, les entreprises étrangères ont contrôlé plus de 80%¹⁴⁹ des réserves pétrolières de la Bolivie (Petrobras, Brésil, Total, Maxus...), deuxième pays producteur de pétrole en Amérique latine. En outre, le gouvernement poursuit activement le processus de privatisation pour renforcer les investissements privés dans les entreprises.

Le rôle économique de l'Etat diminue encore plus avec l'instauration d'un processus de décentralisation des prises de décisions économiques à long terme, ce qui ne résout pas les nombreux problèmes liés à la satisfaction des besoins de base. Pour encourager l'investissement et la croissance, le gouvernement adopte une série de lois et de codes sur l'investissement dans le secteur minier.

D'autres réformes sont instaurées. En effet, le programme de capitalisation de la Bolivie employé en juin 1995 est nouveau et complexe comparé aux programmes traditionnels de privatisation en Amérique latine. Au cours du premier mandat de Gonzalo Sanchez de Lozada (1993-1997) le FMI insiste pour obtenir la privatisation des hydrocarbures. Dans cet objectif, les entreprises publiques sont privatisées, ce qui

¹⁴⁸ Bolivie, *Convulsion sociale* ;20 octobre 2003.

<http://www.u-blog.net/resetparam/note>

¹⁴⁹ Bolivie, *Convulsion sociale* ;20 octobre 2003.

<http://www.u-blog.net/resetparam/note>

a de fortes répercussions au niveau du Trésor public, dans la mesure où des coupures budgétaires doivent être pratiquées :

Selon les estimations du ministère du Développement économique, l'Etat bolivien a perdu 3,152 milliards de dollars entre 1996 et 2006, ce qui signifie que pour chaque dollar que recevait l'Etat, il en perdait deux. Entre 1980 et 1986, avant la violente imposition du néolibéralisme, l'ensemble des revenus de l'Etat pour la vente de biens et services représentait en moyenne 77% des rentrées publiques annuelles. Entre 1997 et 2004, après la seconde génération d'ajustements structurels, les revenus de l'Etat pour ce même secteur de biens et services n'atteignaient plus que 19% par an. Ce processus a fragilisé l'Etat bolivien qui a accru sa dépendance envers les crédits et dons de l'étranger et la collecte d'impôts. Actuellement les investissements publics représentent 7% du PIB et seul 50% sont financés avec des ressources internes.¹⁵⁰

Ces programmes de privatisation sont liés à d'autres programmes de réformes radicales comme celles du système de sécurité sociale et des réformes institutionnelles qui créent un système de régulation sectorielle et financière.

Toujours est-il que depuis 1986, la Bolivie réussit à attirer des investissements étrangers à long terme. La restructuration de la dette, les arrangements au niveau des échanges, l'annulation de la dette, contribuent à diminuer considérablement le total de la dette accumulée depuis 1987. Sur le plan externe, la Bolivie demeure économiquement très dépendante des exportations de matières premières et de l'assistance étrangère, ce qui la rend très vulnérable.

Si l'on fait un bilan des effets des PAS, on s'aperçoit qu'il y a un renforcement de l'extraversion économique imposée par la communauté internationale et les Organisations internationales. Paradoxalement, comme le souligne Michel Chossudovsky, les PAS sont un moyen utilisé pour faire augmenter la dette extérieure :

¹⁵⁰ Lévêque, François. 2006. « La dette de la Bolivie » in *Les autres voix de la planète*, trimestriel du cadtm, 5 juin 2006.

<http://www.risal.collectifs.net>

les nouveaux prêts à l'appui des réformes(...) contribuent à augmenter le montant total de l'endettement ; la libéralisation du commerce et la destruction concomitante de la production intérieure tendent à exacerber la crise de la balance des paiements, alors que la production intérieure est remplacée par des importations financées par les prêts à décaissement rapide ; selon les articles de l'OMC, une part beaucoup plus grande des importations sera désormais constituée de services comprenant des paiements de droits de propriété intellectuelle sans aucune entrée de marchandises ; le PAS contribue au gel des investissements et des dépenses d'infrastructure dans tous les secteurs ne servant pas directement les intérêts de l'économie d'exportation.¹⁵¹

Il ressort de ce qui précède que les PAS sont bien un moyen d'insertion dans la nouvelle division internationale du travail consécutive à l'émergence de l'économie informationnelle. Mais ce n'est pas tout. Le plus important du point de vue de ce qui nous intéresse dans ce mémoire, c'est que toutes ces réformes sont loin de bénéficier aux pauvres. Elles ne font que renforcer la pauvreté.

2.6 La montée de la pauvreté

Les indicateurs de pauvreté de la Banque mondiale pour l'année 2000 sont éloquentes : 63%¹⁵² de la population bolivienne vit dans le besoin, alors que 37%¹⁵³ de la population vit dans une pauvreté extrême. La pauvreté touche 50%¹⁵⁴ des habitants de centres urbains, 65%¹⁵⁵ des habitants de petites villes et 90%¹⁵⁶ de la population rurale. La pauvreté a reculé dans les milieux urbains mais elle stagne dans les milieux ruraux. Pour donner une idée de la situation nous considérerons tour à tour l'effet des coupures budgétaires et leur impact différentiel.

¹⁵¹ Chossudovsky, *op.cit*, p.85.

¹⁵² *Noticias del Banco mundial sobre Bolivia.*

<http://www.bancomundial.org.bo/2005/noticias>

¹⁵³ *idem*

¹⁵⁴ *idem*

¹⁵⁵ *idem*

¹⁵⁶ *idem*

2.6.1 L'effet des coupures budgétaires

Les effets des coupures budgétaires imposées par les PAS touchent l'éducation, la santé (les services publics) ainsi que le recrutement dans l'administration publique. En général, malgré quelques progrès, la pauvreté demeure une situation préoccupante encore aujourd'hui.

En ce qui concerne l'éducation, la stratégie adoptée pour ce secteur par la Banque mondiale a pour objectifs l'augmentation du taux d'achèvement du cycle d'éducation primaire et l'amélioration de la qualité de l'éducation primaire et secondaire. Notons que l'analphabétisme touche un quart¹⁵⁷ de la population féminine bolivienne, dont un tiers¹⁵⁸ des femmes de milieu rural. Après une augmentation de l'éducation primaire dans les années 1970, ces dernières années ont connu un maintien de ce secteur.

Le taux d'achèvement d'études en écoles primaire et secondaire est passé de 55%¹⁵⁹ en 1992 à 72%¹⁶⁰ en 2001. En 1967, la Bolivie a un taux de 8,2% habitants¹⁶¹ par élève inscrit. En 2000, le taux d'alphabétisme :

était de 45% (75% dans les zones rurales), avec une majorité de femmes (70% dans les villes et plus de 80% dans les zones rurales). En dépit de la création de mesures de décentralisation administrative, de la formation d'équipes multidisciplinaires, d'une orientation vers l'élimination de la ségrégation entre éducation urbaine et éducation rurale, et de la création de services départementaux, l'administration de l'enseignement conserve son caractère centraliste pour cause de consensus sociaux inexistant.¹⁶²

¹⁵⁷ Pitou Van Dijck, 1998. *The bolivian experiment : structural adjustment and poverty alleviation*, CEDLA. P.67.

¹⁵⁸ *idem*

¹⁵⁹ Banque mondiale. 2006. *Bolivia Firman Crédito para mejorar los indicadores sociales en Bolivia*. <http://www.worldbank.org/website/external/bancomundial/extpaíses/lacinsp>

¹⁶⁰ *idem*

¹⁶¹ Jalée, Pierre. *op.cit*, p.94.

¹⁶² *Rapport sur la coopération entre la Belgique et la Bolivie 2000*, note stratégique, p.5. En ligne http://www.dgdc.be/documents/fr/campagne_omd/stand_1280x240_fr.pdf

Dans le domaine de la santé, en 1999, les chiffres sont parmi les plus faibles d'Amérique latine. Les objectifs en matière de nutrition et de santé visent à élargir la couverture de soins de santé de base pour les groupes défavorisés, à fournir de meilleurs services de santé aux indigènes tout en améliorant le fonctionnement du réseau sanitaire. Pourtant, plus de la moitié¹⁶³ de la population bolivienne n'a pas accès à l'eau potable, alors qu'en Amérique latine ce chiffre représente 20%¹⁶⁴ de l'ensemble de la population latino-américaine. La Bolivie demeure l'un des pays les plus pauvres à ce niveau.

Toutefois, on doit noter que la Banque mondiale a mis en place un programme de réduction du taux de mortalité infantile et maternelle en injectant 25 millions de dollars dans ce secteur. Des résultats intéressants sont atteints. En effet, alors que pour la période 1980 et 1985, le taux de mortalité infantile en Bolivie est de 109,2¹⁶⁵ pour mille, il passe à 89¹⁶⁶ morts pour mille naissances en 1989. Et, pour la période 1995-2000, il est de 65,6¹⁶⁷. Dans l'ensemble des pays latino-américains, en revanche le taux de mortalité infantile est de 43¹⁶⁸ pour mille. Il y a donc encore des efforts à faire en matière d'amélioration de la situation de la santé.

Malgré ces avancées, dans la pratique, il n'y a pas d'amélioration du quotidien des autochtones. Ce sont les différentes politiques de privatisation des sociétés publiques, qui sont à la base des contestations sociales. L'une des plus importantes contestations populaires est celle de la privatisation de l'eau à Cochabamba. Le gouvernement bolivien, les firmes multinationales et les organisations internationales ont parfaitement conscience des intérêts marchands, géopolitiques et géostratégiques de l'eau. En privatisant certains secteurs, le gouvernement bolivien voit son rôle diminuer, déléguant ainsi son pouvoir au secteur privé, bien que la gestion du service

¹⁶³ Pitou Van Dijck, *op.cit.*P.35.

¹⁶⁴ *Idem*

¹⁶⁵ José del Pozo, *op.cit.*, p.238.

¹⁶⁶ *Bolivia, Banco mundial op.cit.*

<http://www.bancomundial.org>

¹⁶⁷ José del Pozo, *op.cit.*p.238.

¹⁶⁸ Pitou Van Dijck, *op.cit.*P.35.

de l'eau soit régie par des règlements issus de pratiques indiennes. Dans la région de Cochabamba, par exemple, seulement 50%¹⁶⁹ des habitants de zone urbaine accèdent à l'eau quelques heures par jour. Dans les campagnes, la situation est beaucoup plus alarmante dans la mesure où seuls quatre agriculteurs sur dix¹⁷⁰ ont accès à l'eau potable. Sans accès à l'eau c'est le secteur agricole qui est en péril, donc les autochtones.

Sous la pression des Organisations internationales, le gouvernement bolivien privatise l'eau en vendant son service public, selon les termes de la Loi 2029¹⁷¹ adoptée en octobre 1999. Devant pareille mesure, une question se pose spontanément à l'esprit : le développement économique est-il bien l'objectif de ces mesures de privatisation ou est-ce plutôt l'accumulation du capital et les profits, qui sont servis par la soi-disant lutte contre la pauvreté, objectif avoué des PAS ?

On ne s'étonne donc pas que des émeutes et des grèves générales éclatent à Cochabamba, face au refus du gouvernement de tenir ses promesses en matière de tarification de l'eau. Les paysans réclament un référendum qui mobilise près de cinquante mille personnes¹⁷².

Malgré la mobilisation et les revendications sociales, le gouvernement ne cède pas préférant déployer des unités militaires en décrétant l'état de siège dans les régions concernées. De nouvelles manifestations sont organisées qui opposent les paysans à l'armée et font quelques morts parmi les civils. Le gouvernement finit par céder. Il procède alors à l'annulation du contrat de privatisation de l'eau avec la compagnie étrangère, fait très rare.

Il ressort des considérations précédentes que les politiques adoptées sous la pression des organisations internationales contraignent les populations défavorisées à demeurer dans des situations de précarité qui immanquablement, finissent par avoir

¹⁶⁹ Mazalto Marie. 2003. *La nouvelle gouvernance de l'eau: le cas* Rapport technique bourse de mobilité internationale attribuée par le CRDI séjour de recherche 5 mois en Bolivie.

http://www.idrinfo.idrc.ca/archive/corpdocs/1119145/rapport_technique

¹⁷⁰ *idem*

¹⁷¹ *idem*

¹⁷² *idem*

de fortes répercussions au niveau de la santé et de la situation sociale des pauvres, exacerbant de la sorte le mécontentement des masses. C'est ce paradoxe que la contestation des habitants de Cochabamba révèle.

En juin 2000, le gouvernement Banzer tente d'instaurer un dialogue pour calmer l'agitation populaire. Malgré cela, la mobilisation s'intensifie et prend une ampleur nationale:

la Bolivie a été paralysée pendant trois semaines par des barrages routiers, des grèves et des protestations instiguées par divers groupes, notamment les campesinos de l'Altiplano, qui revendiquaient des droits fonciers relatifs à l'eau, les cultivateurs de coca du Chapare, qui revendiquaient le développement alternatif et le droit de cultiver la coca pour la consommation nationale et 100 000 enseignants du secteur public, qui faisaient la grève pour contester leur salaire. Les manifestations se sont étendues à d'autres secteurs, notamment aux ouvriers du secteur des transports, aux étudiants et aux policiers.¹⁷³

Ces manifestations causent la mort d'une dizaine de personnes et plongent le pays dans une crise politique et économique. C'est dans ce contexte qu'est créé le Mouvement de renouvellement national (MIP) pour défendre la cause autochtone. Force est de constater que les politiques instaurées n'améliorent pas les conditions des autochtones.

En octobre 2003, un autre soulèvement révolutionnaire mené par les paysans et les travailleurs aboutit au renversement du gouvernement de Sanchez de Lozada. La population revendique la nationalisation du gaz et du pétrole placés entre les mains des multinationales étrangères. L'intervention du président Mesa résume bien la situation : « les multinationales dirigent ce pays. »¹⁷⁴ Voilà qui témoigne de la faiblesse du gouvernement bolivien face aux firmes multinationales qui exercent un droit de regard sur l'adoption des lois relatives aux hydrocarbures. La loi sur l'hydrocarbure proposée par Mesa annonce une augmentation de la taxation des

¹⁷³ Encyclopédie de l'Agora, *op.cit.*

<http://www.agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/bolivie>

¹⁷⁴ *La riposte: nouvelle vague révolutionnaire en Bolivie*, 3 juin 2005.

http://www.la-sociale.net/article.php3?id_article=37

multinationales, mais elle n'a pas de répercussions sur la situation des travailleurs. La centrale syndicale bolivienne (COB) alliée aux masses s'oppose au président bolivien, au Parlement et aux multinationales.

En mai 2004, des manifestations mènent à la grève générale des travailleurs qui luttent pour obtenir la nationalisation des hydrocarbures afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ces grèves mobilisent rapidement d'autres secteurs tels que les syndicats d'enseignements, de paysans, de mineurs ou d'étudiants. Presque la totalité des secteurs rejoignent le mouvement. Les recommandations des paysans visent la fermeture du Parlement par la force ainsi que la convocation d'une assemblée populaire. Des réunions massives ont lieu dans les principaux quartiers défavorisés pour prendre en charge tous les aspects de la vie quotidienne. Ces contestations dénoncent le pillage des ressources naturelles par les multinationales étrangères, au détriment de l'ensemble de la population bolivienne qui ne profite pas de ces activités. Ce qui les cantonne dans la pauvreté.

CHAPITRE III

2001-2005 : LA POLITIQUE D'ÉRADICATION EN BOLIVIE : UN BILAN

Comme nous l'avons déjà souligné au premier chapitre, la pauvreté est un état de fait permanent dans les pays dominés, une situation due en très grande partie à l'expansion du capitalisme et qui perdure aujourd'hui malgré tout ce qui a été entrepris au nom du développement économique. Aussi, à partir de 1999, face aux échecs successifs des stratégies de développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international changent de stratégie : c'est l'irruption de la stratégie articulée autour des DSRP. Il s'agit, tel qu'indiqué précédemment, d'une politique destinée à diminuer la pauvreté dans le monde.

En effet, les PVD désireux bénéficier de « financements à taux privilégiés ou d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE » doivent dorénavant formuler une stratégie de lutte contre la pauvreté par le biais des DSRP. La nouvelle démarche associe les bailleurs de fonds ainsi que différents acteurs sociaux, au processus d'élaboration du Document. En tout, ce sont près de soixante pays qui s'engagent dans ce processus. La nouvelle approche s'éloigne des pratiques antérieures qui définissaient de l'extérieur les politiques à suivre. A l'inverse des anciens programmes, les DSRP innove dans la mesure où l'objectif principal poursuivi n'est plus apparemment celui de l'ajustement structurel mais celui de la lutte contre la pauvreté, comme réponse au blocage du développement. Nous y reviendrons.

Le chapitre est divisé en trois parties. Dans la première partie, nous tenterons d'élucider la signification des DSRP, cette nouvelle stratégie de développement. Réponse à la crise du développement, les DSRP seraient-ils surtout une stratégie en prise avec le mouvement de l'économie mondiale ? La seconde partie retracera brièvement le processus d'élaboration du DSRP intérimaire bolivien, une étape

décisive imposée par la Banque. Nous en présenterons succinctement le contenu pour tenter, entre autres, d'établir sa correspondance avec les attentes de la Banque. L'application de la stratégie, une fois l'accord de la Banque mondiale obtenu, nous retiendra également l'attention. La dernière partie tentera une analyse des résultats mitigés et non surprenants qui en découlent.

3.1 Les DSRP : une nouvelle stratégie de développement ?

3.1.1 Une réponse à la crise du développement

Nous l'avons déjà indiqué au premier chapitre, les DSRP sont une réponse à la crise du développement. Pour Gilbert Rist, trois développements/situations contribuent à cette crise. Aussi est-il intéressant de les passer en revue pour mieux situer notre propos.

Le premier est celui du « blocage qui s'est produit avec la généralisation, à partir des années quatre-vingt, de l'endettement des pays présumés en développement. »¹⁷⁵ Un endettement qui est le résultat de l'octroi d'importants crédits aux pays du Sud ainsi qu'à la chute des cours des matières premières. Une situation qui mène à l'instauration des programmes d'ajustement structurel. Rist résume la situation en affirmant que : « les essais de domestication du capitalisme sauvage ont échoué, ce qui signifie aussi la fin de la tentative d'instaurer l'abondance pour tous. »¹⁷⁶ Les crédits octroyés aux PVD freinent le développement au lieu de le favoriser. Toutefois, on ne peut nier que ces crédits permettent d'obtenir quelques résultats favorables, mais les conséquences cependant sont néfastes sur l'économie des PVD.

Le deuxième fait est la chute du « socialisme réel » et de l'Empire soviétique :

¹⁷⁵ Rist, *op.cit* p.138.

¹⁷⁶ *idem*

le délabrement économique et social dans lequel se trouvaient les pays soumis à l'interventionnisme étatique acheva de convaincre les sceptiques de l'impossibilité de promouvoir le développement par des règles contraignantes ou des politiques volontaristes.¹⁷⁷

Le troisième fait découle des problèmes financiers et budgétaires engendrés par les pertes d'emplois dues aux bouleversements technologiques. Rist constate que

« la chasse aux déficits, qui avait d'abord été lancée dans les pays du Nord où l'on assista, impuissant au démantèlement progressif de l'État social, à la montée du chômage et de l'exclusion à cause des délocalisations et des restructurations d'entreprises »¹⁷⁸ s'étend également aux PVD. Les politiques financières et budgétaires ont d'importantes répercussions sur la société étant donné les considérables innovations technologiques qui ne manquent pas de bouleverser drastiquement les conditions de travail de la main d'œuvre.

Tous ces phénomènes engendrent une crise du développement :

l'immense entreprise qui, au Nord comme au Sud, avait débuté à la fin de la seconde guerre mondiale afin d'accélérer la réalisation du développement est aujourd'hui définitivement achevée et il est temps de comprendre qu'on ne peut plus transformer le monde à l'aide des concepts et des stratégies qui appartiennent aux rêves d'autrefois.¹⁷⁹

C'est également le constat de Michel Chossudovsky. Pour ce dernier, les politiques d'ajustement structurel mènent à la crise du développement. Selon lui, l'ajustement structurel détruit l'économie nationale, ce qui a des répercussions sur l'État. Les mesures proposées par les Organisations internationales ne font qu'augmenter l'endettement des PVD:

les nouveaux prêts à l'appui des réformes contribuent à augmenter le montant total de l'endettement ; la libéralisation du commerce et la destruction concomitante de la production intérieure tendent à exacerber la crise de la balance des paiements, alors que la production intérieure est remplacée par des importations financées par les prêts à décaissement rapide (...) le PAS contribue

¹⁷⁷ Rist, *op.cit.*, p.138.

¹⁷⁸ *ibid.*, p.359

¹⁷⁹ *idem*

au gel des investissements et des dépenses d'infrastructure dans tous les secteurs ne servant pas directement les intérêts de l'économie d'exportation. »¹⁸⁰

L'adoption des DSRP apparaît bien comme une tentative de sortie de l'impasse. Il faut noter toutefois qu'il s'agit avant tout d'un programme de réduction et non d'élimination de la pauvreté. Celle-ci est acceptée comme inévitable et insoluble. Au cœur de la stratégie est cette acceptation d'une situation qui ne peut que durer. Serait-ce que cette stratégie ne vise que le renforcement de l'insertion des PVD dans l'économie mondiale ? C'est ce que nous tenterons d'établir plus loin. Mais, avant, précisons le contenu type des DSRP.

3.1.2 Le contenu type des DSRP

Le contenu des DSRP varie selon le contexte du pays. Selon le document de référence (*sourcebook*) plusieurs étapes sont prévues dans l'élaboration du Document afin d'uniformiser son contenu. Dans un premier temps, les autorités du pays concerné doivent présenter un état des lieux dans lequel figurent : « le contexte économique et social, (un) rappel des politiques passées et en cours (avec dans certains cas un bilan de ces dernières), (le) profil de la pauvreté (caractéristiques et déterminants) »¹⁸¹. Cling souligne, à ce propos, que

la nature et les facteurs déterminants de la pauvreté, ainsi que le profil des populations pauvres doivent faire l'objet d'analyses précises et détaillées, qui sont une condition préalable à la formulation d'une stratégie efficace de réduction de la pauvreté.¹⁸²

Dans un deuxième temps, chaque DSRP doit définir la stratégie envisagée pour combattre la pauvreté. Celle-ci se déploie selon quatre axes :

¹⁸⁰ Chossudovsky, *op.cit*, p.84.

¹⁸¹ Cling, *op cit* ; p.205.

¹⁸² *ibid*, pp.202-203.

- des mesures de stabilisation financière (réduction du déficit public, réforme fiscale, contrôle de la masse monétaire)
- des réformes structurelles visant à faciliter le fonctionnement des marchés et à favoriser la croissance (libéralisation, privatisation, instauration d'un environnement stable et incitatif pour promouvoir le développement du secteur privé)
- des réformes sectorielles (dans le domaine du développement rural, de la santé, de l'éducation, des infrastructures, avec notamment la cogestion et la participation des bénéficiaires pour améliorer la qualité et les prestations de services de base)
- des réformes institutionnelles, telles que la décentralisation pour rapprocher le processus de décision des populations concernées, le renforcement des capacités de gestion de l'État, l'amélioration du fonctionnement des institutions, et plus globalement de la gouvernance et de la démocratie.¹⁸³

Parce que ces politiques concernent les pauvres, la Banque mondiale exige que celles-ci doivent :

- faciliter l'accès des pauvres aux *opportunités* et aux ressources (hausse des dépenses d'éducation, de santé, d'infrastructures de base..)
- favoriser leur *insertion (empowerment)* et leur participation à la vie de la société (décentralisation, information, processus participatif etc)
- réduire leur *vulnérabilité* (mise en place de systèmes d'assurance, dispositifs facilitant leur accès au crédit, aides ciblées, sécurité alimentaire...) ¹⁸⁴

En troisième lieu, chaque pays doit présenter un plan d'action , par le biais d'un calendrier, dont les objectifs doivent être précis et chiffrables. Cette mesure vise à obliger les gouvernements à tenir leur engagement et à permettre d'évaluer les résultats atteints compte tenu de l'aide reçue. Les objectifs et axes stratégiques pour réduire la pauvreté sont :

- (l') instauration d'un cadre macroéconomique adéquat pour favoriser la croissance (stabilité macroéconomique, compétitivité de l'économie et en particulier des secteurs clés, incitation des investissements privés) ;
- (le) développement des services sociaux de base (éducation, santé, accès à l'eau etc) ;
- (l'accroissement des) opportunités d'emploi et de revenus des pauvres (développement rural, promotion des micro et petites entreprises, extension des

¹⁸³ Cling, *op.cit*, p.204.

¹⁸⁴ *idem*

systèmes de micro-crédit, développement des infrastructures de transport et de communication) ;

-(la) protection et (la) sécurité des plus démunis (notamment développement des filets de sécurité, mais aussi gestion des ressources naturelles et de l'environnement) ;

-(le) renforcement institutionnel et (la) bonne gouvernance (efficacité et transparence de l'administration, l'accent étant mis sur l'amélioration de la gestion des ressources publiques, la lutte anti-corruption, la réforme du système judiciaire et la décentralisation)¹⁸⁵

En dernier lieu, chaque DSRP doit comporter un dispositif de suivi et d'évaluation des coûts décomposé en trois étapes :

fixation des buts et des cibles qui correspondent aux principaux objectifs définis dans la stratégie de lutte contre la pauvreté ; identification des indicateurs et des niveaux de désagrégation nécessaires ; définition du dispositif de suivi de l'évolution des indicateurs.¹⁸⁶

Parce que les objectifs fixés sont à moyen et long terme, « les DSRP doivent énumérer des indicateurs intermédiaires qui permettent d'assurer le suivi conjoncturel des progrès réalisés. »¹⁸⁷

Typiquement, chaque DSRP dure trois ans. Chaque année, un bilan est fait en fonction des objectifs fixés, entraînant au besoin quelques révisions.

D'où, au nom du suivi,

la construction d'un jeu d'indicateurs ; la détermination d'objectifs chiffrés et du calendrier pour les atteindre ; la définition d'un dispositif de suivi/évaluation adéquat (moyens à mettre en œuvre, institutions ou organismes responsables, résultats attendus) »¹⁸⁸ Tout ceci sur fond de renforcement des partenariats entre les pays pauvres et les bailleurs de fonds. L'établissement de DSRP intérimaires brefs, axés sur des objectifs précis notamment, entre autres, en matière de financement nécessaire au DSRP définitif, devrait contribuer, dans l'esprit des stratégies de la Banque mondiale et du FMI à « l'établissement d'une croissance économique favorable aux pauvres. »¹⁸⁹

¹⁸⁵ Cling, *op.cit*, p.205.

¹⁸⁶ *ibid* p.206.

¹⁸⁷ *idem*

¹⁸⁸ Cling *op.cit*, p.205.

¹⁸⁹ *ibid*, p.72.

Selon la Banque mondiale, sur le fond, le DSRP fait valoir :

la compréhension de la nature et la répartition de la pauvreté, ainsi que les liens entre la croissance et le recul de la pauvreté, l'identification des actions publiques ayant le plus fort impact sur la pauvreté, définir et suivre les indicateurs de résultats .¹⁹⁰

Dans la forme, la Banque mondiale estime que :

chaque pays doit prendre l'initiative de formuler sa propre vision du développement, des dispositifs de concertation doivent être mis en place pour s'assurer d'un large soutien et veiller à ce que les affaires publiques soient bien gérées de manière transparente et responsable, que les institutions de la Banque et du Fonds doivent collaborer étroitement entre elles et avec tous les partenaires de développement.¹⁹¹

Cet objectif, fort louable au demeurant, ne serait-il pas un moyen d'arrimer plus solidement les PVD au mouvement de l'économie mondiale ? Ne traduirait-il pas les exigences de l'accumulation du capital dans la phase de mondialisation ? Et, en ce sens, ne serait-il pas un moyen d'extension des rapports de production capitalistes dans les PVD, confortant ainsi l'emprise du capitalisme dans le monde ? Nous croyons que telle est la finalité de la stratégie. L'éradication de la pauvreté et l'amélioration de la situation des pauvres n'est pas l'objectif véritable. Nous doutons que la situation de ces derniers en profite durablement.

3.2 Le DSRP bolivien : une lutte à finir à la pauvreté et à l'exclusion ?

Au moment où, dans les années 1990, la Bolivie se prépare à élaborer un DSRP, elle sort d'une période marquée, en ce qui a trait à la gestion de l'économie nationale,

¹⁹⁰ Banque mondiale, *Rapport 2000/2001 op.cit.*

¹⁹¹ *idem.*

par sa sujétion aux dictats des organisations financières internationales, Banque mondiale et FMI notamment, comme nous l'avons vu au chapitre précédent.

Le pays fait figure « d'enfant modèle ». Les appréciations louangeuses des organisations internationales laissent voir leur haut degré de satisfaction. Ne lit-on pas, en effet, dans un document de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) que :

Du point de vue économique, les réformes de la Bolivie se sont inscrites dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel. A partir de la deuxième moitié des années 80, la stabilité économique s'est renforcée grâce à la mise en œuvre d'une politique de discipline budgétaire et monétaire ; les marchés de biens et de services ont été libéralisés, de même que les taux d'intérêt ; la législation du travail fait l'objet d'une refonte et la politique de change appliquée s'est fondée sur un taux de change unique et souple, établi en fonction de l'offre et de la demande réelles de devises. A partir de 1990, des réformes ont été entamées en vue de modifier le rôle de l'Etat dans l'économie. Les petites entreprises publiques ont été privatisées et les grandes entreprises ont été ouvertes au capital, ce qui a fortement stimulé les apports d'investissement étranger direct dans des secteurs stratégiques de l'économie (...) entre 1993 et 1998, le PIB bolivien a progressé de 4,6 pour cent en moyenne et le taux d'inflation annuel cumulé a été ramené en dessous de 5 pour cent. La part du commerce déclaré de marchandises dans le PIB est passée à 43 pour cent, contre environ 36 pour cent en 1993, et les courants commerciaux ont continué à se diversifier en ce qui concerne aussi bien les produits que les marchés. Le rôle de l'Etat a été réduit à un vaste programme de privatisation, et un régime d'investissement plus libéral a favorisé un accroissement considérable de l'investissement étranger direct.¹⁹²

Et l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) de l'OMC d'ajouter à ce bilan qu' :

alors que par le passé l'Etat était un important fournisseur de services, la plupart de ces activités ont maintenant été privatisées. Des mesures de vaste portée ont été prises pour renforcer le cadre institutionnel, notamment par l'adoption de nouvelles lois sur les services financiers, les services de transport et les services de télécommunication. La plupart des activités de services sont désormais ouvertes à l'investissement étranger, qui a joué un rôle important dans leur modernisation.¹⁹³

¹⁹² Organisation Mondiale du Commerce. 1999. Bolivie: examen des politiques commerciales
http://www.wto.org/french/tratop_f/tp_f/tp_109_f.htm

¹⁹³ *idem*

Ce satisfecit vaut au pays l'autorisation de procéder alors à la mise en forme, dans les années 1990, d'un DSRP. Il faut noter que la Bolivie, comptant parmi les pays concernés par la stratégie des PPTE, c'est à ce titre que le feu vert lui est donné. Pour ce faire, en 1997, le gouvernement bolivien organise un Dialogue National en vue de la préparation, selon les procédures en vigueur, d'un DSRP intérimaire. La Bolivie bénéficie alors d'une importante assistance technique étrangère. Elle est, notons-le, du groupe des pays pilotes, visés par un programme de la Banque mondiale, à savoir le Cadre de Développement Intégré (Comprehensive Development Framework).

L'initiative gouvernementale échoue faute de participation populaire suffisante et de priorités précises¹⁹⁴. Il est utile de rappeler que tout DSRP intérimaire doit décrire brièvement l'état de pauvreté du pays, les politiques pour la combattre et le projet d'élaboration du DSRP complet¹⁹⁵. Le DSRP intérimaire, en outre, voit à l'établissement d'une bonne feuille de route et d'un calendrier réaliste pour la préparation du DSRP complet¹⁹⁶. Aussi, un nouveau Dialogue National est-il convoqué en avril 2000.

Différents groupes sociaux y sont représentés : les milieux d'affaires, l'Eglise, des Organisations non gouvernementales et les partis politiques. L'objectif principal de ce nouveau dialogue étant de permettre l'identification des besoins et de la définition de politiques appropriées, les analyses du DSRP intérimaire se sont centrées naturellement sur la pauvreté.

Les études menées à cette occasion montrent que les causes de la pauvreté sont à la fois, économiques et sociales. Le diagnostic qui y apparaît, intéressant, mérite qu'on s'y arrête un peu.

¹⁹⁴ *Finances et développement*, op.cit.

¹⁹⁵ Rapport FMI et AID.2002. *Réexamen du dispositif des DSRP, principaux constats*.
<http://www.worldbank.org/intprsi/resources/383606-1092340662634/10991-findings-fr.pdf>

¹⁹⁶ FMI et AID, op.cit.
<http://www.worldbank.org/intprsi/resources/383606-1092340662634/10991-findings-fr.pdf>

Ainsi, en matière d'éducation, le DSRP intérimaire souligne que l'éducation est un élément clé dans la lutte à la pauvreté. C'est en agissant sur ce secteur qu'il est possible de mettre un terme à la transmission de la pauvreté d'une génération à l'autre. Si dans les zones urbaines, le niveau d'éducation est en constante progression, en revanche les zones rurales ne disposent pas d'infrastructures suffisantes : « At the national level, the proportion of the population over 15 years of age which reaches high school or above is 41 percent ; that proportion is of 29 percent for the poor and 58 percent for the non-poor. »¹⁹⁷

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les épidémies sont la cause principale de la mortalité infantile et maternelle à laquelle s'ajoute, entre autres, les infections respiratoires, les diarrhées et la malnutrition. On doit y ajouter la malaria, la tuberculose, le chagas etc. La malnutrition infantile toutefois sévit surtout dans les zones rurales. Ces maladies affectent principalement les enfants dont les mères ont un faible niveau d'éducation et qui vivent dans la pauvreté. En matière de services médicaux, la Bolivie connaît des lacunes très importantes :

Bolivia has only three health establishments per 10,000 habitants, one hospital bed per 1,000 habitants, and five doctors per 10,000 habitants. There are also no guaranteeing continuity in vaccination and epidemiological surveillance programs.¹⁹⁸

Il n'est pas étonnant, dès lors, que le DSRP apparaisse comme la solution aux problèmes de pauvreté. L'éradication de la pauvreté doit être basée sur une approche intégrale mêlant décisions économiques, sociales et politiques.

D'où un ensemble de propositions stratégiques avancées par le DSRP intérimaire pour combattre la pauvreté suivant le modèle de la Banque : généralisation des opportunités en faveur des pauvres, de mise en forme à leur intention, de politiques

¹⁹⁷ Republic of Bolivia.2001. *Interim poverty reduction strategy paper*. p.10.
<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

¹⁹⁸ Republic of Bolivia.2001.,*op.cit.* p11.
<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

d'aide spécifiques, promotion de la participation, réduction de la vulnérabilité des pauvres et combat contre la discrimination.

Vu l'importance de cet ensemble de mesures dans tout DSRP qui est, rappelons-le, un document stratégique qui articule les propositions et projets en faveur des pauvres, il n'est pas sans intérêt de présenter succinctement les grandes lignes du DSRP intérimaire bolivien. D'autant plus qu'une fois approuvé par la Banque, il deviendra le DSRP définitif.

Fidèle en cela au modèle général élaboré par la Banque, la création d'opportunités en faveur des pauvres figure en bonne place dans le DSRP intérimaire bolivien. Sur ce point, il est prévu de créer davantage d'emplois dans les milieux urbains et ruraux, pour engendrer ainsi une croissance économique. L'objectif poursuivi vise à développer la compétitivité dans les secteurs productifs, tout en identifiant les capacités économiques de chaque région.

Dans cette perspective, il est essentiel de préserver la stabilité macroéconomique à travers des politiques fiscales adéquates et de veiller également à réduire les dépenses fiscales pour soutenir les réformes sociales. La philosophie générale des PAS n'est pas très loin. La politique monétaire doit contribuer au maintien de prix stables et de taux de change flexible pour promouvoir la compétitivité dans le secteur externe. On prévoit également de réduire le déficit de la balance des paiements en promouvant les exportations du secteur agro-industriel, des minerais, du pétrole et du gaz ainsi que des exportations manufacturières. Et, c'est là que les aides/assistances interviennent.

En effet, pour ce qui est de l'aide directe aux pauvres, l'éducation vient en première place. Dans ce secteur, il est nécessaire de renforcer le niveau de scolarisation des défavorisés afin d'agir sur leur productivité, facilitant ainsi le développement économique sur fond d'amélioration de la santé de la population et de l'accès à d'autres services de base. Dans cet esprit, il convient de renforcer l'encadrement éducatif, d'adapter les programmes scolaires aux besoins de la population, d'introduire des mécanismes pour encourager la participation à différents niveaux d'éducation.

La santé figure, on s'en doute, au nombre des objectifs retenus par le DSRP intérimaire. L'accès des pauvres aux soins de santé, moyen essentiel de contrôle, de prévention et de traitement des maladies contagieuses est fondamental. Et pour cela il faut développer les infrastructures et créer des unités médicales mobiles dans toutes les régions du pays. Et pour contrer la malnutrition chronique et sévère qui sévit dans le pays, les mères doivent être informées et éduquées, conformément aux objectifs du *Program of Attention to Children* (PAN) destiné aux enfants en bas âge. L'effet cumulé de ces interventions, on s'en doute, ne peut qu'être bénéfique pour la productivité des bénéficiaires et favoriser leur insertion, éventuellement, dans le marché du travail.

Parmi les principales mesures envisagées au titre des autres domaines d'action prioritaires identifiées par le DSRP intérimaire (promotion de la participation, réduction de la vulnérabilité et lutte anti-discrimination), mentionnons en particulier les initiatives dans le domaine du logement, de l'accès à la propriété et de la protection des droits de propriété, dans un pays où la tenure de la terre a toujours été précaire et les questions foncières au cœur des luttes sociales menées par les pauvres. Les spoliations des pauvres ont été monnaie courante pendant toute l'histoire de la Bolivie. Que cela figure au premier plan dans le DSRP intérimaire n'étonne pas.

Ainsi, il est prévu d'assurer aux démunis de meilleures conditions de logement dans les zones urbaines en plus de réaliser des relevés cadastraux de façon à protéger les droits de propriété à la ville comme à la campagne.

Réduire la vulnérabilité des pauvres suppose, toutefois, davantage que cela. C'est pourquoi, le DSRP intérimaire inclut entre autres, des actions en matière de construction de routes, de désenclavement et de construction de systèmes de micro-irrigation, d'une part, et de réformes de l'Administration judiciaire de façon à en diminuer les coûts d'utilisation, à établir un système approprié aux activités judiciaires décentralisées, d'autre part.

Mais, parce que la discrimination sociale et, on peut même ajouter, la discrimination raciale à l'endroit des pauvres et des indigènes qui se retrouvent

massivement parmi les défavorisés, est très prononcé, le DSRP intérimaire contient des dispositions spéciales sur la question que ce soit dans le domaine de l'éducation ou de la santé. L'école, par exemple, doit être bilingue, ouverte aux filles traditionnellement laissées pour compte par le système scolaire et axée sur l'interculturel.

Et pour s'assurer que ces initiatives portent fruit, la décentralisation et la régionalisation de l'appareil gouvernemental sont retenues comme un moyen essentiel de la stratégie. Ceci pour mieux répondre aux besoins locaux, encourager la bonne gouvernance et encourager la participation des citoyens au développement de leur région. C'est le propos d'ailleurs du document intitulé The Citizens' Participation Law qui autorise le transfert de pouvoirs et de ressources aux municipalités et de la Loi sur la décentralisation administrative qui transfère et délègue des pouvoirs techniques et administratifs aux préfectures départementales. Il est également envisagé de verser des allocations compensatoires aux régions densément peuplées avec des niveaux élevés de pauvreté.

En somme, le contenu du document, il ne fait aucun doute, répond bien aux exigences de la Banque. Et ceci jusqu'aux prévisions de financement. Les projections de dépenses reposent d'ailleurs en partie sur la coopération externe telle que « codifiée » dans le document intitulé : « The New Relationship Framework between the government and the International cooperation in the 21 st century », document adopté en 1999 et centré sur la gestion des programmes et des projets. Cet alignement est repérable dans la structure du DSRP bolivien définitif tel qu'approuvé par les autorités de la Banque mondiale au mois de mars 2001.

En effet, le document suit fidèlement les « prescrits » du document de référence (sourcebook) établi par la Banque. Rappelons-le brièvement. Selon ce texte, un DSRP type comprend plusieurs parties. On y trouve d'abord un tableau général de la pauvreté, tableau indispensable à l'élaboration de la stratégie. Puis, suit la description du processus participatif où les représentants de divers milieux élaborent stratégies et politiques à suivre, points névralgiques du processus qui font l'objet d'un autre

chapitre du DSRP définitif. On y retrouve les composantes essentielles de la ligne à suivre à savoir : les politiques macro-économiques et structurelles envisagées pour soutenir la croissance, l'amélioration de la gouvernance, la politique et les programmes sectoriels, l'évaluation du coût des financements pour les principaux programmes. La partie suivante propose une évaluation des coûts et l'allocation des ressources. Enfin, les DSRP doivent comporter une partie consacrée à leur suivi et à leur évaluation.

Comme prévu, le DSRP bolivien contient tous ces points : un état des lieux de la pauvreté, les objectifs et axes stratégiques de réduction de la pauvreté, l'évaluation des coûts et l'allocation des ressources, les politiques macro-économiques et les structures envisagées, le suivi et l'évaluation etc.

Sur le plan stratégique, le DSRP prévoit d'augmenter les opportunités d'emplois et de revenus, de valoriser le capital humain en donnant la possibilité d'accéder à un enseignement primaire de qualité ainsi qu'aux soins de santé ; de fournir une meilleure protection sociale aux pauvres, tout en permettant l'intégration et la participation sociale. Parce que le DSRP bolivien est très long (il fait plus de 200 pages), nous n'en présenterons que quelques points qui nous paraissent centraux parce qu'ils sont susceptibles de renseigner sur les intentions de ses « auteurs ». Nous retiendrons les objectifs suivants : la promotion du développement, l'encouragement du développement de micro-entreprises, le développement du micro-financement et l'éducation.

La promotion du développement est l'un des points les plus importants de la stratégie. Elle nécessite la création de conditions économiques et institutionnelles adéquates afin de relancer l'emploi tout en augmentant les revenus. Dans cet objectif, le DSRP prévoit de développer et d'améliorer l'infrastructure productive, d'élargir et de renforcer l'accès aux ressources du pays, d'augmenter la compétitivité, tout en diversifiant les opportunités pour obtenir un emploi non- agricole.

Etant donné la prévalence de la pauvreté dans les zones rurales, les stratégies ont été portées naturellement à donner une priorité au monde rural. Plusieurs politiques

sont alors envisagées : le développement des réseaux d'irrigation, la régularisation des titres de propriété, l'interconnexion de la production agricole et de la commercialisation.

L'amélioration de l'infrastructure impose la construction et la conservation des systèmes d'irrigation, la construction des infrastructures agricoles de base, la conservation des réseaux électriques et le développement des services ruraux de télécommunication. La construction et le maintien des routes locales sont également pris en compte par le DSRP. De même que la réhabilitation des routes locales. La poursuite de ce dernier objectif fait appel à la participation de micro et de petites entreprises (MSE's). Vu que la maintenance des routes locales requiert des dépenses annuelles estimées à 40 millions de dollars¹⁹⁹, cela ne peut qu'être bénéfique en termes de création d'emplois tout en contribuant, et c'est important, à l'essor du secteur privé, contribuant ainsi au renforcement de l'économie de marché.

La construction de systèmes d'irrigation est un objectif qui répond à l'exigence de développer les capacités productives du pays. Elle doit être concentrée dans les zones à fort potentiel. A ce sujet, il faut noter que le potentiel irrigable de la Bolivie est de 1,5 millions d'hectares dont seulement 245 600²⁰⁰ ha sont irrigués. Toute politique dans ce domaine aura nécessairement des effets directs à court et à long terme sur l'emploi agricole, sur la pauvreté et sur la production agricole. Mais, pour y arriver, il faudra prévoir la mise en place d'un système d'assistance technique.

Le renforcement de l'accès aux ressources dans le secteur agricole impose la régularisation des titres de propriété dans les zones rurales. Des restrictions doivent être imposées au niveau des investissements et de l'accès à la propriété. La sécurité légale vise à attirer l'investissement dans les zones rurales ainsi qu'à atteindre un développement économique durable.

¹⁹⁹ Republic of Bolivia. 2001. *op. cit.* P. 65
<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

²⁰⁰ Republic of Bolivia. 2001. *op. cit.* p. 63.
<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

En outre, la compétitivité du secteur agricole sera renforcée par l'interconnexion effective de diverses phases de production et de marketing. Cette interconnexion représente une diminution des coûts de transaction, dont la finalité est la production d'une grande quantité de biens à bas coûts pour améliorer la compétitivité. L'identification de filières agro-alimentaires spécifiques et la constitution de réseaux d'exportation agricole sont des éléments importants de cette stratégie axée sur les Plans de l'agriculture nationale et départementale ainsi que sur le développement rural. Les plans départementaux identifient le potentiel productif des ressources, établissent et développent des réseaux de production possible qui garantissent l'intégration des produits régionaux. L'implantation de réseaux de production nécessite également l'identification des restrictions et des faiblesses des chaînes de production.

La diversification des offres d'emplois dans des secteurs non agricoles, dans la perspective du DSRP, est un élément important de réduction de la pauvreté, d'autant plus qu'il y a des gens, dans les zones rurales, qui n'ont pas d'emploi dans le secteur agricole et qui, de ce fait, ont davantage de difficulté à sortir de la pauvreté. La diversification non agricole inclut des programmes spécifiques sur la promotion du processus de production agricole. Ceci permet de faciliter leurs marchés, de favoriser la participation dans le marché domestique et d'ouvrir des opportunités sur les marchés étrangers.

La promotion du développement de micro et petites entreprises (MSE's) est l'un des principaux instruments de la politique du gouvernement pour transformer la production et combattre la pauvreté. Le secteur de la micro et de la petite entreprise doit être organisé de façon à la rendre compétitive et intégrée, d'une part, et à s'assurer de sa contribution à une croissance économique durable et équitable, d'autre part.

Le DSRP considère le MSE comme un secteur capable de promouvoir une croissance et de générer une force de travail stable et productive. Les objectifs sont les suivants : créer un environnement compétitif pour la performance du MSE,

promouvoir le développement de services de marchés non financiers pour répondre aux besoins du secteur, développer les capacités d'organisations publiques et privées supportant la micro-entreprise. Les opérations du MSE sont déterminées par une régulation légale et institutionnelle de réseaux dans lesquels elles opèrent, aussi bien que par les infrastructures utilisées. Les opérations des micro et petites entreprises imposent la simplification, la modernisation et l'adaptation du système légal courant, selon les caractéristiques des petites entreprises. Il s'agit bien, notons-le, d'efforts pour « formaliser » des pans entiers du secteur informel. La formalisation des activités de ces entreprises impose l'évaluation des règles qui définissent le système commercial et les licences. L'élargissement de l'infrastructure de production dépend des plans d'investissement public et des programmes instaurés par les municipalités.

On le voit bien, cet ensemble de mesures envisagées ne peut qu'arrimer davantage l'économie bolivienne au mouvement de l'économie mondiale grâce à l'effet combiné d'un renforcement du rôle du secteur privé dans l'économie du pays et à l'ouverture sur le monde sur fond de promotion des exportations agricoles et non agricoles et de la constitution d'une force de travail proprement qualifiée et bon marché. L'essor de la production agricole aidant, il s'ensuit que le coût de reproduction de la force de travail s'abaissera nécessairement, sans compter le fait d'une législation du travail très contraignante.

Toutefois, pour arriver à cette fin, il est fondamental de promouvoir le développement de services non-financiers. C'est à cette condition que peuvent être atteintes la hausse de la productivité des MSE et la qualité des biens et services offerts.

Le DSRP identifie deux actions pour promouvoir ce développement : les services d'assistance technique nécessaires à la gestion d'affaires ; l'information et le marketing coordonnant la production artisanale à travers des programmes pour les artisans et la petite industrie. Le DSRP promeut le développement des affaires et des services micro-financiers pour améliorer la compétitivité et le soutien des micro-entreprises. A cette fin, il est proposé d'élargir et de consolider un réseau de services

d'information. Deux axes d'intervention sont envisagés : la coordination des efforts entrepris entre le gouvernement, le MSE et les agences de coopération internationale dans l'implantation de projets créateurs de travail et le renforcement institutionnel des institutions financières servant le MSE rural et urbain.

Cette coordination assure leur participation dans des projets d'investissement et maintient une infrastructure productive. L'objectif est de permettre la participation du MSE dans la construction et la maintenance de routes locales, travaux de micro-irrigation et systèmes sanitaires de base. Dans un réseau décentralisé, ces possibilités doivent être conformes aux priorités des municipalités.

Il est important de réaliser que la promotion de la micro-entreprise est liée étroitement aux politiques de micro-crédit et de micro-finance. La micro-finance couvre différents services nécessaires à certains groupes, notamment la population rurale traditionnellement mise à l'écart du système financier.

Pour assurer l'accès aux crédits dans les zones urbaines et rurales, le DSRP propose de diversifier et d'élargir la couverture des micro-crédits dans ces zones, de renforcer les réseaux institutionnels et régulateurs.

Le renforcement des réseaux institutionnels permet d'assurer des prêts aux petits producteurs urbains et ruraux. Dans ce but, les crédits pour les petites et micro-entreprises devront être accordés aux zones urbaines et des prêts assurés aux petits fermiers. Dans les zones rurales, il faut soustraire les institutions financières de la supervision de la super-intendance des banques et des institutions financières. Des mécanismes devront être mis en place en conséquence pour superviser ces entités. L'objectif est de créer des conditions attractives pour que les institutions financières opèrent dans les zones rurales.

L'éducation est un autre domaine d'intervention ciblé dans la lutte à la pauvreté. Ainsi, le DSRP prévoit de transformer l'accès et la qualité de l'éducation. Et, pour s'assurer de la bonne marche du système d'éducation, le pouvoir de régulation et de supervision des autorités gouvernementales devra être renforcé. Ce qui est visé avant tout c'est le développement de la productivité de la main-d'oeuvre. L'éducation,

notons-le, facilite la croissance du marché du travail ainsi que celle des opportunités. A moyen terme, selon le DSRP l'emphasis sera mise sur l'éducation des enfants âgés de plus de six ans, d'une part, et la coordination entre l'école secondaire, les autres niveaux et le marché du travail, d'autre part. Pour les adultes, il faudra se centrer sur la population économiquement active, particulièrement sur les filles. Le développement du secteur du travail doit se faire à travers un effort conjoint entre l'Etat et l'économie. La réforme éducative doit permettre d'avoir un excellent secteur public et des institutions privées susceptibles de contribuer au développement technologique et à la recherche.

Le nouveau cursus devra refléter la diversité culturelle de la société bolivienne, refléter les besoins éducatifs et s'inspirer des exigences du développement régional et national. Il reconnaît les étudiants en tant qu'individus qui se construisent à travers leur expérience d'apprentissage et prône le recours à une pédagogie bilingue pour les citoyens dont la langue maternelle n'est pas l'espagnol.

Cette transformation commence au niveau de l'école primaire et repose sur une formation spécifique des professeurs. Ce processus devrait continuer aux niveaux secondaire et universitaire, en accord avec les demandes du marché du travail et des besoins locaux.

La formation des professeurs, élément essentiel de la réforme du système d'éducation, est fondamentale dans l'esprit des promoteurs du DSRP. Aussi, est-il prévu de confier la gestion des Ecoles normales aux universités et de mettre en place des programmes de formation continue au niveau universitaire, surtout de celles (les universités) qui proposent de développer des méthodes de révision des cours donnés par les professeurs.

Bien d'autres aspects de l'éducation sont pris en compte qu'il est fastidieux de présenter en détail. Notons en particulier l'accent qui est placé sur l'éducation technique et professionnelle. Des projets dans le domaine en milieu rural sont promus. Il est notamment prévu de transformer les écoles rurales en Instituts de

formation professionnelle et technique dans la perspective d'une diversification des activités productives dans les régions concernées.

En définitive, ces interventions en éducation sont bien indissociables du « développement » souhaité de l'économie bolivienne. La « constitution » d'une main-d'œuvre nombreuse et qualifiée ne peut qu'intéresser des investisseurs potentiels toujours à la recherche de travailleurs compétents et disponibles à faibles coûts. La mise en valeur du capital, en ces temps dits de mondialisation, ne peut qu'en bénéficier. Ceci d'autant plus qu'à cette période, l'an 2001, Evo Morales n'est pas encore président et que l'économie bolivienne, conséquence des PAS, est une économie largement ouverte aux investissements directs étrangers (IDE).

Les mécanismes d'allocation des ressources pour réduire la pauvreté sont estimés à 1,573 milliards²⁰¹ de dollars pour la période comprise entre 2001 et 2015. Entre 2001 et 2006, l'investissement privé est évalué à 4,363 milliards²⁰² de dollars.

La stratégie d'interprétation de toutes ces dispositions a pour finalité d'augmenter la productivité du travail, ce qui s'inscrit dans l'objectif de l'ordre mondial, qui est celui du capitalisme. L'importance de la main d'œuvre à l'ère de la mondialisation témoigne de la primordialité de la matière grise. Ceci est fondamental pour augmenter la productivité en intervenant sur la productivité du système capitaliste. L'objectif poursuivi est d'avoir une masse importante dans le monde, afin d'accumuler le plus de capital possible. Ceci permet d'alléger le niveau de vie des populations pauvres, mais ce n'est pas une finalité en soi.

²⁰¹ Republic of Bolivia. 2001. *op.cit.* p.161.
<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

²⁰² *idem*

3.3 Essai de bilan provisoire

Au terme de cette présentation partielle des objectifs du DSRP bolivien, qu'est-ce qui en ressort ? Nous serons brefs. Elaborer tous les résultats du DSRP bolivien serait trop long et sortirait du cadre restreint d'un mémoire de maîtrise. Aussi, ce qui suit ne peut être qu'un bilan provisoire et limité.

Ce qui frappe d'abord c'est que, compte tenu de la durée d'application des politiques concernées (3ans), il est difficile d'en évaluer l'impact sur la pauvreté en Bolivie. Toutefois, on peut supposer que rien de significatif n'a été atteint sur ce plan. A ce sujet l'élection d'Evo Morales sur un programme de restructuration sociale quasi-révolutionnaire est une bonne indication de « l'immobilisme » en matière de réduction de la pauvreté. La mobilisation populaire derrière cette victoire électorale, signe de l'impatience des masses, traduit bien les limites de cette stratégie réformiste. Car c'est bien le réformisme que promeuvent les DSRP. Nous avons suffisamment mis en relief le fait central de la stratégie, à savoir l'acceptation de la pauvreté comme une situation inévitable et, pourtant, insoluble.

En revanche, il apparaît nettement, au vu des résultats atteints dans des domaines ciblés par le DSRP bolivien, que des conditions essentielles de resserrement de l'insertion de la Bolivie dans l'économie mondiale ont été renforcées.

3.3.1 Le DSRP bolivien : un PAS « masqué »

Le resserrement de l'insertion de la Bolivie dans l'économie mondiale tient d'abord à ce que le DSRP bolivien est en fait un PAS « amélioré ». En effet, les DSRP, et c'est fondamental, continuent et confortent les politiques macroéconomiques en vigueur au temps des PAS.

C'est la dimension stratégique des DSRP, leur objectif central.

Et, la sollicitude pour les pauvres n'est, à l'analyse, que la réponse de la Banque aux critiques adressées aux PAS traditionnels. Il n'y a pas de rupture avec la philosophie des PAS :

« the BPRS is established within a context of macroeconomic balance. This means that actions defined in the Strategy must not undermine the fiscal, monetary, commercial and financial policies of the Bolivian Economic Program (PEB) and that a deepening of structural reforms to stimulate growth is assumed. »²⁰³

Le DSRP bolivien n'en fait aucun mystère d'ailleurs. N'y lit-on pas en effet que :

Beginning in 1985, the government began the structural reforms that made it possible to stabilize the economy and bring about conditions conducive to growth. These reforms redefined the role of government, turned the economy toward a free market direction, and promoted opening to the rest of the world. Actions were established to liberalize markets for goods and factors, open the economy to foreign trade, and liberalize the financial system (...) Expenditure control and reduction measures were applied to maintain a sustainable deficit level, as was strict control of monetary issue through restrictions on domestic credit from the central bank. (...) Market liberalization began with government deregulation of domestic prices to enhance the transparency of operations carried out by economic agents involved on the goods and services market. On the labor market side, flexibility was enhanced by deregulating hiring and by consolidating special bonuses into the basic wage. In this way, prices regained their capacity to send adequate signal to economic agents (...) Opening the economy to foreign trade made it possible to reduce the production costs of tradables. Customs tariff dispersion was eliminated, quasi-tariff barriers were reduced, and a tariff system featuring low, uniform rates was adopted²⁰⁴

Il est donc essentiel de maintenir le cap et de consolider les acquis des Programmes d'ajustement structurel. Tels sont, à notre avis, la philosophie et les postulats de base des DSRP :

Maintaining a stable macroeconomic environment and greater legal security will provide the opportunity to attract more domestic and foreign investment, which will be important to raising the quality of employment. In addition, incentives and programs to support MYPEs, the development of productive infrastructure and commercialization, particularly in transport and rural electrification, will generate

²⁰³ Republic of Bolivia, op.cit, p.194. (souligné par nous)

²⁰⁴ . *Ibid* Pp.18-19

<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

opportunities for the poor to increase their incomes and obtain access to sources of employment.²⁰⁵

Et le DSRP de renchérir en affirmant que:

« Growth in the economy is based on the following factors : macroeconomic policy and regulations on attracting investment and the sectoral regulatory system ; the contribution of the current BPRS in more labor-intensive and traditional small-scale-sectors ; and the dynamic performance of the modern sectors of the economy. »²⁰⁶

Les autorités de la Banque mondiale ne le cachent pas, d'ailleurs. Dans une publication de cette institution sur la Bolivie faisant état des conditions nécessaires à l'essor du mouvement des affaires, on y trouve les recommandations suivantes :

« simplifying procedures and lowering the cost of business registration...

.....
 "increasing participation in world markets in particular through enacting free trade agreements that will deepen exports and promote investment and technology transfer."²⁰⁷

Ne nous y trompons pas. Il est clair que, selon cette stratégie, l'espace bolivien doit être structuré de façon à être une terre d'accueil pour les investissements tant domestiques qu'étrangers, d'une part, et être un espace ouvert, une économie tirée par les exportations selon les exigences de cette « nouvelle » phase du développement de l'économie mondiale, à savoir, la mondialisation, d'autre part. Le développement des PVD doit être un développement tiré par les exportations (export-led development), selon les termes du DSRP bolivien :

« Macroeconomic conditions (y lit-on) such as continued stability constitute the necessary basis for instilling a minimum level of confidence in those who participate in productive activities. The adoption of an exchange policy without great delays,

²⁰⁵ Republic of Bolivia. 2001. *op.cit.* p.198.

<http://imf.org/external/np/prsp/2001/bol/01/033101.pdf>

²⁰⁶ *idem*

²⁰⁷ World Bank, *Bolivia Poverty Assessment: Establishing the basis for pro-poor growth*, Washington D.C, World Bank, 2005.

combined with a policy of tax neutrality, promotes exports, along with a commercial policy of effective opening of markets for both non-renewable natural resources like hydrocarbons and minerals and goods that come from agriculture or goods that incorporate higher added value, whether from agribusiness or manufacturing’²⁰⁸

Il y a mieux.

3.3.2 Des résultats révélateurs

A part la détermination d’objectifs précis, les DSRP fixent en même temps les modalités d’évaluation des progrès réalisés. Et, à cette fin, définissent certains indicateurs de performance au regard de trois types de résultats, soit a) des indicateurs d’impact (impact indicators), b) des indicateurs de résultats (outcome indicators), et c) des indicateurs intermédiaires (intermediate indicators). La dimension temporelle est centrale, les évaluations concernant les différentes étapes prévues étant réparties entre le moment de la mise en œuvre du DSRP et la fin de la stratégie.

Compte tenu du temps écoulé depuis le début du lancement du DSRP bolivien et du très grand nombre de variables impliquées, il est hors de question de présenter, dans le cadre de ce mémoire, un tableau complet des résultats atteints. Nous nous pencherons sur la situation de deux secteurs, à savoir l’éducation et la santé. Pour une raison en particulier : leur relation avec la place de la Bolivie dans l’économie mondiale.

Les résultats atteints dans ces domaines vont dans le sens d’une consolidation de l’insertion de l’économie bolivienne dans l’économie mondiale par action en renforcement de l’offre du travail (the supply of labor), une fois reconduites les politiques macroéconomiques. Un document officiel de la Banque mondiale qui se penche sur les contraintes qui pèsent sur l’accumulation du capital humain en Bolivie

²⁰⁸World Bank, *Bolivia Poverty Assessment: Establishing the basis for pro-poor growth*, Washington D.C, World Bank, 2005. pp.197-198

(*Constraints to Human Capital Accumulation*) l'indique clairement²⁰⁹. Dans la perspective d'un resserrement de l'intégration à l'économie mondiale, se posait la nécessité d'une intervention au niveau du capital humain. Bien qu'orientée vers les pauvres, la poursuite de la réalisation des objectifs en éducation et en santé a donné des résultats intéressants selon les évaluations de la stratégie, contribuant ainsi à hausser, à long terme la productivité générale de la main d'œuvre sans que pour autant il y ait eu de répercussions notables sur la pauvreté tant urbaine que rurale.

Un fait, cependant, doit orienter notre appréciation : les programmes et politiques présentés dans le DSRP poursuivent des objectifs et programmes antérieurs au DSRP. Comme le dit un document de l'UNICEF : « ...the PRSP (bolivien) did not introduce any new policies or programs in health or education ...it (only) provided additional financial resources to existing ones. »²¹⁰

Ceci est vrai pour plus d'un objectif du DSRP. Le même rapport n'affirme-t-il pas à propos du taux de mortalité chez les enfants de moins d'un an :

« The mortality rates for children under one year old were reduced by the 44 % during the 1989 to 2003 period. However, mortality rates seem to have been already following a downward trend since 1989, well before the PRSP was implemented. Even if there is a slightly higher rate of decrease after 1998, again it is difficult to attribute it solely to the implementation of the PRSP. »²¹¹

Tel est également le cas avec le développement de la microfinance, un secteur pris en compte dès 1993 par la Nouvelle Loi Bancaire :

« la définition (de ce) nouveau cadre légal et réglementaire s'est traduite par un fort développement du secteur de la microfinance : plusieurs fonds financiers privés se sont créés par la suite, et plusieurs coopératives d'épargne crédit, ainsi que des banques commerciales, ont développé des services de microfinance. »²¹²

²⁰⁹ Cf World Bank, *Bolivia Poverty Assessment: Establishing the basis for pro-poor growth*, Washington D.C, World Bank, 2005, p.41.

²¹⁰ Unicef, *Assessing the impact of PRSP's on child poverty: the case of Bolivia*, New York, Unicef, 2003, p.21.

²¹¹ *Ibid*, p.23.

²¹² Cf. www.microfinancement.cirad.fr/fr/news 2001, p.2.

Ces précisions faites, quel tableau pouvons-nous dresser de la situation bolivienne après la mise en application du DSRP ?

Dans le domaine de l'éducation, le DSRP a permis la réalisation de légers progrès. Le taux d'alphabétisation des adultes, en effet, est passé de 86%²¹³ en 2000 à 87%²¹⁴ en 2004. En outre, le taux d'inscription à l'école primaire pour la période 1995-2001 est de 91%²¹⁵ et pour 2000-2005 il passe à 95%²¹⁶. Dans ce domaine, on peut noter que le taux d'alphabétisation chez les hommes est supérieur à celui des femmes. En effet, en 1990, il est de 87%²¹⁷ chez les hommes contre 70%²¹⁸ chez les femmes. En 2000, ce taux est respectivement de 92%²¹⁹ et de 79%²²⁰, alors que pour 2000-2004, il atteint les 93%²²¹ chez les hommes et 81%²²² chez les femmes. On peut en conclure que dans ce domaine, le DSRP bolivien engendre une légère amélioration du niveau d'alphabétisation auprès des adultes.

Concernant le taux de scolarisation dans le primaire, pour la période comprise entre 1995-1999, il est de 97%²²³ chez les garçons et les filles. Pour 2000-2005, le taux de scolarisation des filles en pourcentage de celui des garçons est de 99%²²⁴ dans le primaire. Il faut noter, toutefois, que le taux net d'inscription/fréquentation à l'école primaire est de 78% pour 200-2001. Il est pratiquement le même (78% pour les garçons et 77% pour les filles) entre 1996 et 2005²²⁵. Dans le secondaire, le taux

²¹³ UNICEF. 2004. *Situation des enfants dans le monde*. Rapport Unicef .p.96.

<http://www.unicef.org/french/nutrition/files/publications>

²¹⁴ *idem*

²¹⁵ *idem*

²¹⁶ *idem*

²¹⁷ *idem*

²¹⁸ *idem*

²¹⁹ *idem*

²²⁰ *idem*

²²¹ *idem*

²²² *idem*

²²³ *idem*

²²⁴ *idem*

²²⁵ Unicef .En bref: Bolivie –statistics, p.5

http://www.unicef.org/french/infobycountry/bolivia_statistics.html

de scolarisation est de 74%²²⁶ chez les garçons et de 73%²²⁷ chez les filles de 2000 à 2005. En revanche, le taux de fréquentation net dans le secondaire pour la période 1996-2005 pour les hommes est de 57% et de 56% pour les femmes²²⁸.

Un rapport de l'Unicef, cependant, tempère tout optimisme que pourraient créer ces chiffres :

« Taken together with the (albeit imprecise) estimates from the indicators in the PRSP, (the data) show a steady improvement in the education sector in Bolivia. Neither the trend in net enrolment rate nor the trend in the drop out rate seems to have changed dramatically after the onset of the PRSP in 2001. »²²⁹

Les progrès dans le domaine sont on ne peut plus évidents depuis la mise en œuvre du DSRP bolivien, même si rien de révolutionnaire n'ait découlé de cette intervention en éducation. La scolarisation des enfants et l'alphabétisation des adultes ont progressé de façon satisfaisante.

La contribution potentielle à la formation à long terme d'un capital humain, numériquement important, doté de caractéristiques intéressantes, est incontestable. Particulièrement à un moment où les investissements directs étrangers dans certains secteurs économiques, notamment dans les mines, les hydrocarbures, etc., sont en hausse.

La contribution du DSRP bolivien à la formation du capital humain pour en hausser la productivité est également affaire d'intervention dans le domaine de la santé. Qu'en a-t-il été ?

En santé, le DSRP a permis de diminuer le taux de mortalité infantile, puisqu'il est passé de 60% en 2001 à 52% en 2005. Il était cependant, notons-le, de 89% en 1990.

²²⁶ UNICEF.2004. *Situation des enfants dans le monde*.Rapport Unicef .p.96.
<http://www.unicef.org/french/nutrition/files/publications>

²²⁷ *idem*

²²⁸ Unicef .*En bref: Bolivie –statistics*, p.5
http://www.unicef.org/french/infobycountry/bolivia_statistics.html

²²⁹ Cf, Unicef, *Assessing the impact...*, op.cit, p.36.

A ce sujet, il est utile de rappeler que le DSRP bolivien fixe comme objectif à atteindre au titre des indicateurs de résultat (outcome indicators) en matière de mortalité infantile la réduction de cette dernière d'un taux de 67 ‰ (taux de 1998) à un taux de 40 ‰ en 2015²³⁰. Il est intéressant de noter, toutefois, que les progrès en ce domaine ont été plus importants entre 1990 et 2001. On passe en effet d'un taux de 89% en 1990 à 60% en 2001.

Le taux de mortalité des moins de cinq ans a diminué également passant de 77% en 2001 à 65% en 2005 (89% en 1990), c'est-à-dire de 21 000 décès à 17 000. Le pourcentage de nouveaux-nés présentant une insuffisance pondérale est de 8% dans la période 1995-2000 et de 7% en 1998-2005. Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans souffrant d'une insuffisance pondérale modérée et grave est de 10% et de 2% de 1995 à 2001, contre 8% et 1% en 1996-2004. L'espérance de vie à la naissance est passée de 63 ans à 65 ans entre 2001 et 2005.

Ces résultats, cependant, doivent être nuancés. On ne saurait en imputer la cause au DSRP, selon un rapport de l'Unicef. On y lit, en effet, en référence à une évaluation :

« The indicators...follow a general trend. It can be observed that for most of the indicators, there has been a substantial growth for the period 1996-2001. However, it is worth noting that in the year 2001 most of the indicators for the period 2001-2003 has been modest. »²³¹

L'on doit également tenir compte dans l'appréciation de ces résultats de ce que le DSRP poursuit d'autres objectifs dont l'effet cumulé ne peut que conduire à cet état de choses. C'est ainsi que des améliorations en matière d'insuffisance pondérale à la naissance de l'ordre de 6% en 2001 à 4% en 2003-2004 avaient été fixées²³². Il en est de même d'autres objectifs, notamment en ce qui concerne les soins prénataux offerts

²³⁰ Unicef, *Assessing the impact of PRSP on child poverty : the case of Bolivia*, New York, Unicef, 2003.

²³¹ Cf. Republic of Bolivia, *op.cit.*, p.182.

²³² L'objectif était de passer du taux de mortalité pour 1990 de 390 pour cent mille naissances à 200 pour 100 000 naissances en 2015. Cf, *ibid*, p.176.

aux femmes enceintes (avec effets, bien sûr, sur le taux de mortalité de ces dernières)²³³. Et, on pourrait ajouter à ces facteurs positifs, le développement des infrastructures sanitaires. 85% de la population a accès en 2004 à des sources d'eau potable améliorées, avec des répercussions directes, on s'en doute, sur la santé publique. Toutefois, force est de constater que les zones urbaines sont privilégiées par rapport aux zones rurales. En effet, 95% de la population urbaine utilise des sources d'eau potable améliorée en 2000, contre 64% dans les zones rurales. Cet exemple témoigne bien des lacunes persistantes au niveau des campagnes qui sont généralement défavorisées. Ce décalage est plus flagrant en ce qui concerne le pourcentage de la population ayant accès à un assainissement adéquat : 86 % de la population urbaine contre seulement 42% de la population rurale.

Malgré tout, et bien qu'il y ait encore matière à progrès, à long terme l'état de santé de la population ne peut qu'en bénéficier, améliorant du même coup la productivité générale du travail tout en assurant la reproduction de la main-d'œuvre.

En dernier lieu, et bien que nous y ayons déjà fait allusion, penchons-nous sur la micro-finance. Rappelons que le DSRP bolivien lui accorde une place importante dans la lutte contre la pauvreté puisqu'il s'agit de conforter et d'élargir la place des petites et moyennes entreprises dans l'économie bolivienne consolidant du même coup le capital privé.

Dans le domaine du micro-financement, la Bolivie occupe une place particulière, dans la mesure où « (c') est un pays généralement présenté comme une success story de la microfinance, où le gouvernement a opté pour un cadre légal et réglementaire en apparence favorable au développement du secteur. »²³⁴ C'est à partir de 1985, que le secteur financier commence à se libéraliser. Comme dans la plupart des pays en voie de développement, le secteur microfinancier est un moyen potentiel d'émancipation économique et sociale. Les institutions de micro-financement (IMF), en effet,

²³³ Cf. Republic of Bolivia, *op.cit*, p.176.

²³⁴ Poursat, Christine. , « Cadre légal et réglementaire, étude de cas, Bolivie. » dans *BIM* no 139. 13 novembre 2001.
http://www.microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim.2001_.

permettent aux populations d'accéder à des services financiers. Afin de financer la micro-entreprise :

des organisations spécifiques de micro-financement ont été créées, ayant comme objectif principal de capter des ressources financières, que ce soit l'épargne locale ou des ressources externes pour les distribuer sous forme de petits crédits, principalement à court terme aux pauvres micro-entrepreneurs.²³⁵

La Nouvelle Loi Bancaire de 1993 introduit dans les institutions financières celles qui sont à but non lucratif. Dès lors, il y a les institutions bancaires et non bancaires, parmi lesquelles les Fonds financiers privés qui sont : « des entités financières non bancaires, dont l'objectif principal est la mobilisation de ressources au profit de micro et petits emprunteurs dont les activités sont situées en milieu rural aussi bien qu'urbain. »²³⁶ Ce qui permet d'inclure dans la législation le concept de microfinance.

Sur le plan de la réglementation, les lois boliviennes ne favorisent pas la microfinance par rapport à l'ensemble du secteur financier. Toutefois, notons que l'évolution du secteur microfinancier montre que :

-il y a un élargissement de l'offre dans le sens où le secteur s'est développé fortement (plus de 200 000 emprunteurs, dans un pays de 8 millions d'habitants). Une conséquence claire de la mise en place de ce nouveau cadre légal et réglementaire a été que l'essentiel du secteur de la microfinance concerne à présent des institutions formelles. La réglementation et supervision en Bolivie se révèlent non seulement favorable au développement des ONG impliquées dans la microfinance, mais permet également l'entrée des Banques commerciales et autres institutions financières.²³⁷

Cependant, les portefeuilles de crédits ont connu une détérioration à partir de 1997 dans la mesure où il y a eu

(une) saturation croissante des marchés urbains et (un) surendettement des clients. Ce phénomène de saturation du marché de la microfinance en milieu urbain implique (...) une détérioration du portefeuille de crédits et une croissance réduite. De fait, l'analyse du marché montre que plus qu'une véritable saturation du marché, il

²³⁵ Adams, Mia. 2006. *La micro-finance : un outil de développement dans un contexte de lutte contre la pauvreté*. En ligne <http://www.globenet.org/archives/web/2006/micro.html>

²³⁶ Poursat, Christine, *op.cit.* P.2

²³⁷ *ibid.*, p.3.

s'agit d'une conséquence de la politique agressive des nouveaux acteurs sur ce marché.²³⁸

- Ceci est en partie du à des problèmes de gestion des ONG microfinancières :

« une analyse (lit-on dans une étude) sur la durée montre que les problèmes de gouvernance perdurent en général, et ce quelle que soit la structure juridique adoptée (car) le secteur (...) manque toujours d'investisseurs financiers privés solides. »²³⁹

-Il faut noter également les difficultés de ces intervenants (les IMF) à mobiliser l'épargne :

l'épargne est restée un produit secondaire pour les IMF (Institutions de microfinancement), ce qui s'explique par plusieurs facteurs (compétences spécifiques pour développer l'épargne et capacités administratives des FFP limitées, et non supérieures à celles des ONG ; faible besoin des institutions de diversifier leurs ressources financières, jusqu'à une date récente.²⁴⁰

Malgré ces « ratés », les IMF, et c'est fondamental, sont une preuve de la capacité des pauvres à épargner malgré le peu de moyens dont ils disposent. De plus, ils sont capables de rembourser les intérêts pour avoir accès aux activités économiques.

Les objectifs des IMF, rappelons-le, sont de « rendre les services financiers accessibles au plus grand nombre possible de gens pauvres (...), les institutions de micro-financement doivent être aussi compétitives que possible et financièrement viables, c'est-à-dire rentables. »²⁴¹

Ces services financiers sont un moyen utilisé pour financer les activités économiques des populations pauvres, exclues des services bancaires traditionnels. Ces projets de développement ont été conçus et réalisés par les ONG qui ont instauré

²³⁸ Poursat, Christine, *op.cit*,p.3

²³⁹ *idem*

²⁴⁰ *ibid*, p.4

²⁴¹ Adams, Mia. *Op.cit*, p.3

« des méthodes non traditionnelles de couverture de risque telles que la caution solidaire, les pressions sociales ou les garanties personnelles. »²⁴²

Il est certain, vu ses moyens limités, que le microfinancement ne peut pas répondre à tous les problèmes liés à la pauvreté. Serait-ce un moyen de formaliser des pans entiers du secteur informel et de contribuer à l'extension des rapports capitalistes à des secteurs sociaux non intégrés à la sphère de domination du capitalisme ?

Nous le pensons, car il est certain que cela ne peut qu'élargir et consolider l'espace occupé par le secteur privé bolivien, entreprises de production et institutions financières toutes catégories incluses. En outre, ces développements, parce qu'ils permettent d'augmenter la productivité des entreprises et d'améliorer la qualité des produits destinés à l'exportation, sont une contribution, d'un certain point de vue, à la reconduction de l'extraversion économique de la Bolivie.

En définitive, il apparaît bien, au terme de ce bilan limité et provisoire, que la stratégie des DSRP, parce qu'elle poursuit et renforce la stratégie des PAS, ne saurait être une véritable politique de développement économique ni de réduction de la pauvreté.

L'économie bolivienne peine encore à atteindre des taux de croissance suffisants pour avoir des effets d'entraînement sur le niveau de vie des pauvres. Le taux de croissance du PIB bien que positif –il est passé d'un taux annuel moyen de croissance de -1.1% pour la période 1970-1990 à un taux annuel moyen de croissance de 1.3% pour la période 1990-2005²⁴³. Il nous semble évident, à l'analyse, que la finalité du DSRP est bien le resserrement de l'arimage des économies des PVD concernés à l'économie mondiale. Et, à ce titre, il n'est pas exagéré d'affirmer que c'est la reproduction du système mondial qui en bénéficie, sur fond, on pourrait le dire, de reconduction du rapport dominant/dominé, rapport qui est, nous le savons, au fondement du système mondial.

²⁴² Adams, Mia. *Op.cit*, p.4

²⁴³ Cf. *Unicef en bref: Bolivie-statistics*, *op.cit*, p5.

CONCLUSION

Dans le présent mémoire, nous avons cherché à prendre la mesure de la nouvelle stratégie de développement –les DSRP- prônée par les institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, stratégie axée sur la réduction de la pauvreté et appliquée à une « classe » de pays appelés les Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Notre objectif a été d'en faire un bilan provisoire à partir d'un cas, la Bolivie, un pays où la pauvreté est très importante et où a été mis en œuvre un DSRP.

Parce que cette stratégie de réduction qui vise un groupe restreint de pays, notons-le, fait l'impasse sur l'extension de la pauvreté dans le monde aujourd'hui, particulièrement dans les PVD, le tableau général de la pauvreté dans le monde présenté au premier chapitre illustre bien le fait que l'élimination de la pauvreté dans les PVD n'est pas un objectif.

François Chesnais le montre bien dans son article publié dans les *Temps modernes* : `` Le capital rentier aux commandes``. Pour lui, en effet, ``les pays dits en développement n'intéressent les groupes industriels des pays avancés qu'à trois titres...celui traditionnel des sources de matières premières ... (pour la taille de leurs marchés intérieurs ... finalement comme lieu d'implantation) des industries intensives en main d'œuvre ...

...Nous avons assisté, poursuit Chesnais, sur vingt ans à la réapparition dans les pays pauvres des pires fléaux de malnutrition, voire de famine, de maladies et de pandémies dévastatrices²⁴⁴.

Ne nous y trompons pas, la mondialisation du capital ... a accentué les facteurs de hiérarchisation entre pays : « l'abîme qui sépare les pays qui

1 François Chesnais, « Mondialisation: le capital financier aux commandes » dans *Les temps modernes* no 607, janvier -février 2000, pp.33-34.

appartiennent aux pôles de la Triade de ceux qui subissent la domination du capital financier sans retour... s'est accru continuellement depuis vingt ans. »²⁴⁵

L'exclusion de la majorité des PVD, alors que les taux de pauvreté sont très élevés et loins d'être résorbés, en est un indice. Les mécanismes à l'œuvre dans le système mondial depuis des siècles –et, c'est là le plus fondamental– empêchent toute solution définitive de cette situation, à moins d'un bouleversement radical, fort improbable, au demeurant. La stratégie orientée vers les PPTE nous interpelle. La fragilité de ces derniers et les menaces qui, potentiellement, en découlent pour la stabilité du système-monde expliqueraient-elles pareille sollicitude ? Nous le croyons. Et la multiplication, aujourd'hui, des opérations de maintien de la paix en est un indice. Cette politique (les DSRP) est dangereuse. Elle est le « paravent » derrière lequel se cachent des projets particuliers destinés à resserrer l'insertion des PVD visés dans l'économie mondiale et à organiser leur « sujétion » à l'ordre mondial du capitalisme.

Le cas bolivien illustre bien le drame des pays dominés, pris dans les rets de la dynamique des rapports de domination si caractéristiques de l'économie mondiale. Le deuxième chapitre l'établit bien à partir d'une prise en compte de l'histoire de la Bolivie. De l'indépendance à nos jours, l'insertion du pays dans l'économie mondiale a renforcé l'extraversion de l'économie entraînant paupérisation de la majorité de la population et maintenant le pays dans le sous-développement. Et les nombreux programmes d'aide n'ont en rien permis de s'approcher d'un règlement de cette crise du développement. Nous avons montré, au contraire, que les interventions des organisations financières internationales, FMI et Banque mondiale, et la succession des PAS imposés à la Bolivie, loin de contribuer à un relèvement général des niveaux de vie, les ont aggravés davantage.

²⁴⁵ *Ibid*, p.23.

Les développements politiques et l'agitation des masses populaires appauvries sur fond de revendications politiques, économiques et de justice sociale témoignent de cette détérioration des conditions de vie de l'immense majorité de la population bolivienne. Parallèlement, on assiste, conséquence de cette action des organisations économiques internationales au renforcement de l'arrimage de l'économie bolivienne à l'économie mondiale, comme en font foi les nombreuses privatisations de la période et l'afflux consécutif des investissements étrangers. Tout un courant de littérature critique de ces approches du développement n'a pas manqué d'établir les conséquences néfastes des politiques ainsi préconisées par les institutions de Bretton Woods.

Et, l'on ne s'étonne pas qu'ait été définie, en réaction à ces critiques, une politique qui, parce que apparemment plus attentive aux pauvres, se voudrait une rupture par rapport aux anciennes pratiques. En ce qui concerne les DSRP, le dernier-né des initiatives du FMI et de la Banque mondiale, nous croyons en avoir montré, du moins dans le cas bolivien, la vraie nature dans le troisième chapitre. Parce qu'elle est un PAS masqué, puisque on y retrouve intégralement les mêmes objectifs centraux des PAS, le renforcement de l'arrimage de l'économie bolivienne à l'économie mondiale est bien l'objectif central de la nouvelle stratégie. Bien qu'il soit trop tôt pour en évaluer l'impact global, il apparaît, sur la base des évaluations disponibles, que l'incidence du DSRP bolivien sur les niveaux de pauvreté est loin d'être significative. Nous avons montré que les améliorations constatées pour la période 2001-2004 sont inférieures à celles qui ont marqué la période antérieure, soit celle qui va de 1980/ 90 à 2001. Améliorations qui avaient certainement été jugées insuffisantes vu la décision de mettre sur pied un DSRP pour le pays.

Pour nous, parce que l'objectif n'est pas l'éradication de la pauvreté, mais plutôt l'amélioration relative de la situation d'une fraction seulement des pauvres et la poursuite, surtout, des politiques d'ajustement structurel dans un contexte de répartition inégale de la richesse nationale, on peut s'attendre à une

accentuation des écarts entre riches et pauvres, avec tous les effets dont est porteuse une telle structure.

André Corten, au terme d'une analyse du Discours de la Banque mondiale, concluait déjà (1998) que le succès de la lutte à la pauvreté de la Banque est assuré par la machine discursive mise en place. Et il ajoutait, sur la base de son analyse du discours sur la pauvreté de la Banque, que la pauvreté n'existera plus car on lui aura enlevé son sens²⁴⁶. Aussi, nous croyons qu' à moins d'un changement politique fondamental comme le laisse entendre l'élection d'Evo Morales à la présidence du pays, il n'y aura pas de changement fondamental de la situation des pauvres boliviens. Mais, il est trop tôt, aujourd'hui, pour prévoir les développements à venir.

²⁴⁶ André Corten. Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale, *Langage et société*, no 85, septembre 1998, p.23.

BIBLIOGRAPHIE

MONOGRAPHIES

- Adda, Jacques.1997. *La mondialisation de l'économie : genèse*. Tome.1. Paris : La Découverte.
- .1997. *La mondialisation de l'économie : problèmes*. Tome 2. Paris: La Découverte.
- Amin, Samir.1996. *Les défis de la mondialisation*. Paris :L'Harmattan.Coll. « Forum du tiers-monde ».
- Barel, Yves. 1972. *La reproduction sociale : systèmes vivants, invariance et changement*.Paris : Anthropos.
- Beaud, Michel.1981. *Histoire du capitalisme*. Paris : Seuil.
- .1987. *Le système national/mondial hiérarchisé*. Coll. « La Découverte », Paris.
- Buchy, Sarah.1996. *L'intégration de la problématique femmes et développement aux politiques de la Banque mondiale : évolution, objectifs et moyens mis en œuvre*. Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique. Coll. « Mémoire de maîtrise en science politique/Université du Québec à Montréal. Ed. Montréal : Université du Québec à Montréal.
- Campbell, Bonnie. 2000. *Gouvernance, réformes institutionnelles et redéfinition du rôle de l'État : quelques enjeux conceptuels et politiques soulevés par le projet de gouvernance décentralisée de la Banque mondiale*. Montréal : Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM).
- Campbell, Bonnie. 2002. « Les pauvres, bénéficiaires ou otages des stratégies de la pauvreté ? ou changer pour aller plus loin » In *Politique africaine*, no 87(octobre), Paris.
- Castells, Manuel. 1996. *La société en réseaux*. Paris : Fayard.
- Chesnais, François.1997. *La mondialisation du capital*. Paris : Syros.

- Chossudovsky, Michel. 2004. *Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre économique mondial*. Trad. Lise Roy-Castonguay. Nouv.édi.rev.et augm.Ed.Montréal : Ecosociété.
- Cling, Jean-Pierre. 2003. *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, sous la dir. De Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud. 2^e éd. rev. et augm. Paris : Economica.
- Cohen, Daniel.1997. *Richesses du monde, pauvreté des nations*. Paris : Flammarion.
- Corten, André.1998. « Le discours de la pauvreté de la Banque mondiale »,In *Langage et société*, no 85, 23p.
- Deblock,Christian et Samia Kazi Aoul. 2001. *La dette extérieure des pays en développement*. Presses de l'Université du Québec.
- De Crombrughe, Aurore. Clémence Regamey. 2005. « Bolivie le capital risque comme alternative ? », in *Défis Sud*, no.69. P.22 –23.
- De Mesa, Juan, Teresa Gisbert et H.Vasquez Machicado.1958. *Manual de historia de Bolivia*. La Paz, Bolivie.
- De Rivero, Oswaldo.2003. *Le mythe du développement*. Coll. « Enjeux planète ».
- Del Pozo, José. 2002. *Historia de América latina y del Caribe, de 1825 a 2001* . Santiago (Chi) : Lom.
- Dumais, Monique.1998. *Femmes et pauvreté*. Montréal : Mediaspaul.
- Franqueville, André.2000.*La Bolivie : d'un pillage à l'autre*. Coll. « Hespérides ».Paris, Institut de recherche pour le développement / Toulouse : Presses universitaires du Mirail.
- Freeman, Ted. Association des Universités et Collèges du Canada, Goss Gilroy Inc. 2003. *Solutions locales à des défis mondiaux : vers un partenariat efficace en éducation de base. Bolivie*. Ed.La Haye, Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas.
- Garrier, Claude.1998. *Défense des populations et développement : un enjeu pour la Banque mondiale*. Paris : L'Harmattan.
- Gunder, Frank-André.1972. *Le développement du sous-développement : l'Amérique latine*.Paris :Maspero.

Hayter, Teresa. 1971. *Aid as imperialism*. Penguin Book.

Herring, Hubert-Clinton, et Helen Baldwin Herring. 1968. *A history of Latin America : from the beginnings to the present*. 3e éd. rév et augm.
Ed. New York, Alfred A. Knopf.

Holly, Daniel. 1982. *L'Unesco, le tiers-monde et l'économie mondiale*.
Montréal/Genève : Les Presses de l'Université de Montréal / Institut
Universitaire des Hautes Etudes Internationales.

_____. 1999. *L'Organisation des Nations Unies pour le Développement
Industriel (1967-1995)*. Paris. L'Harmattan.

Jalée, Pierre. 1982. *Le pillage du tiers-monde*. Coll. « Petite collection
Maspero ». Paris : Maspero.

_____. 1971. *Le tiers monde en chiffres*. Paris : Maspero.

Klein, H.S. 1993. *Haciendas y ayllu's, rural society in the bolivian andes in the
18th and 19th centuries*. Stanford University Press.

Lautier, Bernard. Juin 2001. « Sous la morale : la politique. La Banque mondiale
et la lutte contre la pauvreté », In *Politique africaine*, no 82.

Laval, Christian et Louis Weber. 2002. *Le nouvel ordre éducatif mondial*.
Paris (OMC, Banque mondiale, OCDE, Commission européenne). Ed. Paris :
Syllepse, Nouveaux regards.

Lavaud, Jean-Pierre. 1991. *L'instabilité politique de l'Amérique latine : le cas
bolivien*. Coll. « Institut des hautes études de l'Amérique latine ». Paris :
L'Harmattan.

Laïdi, Zaki. 1990. *Enquête sur la Banque mondiale*. Paris : Seuil.

Lopez Beltran, Clara. 1993. *Biografia de Bolivia : un estudio de su historia*. Ed :
Juventud.

Loma, Pacheco. 1948. *Resumen de la historia de Bolivia*. Ed. La Escolar.

Meier, Gerald M. et Joseph Stiglitz. 2002. *Aux frontières de l'économie du
développement : le futur en perspective*. Paris : Eska.

Moisseron, Jean-Yves et Marc Raffinot. 1999. *Dette et pauvreté : solvabilité et
allègement de la dette des pays à faible revenu*. Paris : Economica.

- Morales, Juan Antonio.1992. *A donde va America latina ? Balance de las reformas economicas*. Santiago de Chile: Cieplan.
- Morin, Edgar.1977. *La méthode*. Paris: Seuil.
- Murphy, Craig N.1994.*International Organization and Industrial Change, Global Governance since 1850*. New-York, Oxford University Press .
- Payer, Cheryl. 1982. *The World Bank: a critical analysis*. New-York: Montly review paper.
- Peñafel, Ricardo. 2000.« L'analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque mondiale », In Campbell Bonnie (dir.) *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l'Etat et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental*. Montréal, Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM).
- Poursat, Christine.200 . « Cadre légal et réglementaire, étude de cas Bolivie » in *BIM*,o 139,p.1-4.
[http// :www.microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim 2001](http://www.microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim 2001)
- Rist,Gilbert. 2001. *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. 2^e édition. Paris : Presses de science po.
- Rostow, W.W.1997. *Les étapes de la croissance économique*. 3^e édition, Paris : Economica.
- Rucz, Claude.1983. *Le conseil économique et social de l'ONU et la coopération pour le développement*. Paris : Economica.
- Salamé, Ghassan.1996. *Appels d'empire, ingérences et résistances à l'âge de la mondialisation*. Paris : Fayard.
- Simmel, Georg.1998. *Les pauvres*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Smith, Adam.1976. *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des Nations*. Paris : Gallimard.
- Stiglitz, Joseph.2002. *La grande désillusion*. Paris : Fayard.
- Ugarteche, Oscar.1997. *El falso dilema. America latina en la economia global*. Ed.Lima Fundacion Friedrich Ebert/ Nueva sociedad. Caracas, Vénézuéla.

REVUES SPÉCIALISÉES :

Adams, Mia. 2006. *La microfinance : un outil de développement dans un contexte de lutte contre la pauvreté*. P.1-7.

<http://www.globenet.org/archives/web/2006>

Ames, Brian ; Gita Bhatt et Mark Plant. Juin 2002. « Bilan de la lutte contre la pauvreté » In *Finances et développement*. p.9-12.

Anderson, Perry. 1996. *Histoire et leçons du néo-libéralisme*. Dans le cadre d'une conférence donnée à la Faculté des sciences sociales à l'Université de Buenos Aires (5 novembre 1996).

http://www.alencontre.org/EdPage2/p2_neolib_anderson.html

Banque mondiale. 2005. *Rapport Peuples autochtones, pauvreté et développement humain en Amérique latine : 1994-2004*. 16p. Washington D.C. : World Bank Publications.

<http://www.worldbank.org> 05/05/2007.

Banque mondiale. 1999. *Bolivia interim poverty reduction strategy paper (I-PRSP)* Washington D.C: World bank publications
01/01/2000. <http://www.bancomundial.bo>

Banque mondiale, *Bolivia interim poverty reduction strategy paper*, 5/10/2001, (DSRP) Washington D.C: World Bank publications
<http://www.worldbank.org.bo>

Banque mondiale, *Investing in people*, Washington, Banque mondiale, 1995.

Bruzonic, E., Viveros, A. *Bolivia: World bank approves 25\$ Millions for social development in Bolivia*, 29/06/2004. <http://www.bancomundial.org.bo>

Banque mondiale : *Projects making a difference in Bolivia*.
<http://www.worldbank.org.bo/publications>

Banque mondiale. 2002. *Poverty and nutrition in Bolivia*. Washington DC, World Bank, 56 p.

Banque mondiale, *Priorités et stratégies pour l'éducation: une étude de la Banque mondiale*, 1995, Washington DC, <http://www.worldbank.org>.

Banque mondiale, *Rapport annuel de 1992*.
<http://www.worldbank.org/external/french/nsf>

Banque mondiale, *Rapport annuel de 1999.*
<http://www.worldbank.org/external/french/nsf>

Banque mondiale, 2001. *Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001, combattre la pauvreté.* Washington D.C : World Bank publications.
<http://www.worldbank.org/EXT/FRENCH/nsf/02c4f83ase6eaco>

Banque mondiale. 2002. *Réexamen du dispositif des documents de stratégie pour la diminution de la pauvreté : principaux constats.*
<http://www.worldbank.org/intprsi/resources/383606-1092340662634/10991-findings-fr.pdf>

Banque mondiale. 2006. Bolivia Firman Crédito para mejorar los indicadores sociales en Bolivia.
<http://www.worldbank.org/website/external/bancomundial/extpaíses/lacinsp>.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement. 1996. *Poverty reduction and the World Bank.* Washington DC, 140 p.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement. *Priorités et stratégies pour l'éducation.* <http://www.bird.org>

Bolivia, 1985. Instituto nacional de estadística. La Paz, Bolivia.

CEDLA. 1998. *The bolivian experiment : structural adjustment and poverty alleviation.* Amsterdam: CEDLA.

CEPALC. 2005. *Mondialisation et développement, un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes.* Ed. José Antonio Ocampo, Juan Martin. No 81, 228 p.

Commission économique pour l'Amérique latine. 1985. *Caracteristicas generales de Bolivia.* Ed. Cepal.

Commission économique pour l'Amérique latine. 2003. *La Bolivia del futuro y sus implicaciones demograficas para el desarrollo* Ed. Cepal.

Demery, Lionel et Michael Walton. 1998. *Are poverty reduction and other 21st century social goals attainable?* Washington DC: World Bank.

L'actualité bolivienne en 2000, <http://www.abc-latina.com/bolivia/actualités/2000.htm>

La Documentation française .1985. *Problèmes d'Amérique latine, industrie, emploi, agriculture.* 3^e trimestre, no 4788.

FMI et AID. *Réexamen du dispositif des DSRP : principaux constats*, Mars 2002.

FMI . *Bolivia : ex post assessment of longer-term Program engagement*. Staff report and public information notice on the executive board discussion , avril 2005.

<http://internationalmonetaryfund.com/external/np/seminars/fr/2005/famm/pdf/johnso.pdf>

George, Susan. *Une courte histoire du néo-libéralisme : vingt ans d'économie de l'élite et amorce de possibilité d'un changement structurel*, Conférence de Bangkok mars 1999. <http://www.attac.org/fra/toil.doc/georgefr.htm>

Godoy, Ricardo. Mario De Franco. 1992. « High inflation and bolivian agriculture » In *Journal of latin american studies*, Londres, vol.24, no 3. p.617-637.

Hernando Rodriguez Luis. 1992. *Desarrollo y sociedad*, no 30, Bogota.

Hicks, Norman et Quentin Wodon. 2001. « Proteccion social para los pobres en America latina » , In *Revue de la Cepal*, no 73, Santiago. p.95-116.

Iruzoqui, Marta. Peralta, Victor. 1992. « Historiografia sobre la republica boliviana » dans *Revista de Indias*, vol.52, no 194, Madrid.

Lévêque François. 2006. *La dette de la Bolivie*. Ed. Les autres voix de la planète. Trimestriel du CADTM, mai 2006.

<http://www.risal.collectifs.net>

Mazalto, Marie. « La nouvelle gouvernance de l'eau : le cas bolivien », In *Rapport technique bourse de mobilité internationale attribuée par le CRDI, séjour de recherche de cinq mois en Bolivie*. Environnement et gestion des ressources naturelles (EGRN).

Millet, Damien. « Evolution de la dette extérieure de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la base de GDF 2003. » in *Les crises de la dette extérieure de l'Amérique latine au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe* (Eric Toussaint), p.6.

<http://www.risal.collectifs.net/img/pdf/toussaint01.pdf>

Millet, Damien. 2003. « L'initiative PPTE : entre illusion et arnaque », in Thierry Ngogang pour *Mutations* , 22/01/2004. Yaoundé, Cameroun.

<http://www.cadtm.org/article>.

OCDE. 1991. *Développement et démocratie : les politiques d'aide en Amérique latine*, 474p. Publications de l'OCDE.

ONU.1962. *Etude sur l'économie mondiale*.Washington D.C : World Bank Publications.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2001. *Objetivos de desarrollo de la cumbre del milenio (primer informe) :Progreso en Bolivia*.<http://www.unpd.org.bo>

PNUD, *Objetivos de Desarrollo de la cumbre del milenio (segundo informe), progresos de los objetivos de desarrollo del milenio*,
<http://www.unpd.org.bo>

PNUD. 2003. *Progreso de Bolivia hacia los objetivos del milenio*.
PNUD :www.unpd.org.bo

PNUD, *Promouvoir des initiatives nationales pour habiliter les pauvres*, PNUD :
www.unpd.org/french/focusareas/poverty.shtml

PNUD, *Les chiffres de la pauvreté*.
<http://www.unpd.org/script/pnud.webquick.surf/visageschiffres>

Rodriguez, Luis Hernando.1992. « Apertura comercial y crecimiento economico » dans *Desarrollo y sociedad*, no 30. Bogota.

UDAPE.1993. *Estabilizacion y reforma estructural. El caso boliviano*.Ed.Fundacion Komrad Adenauer, CIEDLA. La Paz, Bolivia.

Ugarteche, Oscar. 1994.« La recuperacion económica latinoamericana »In *Nueva sociedad* no 133, p.164-179.

UNICEF. 2003. *Assessing the impact of Prsps on child poverty: the case of Bolivia* ,In Staff working papers Division of policy and planning series.p.21-35.New York: UNICEF.
<http://www.sipa.columbia.edu/academics/concentrations/epd/workshop/bolivia.pdf>

Wallerstein, Immanuel. 2000. « C'était quoi le Tiers-monde ? », In *Le monde diplomatique*.

World vision international.2002. *Masters of their own development ?, Prsps and the prospects for the poor*.

SITES WEB:

<http://www.abc-latina.com/bolivia/actualités/2000.htm>

<http://www.agora.qc.ca/mot.nsf/dossiers/bolivia>.

<http://www.amelatine.com>

<http://www.ameriquelatine.com>

<http://www.bancomundial.org.bo/2005/noticias>. “Noticias del Banco mundial sobre Bolivia.”

<http://www.cadtm.org>,

<http://www.francediplomatie.fr>

<http://www.indexmundi.com/fr/bolivia>

<http://www.la-sociale.net/article> « la riposte :nouvelle vague révolutionnaire en Bolivie », 3 juin 2005.

<http://www.latinreporters.com>

<http://www.news.bbc.co.uk/hi/Spanish>

<http://www.u-blog.net/resetparam/note>. “Bolivia, convulsion sociale”, 20 octobre 2003.

<http://www.unpd.org.bo>

<http://www.teamstoendpoverty.org>

<http://www.worldbank.org>